N° 9. — Septembre 1925 Prix : 2 francs

la Révolution prolétarienne

Revue Mensuelle Syndicaliste Communiste

DANS CE NUMÉRO :

LENDEMAIN DE CONGRES

par PIERRE MONATTE

NOTRE ENQUÊTE

SUR

L'UNITÉ SYNDICALE

Réponses de GAYE, NICOLAS, LIOCHON, HUMBERT, VALLET

La Crise communiste en Allemagne

par UN COMMUNISTE

LA GREVE DES BANQUES

par RENÉ HAGNAUER

CEDIAS BIBLIOTHÈQUE MUSÉE SOCIAL

ADMINISTRATION et RÉDACTION : 96, quai Jemmapes. — PARIS (10e)

Source gallica.bnf.fr / CODHOS / CEDIAS – Musée social

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue Mensuelle Syndicaliste Communiste

LE "NOYAU"

PIERRE MONATTE, ALFRED ROSMER, V. DELAGARDE, M. CHAMBELLAND, R. LOUZON, A. GARNERY, V. GODONNÈCHE, ALBIN VILLEVAL, GEORGES AIRELLE, J. AUFRÈRE, D. ANTONINI, G. LACOSTE, F. CHARBIT, L. MARZET, F. RICHERAND

Adresser toute la Correspondance relative à la Rédaction et à l'Administration à :

P. MONATTE

96, quai Jemmapes — PARIS-X^e

Chèque Postal : 734-99 Paris

Permanence : l'après-midi, de 3 à 7 heures

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGÉRIE, COLONIES		EXTÉRIEUR	
Six mois . . .	11 fr.	Six mois . . .	15 fr.
Un an . . .	20 fr.	Un an	30 fr.

PRIX DU NUMÉRO :

France : 2 fr. — Extérieur : 2 fr. 50

SOMMAIRE du n° 9 (*Septembre 1925*)

Lendemain de Congrès . . . . . Pierre MONATTE.

Du communisme paysan au permis de chasse . . . . . UN COMMUNISTE.

Enquête sur l'Unité syndicale :

Réponses de GAYE, LIOCHON, NICOLAS, HUMBERT, VALLET.

La grève des banques . . . . . René HAGNAUER.

Complices de Tsankoff. . . . . UN TÉMOIN.

Ouvrières d'Angora . . . . . Magd. MARX.

Le Congrès socialiste . . . . . UN TÉMOIN.

Dans l'Internationale :

La crise communiste en Allemagne (UN COMMUNISTE). — L'éducation indépendante de la classe ouvrière anglaise (P. PHILIPPS PRICE).

Ce que signifie le désaveu de Trotsky . . Max EASTMAN.

Le Procès de Dayton. . . . . R. LOUZON.

NOTES ÉCONOMIQUES

L'or de Sibérie au capital anglais, le manganèse du Caucase au capital américain. — Chronique des Monopoles (R. LOUZON).

FAITS ET DOCUMENTS

Les faits du mois. — Une lettre d'Abd-el-Krim au Parlement français. — Un pas vers l'unité syndicale (V. G.). — La terreur roumaine en Bessarabie. — La C. G. T. U. et la stratégie des grèves (M. CH.).

Alfred COSTES, éditeur, 8, rue Monsieur-le-Prince

PARIS (VIe)

Œuvres Complètes de KARL MARX

Traduites par J. MOLITOR

Agrégé de l'Université, Inspecteur d'Académie

VIENT de PARAITRE :

Histoire des Doctrines Économiques

TOME VII

DE RICARDO A L'ÉCONOMIE VULGAIRE

Un volume in-16 de 266 pages..... **8** fr.

EN VENTE :

Le Capital

I. **Le PROCÈS de la PRODUCTION du CAPITAL**, précédé d'une introduction à l'ensemble du marxisme, par KARL KAUTSKY, 4 *vol. in-16, de* 304, 288 276 *et* 292 *pages*. Chaque volume.... **8** fr. -

Histoire des Doctrines Économiques

I. **DEPUIS les ORIGINES de la THÉORIE de la PLUS-VALUE jusqu'à ADAM SMITH**, 2 *volumes in-16* de 344 et 218 *pages*. Chaque volume..... **8** fr. -

II. **RICARDO**. 4 *volumes in-16 de* 368, 320, 184 et 256 *pages*..... **10** fr. et **8** fr. -

POUR LE numéro d'Octobre

Octobre doit être pour nous l'occasion d'un nouvel effort en faveur de la **"RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE"**. *Il ne faut jamais perdre de vue que notre Revue ne vit que du travail de tous. On l'a un peu oublié par ces temps de vacances. Rappelons-le-nous et envoyons tous à la* **R. P.** *une liste d'au moins dix abonnés possibles nouveaux, à qui nous enverrons notre numéro 10.*

Pour Octobre, il nous faut 5.000 adresses d'abonnés possibles, et ceux qui le peuvent, doivent, financièrement, nous permettre de leur servir un numéro.

CEDIAS
BIBLIOTHÈQUE
MUSÉE SOCIAL

"ILS N'ONT RIEN APPRIS"

LENDEMAIN DE CONGRÈS

Les Congrès des deux C. G. T. se sont tenus; à l'un comme à l'autre le nombre des délégués était imposant. Dans quel état d'esprit ces délégués sont-ils retournés auprès des syndiqués qui les avaient mandatés ? Que se dégage-t-il de ces deux Congrès ? Sous la cendre des discours reste-t-il quelque chose, et quoi ?

Les discours ont abondé. Le Congrès de la C. G. T. U. a donné l'impression d'un meeting où les orateurs se succèdent plutôt que d'un Congrès où l'on discute entre soi. J'ai entendu quelqu'un se réjouir que le rapport moral et le rapport financier aient été présentés, discutés et votés en une seule matinée ; c'est la preuve, disait-il, que tout va bien, que la ligne est bonne et que l'exécution ne laisse pas à désirer. Quand on veut se boucher les yeux on ne raisonne pas autrement. Ce manque total de discussion prouve peut-être qu'on en a assez des débats interminables d'hier, des luttes de tendances et de coteries et qu'on veut du travail sérieux ; par réaction contre un excès on tombe dans l'excès contraire.

Mais cette absence de discussion a peut-être d'autres causes, inquiétantes celles-là. Elle provient pour une part de la paresse intellectuelle qu'on remarque de tous côtés. Inutile de prendre peine à se faire une opinion sur un sujet quelconque ; il est des opinions toutes faites et des gens pour les fabriquer en série. Elle provient aussi de la crainte qu'en exprimant ce que l'on pense on se fera injurier et traiter de contre-révolutionnaire. Crainte compréhensible, une fois qu'on a entendu les trémolos de Thorez contre un malheureux délégué proclamé « indigne de participer à un Congrès prolétarien ».

Qu'avait-il osé dire ce camarade des cheminots de Châlons ? Rien cependant que de très juste : qu'il est très facile de lancer le mot d'ordre de fraternisation, mais que c'est surtout dans la métropole que l'action contre la guerre du Maroc doit s'engager.

Pour ne pas se faire traiter d' « indigne » plus d'un a gardé sur le cœur ce qu'il avait à dire. Un malaise a pesé d'un bout à l'autre du Congrès de la C. G. T. U.

Le précédent Congrès de la C. G. T. Lafayette, celui d'il y a deux ans, avait donné une impression du même genre ; pas de discussion non plus, les rapports moral et financier enlevés en une séance. Il n'en a déjà pas été tout à fait de même cette année. Le rapport moral a donné lieu à un débat assez long, mais ce qu'il y a eu de plus caractéristique c'est qu'une force nouvelle s'est agitée au cours de la seconde journée. Toute cette journée, les dirigeants confédéraux n'ont pu la dominer, soit qu'ils aient été surpris par sa présence, soit qu'elle ait été difficile à brider. De l'aveu des dirigeants confédérés eux-mêmes, il y avait au Congrès une opposition d'au moins quatre cents mandats, presque le quart. Cette opposition n'est pas venue au jour, elle n'a pas osé s'affirmer. L'habileté du bureau confédéral a consisté à la dissocier en la présentant comme une opposition rattachée au Parti communiste. Pour ne pas apparaître communiste, ce qu'elle n'est pas en effet, elle s'est laissée refouler et disperser. Mais elle ne peut pas ne pas revenir à la charge ; elle y reviendra d'autant plus vite et d'autant plus forte qu'elle affirmera sa conception syndicaliste aussi éloignée du collaborationnisme gouvernemental que de la tutelle des partis.

Loin d'avoir marqué un rapprochement entre les deux C. G. T., ces deux Congrès ont donné le spectacle de mouvements suivant des routes qui s'écarteraient de plus en plus. Loin d'avoir fait un pas l'unité a plutôt reculé.

Il ne servirait à rien de ne pas appeler les choses par leur nom, le Congrès interconfédéral d'unité a été un fiasco. Ceux-là même qui n'en attendaient pas des merveilles ont été déçus.

Un militant de la C. G. T. U. me disait il y a quelque temps que le Parti s'était fait fort d'amener au Congrès d'unité plusieurs centaines de syndicats confédérés. Comme je lui répondais que le Parti n'y amènerait pas grand'chose, qu'il était tout juste capable d'en éloigner, ce camarade me répliqua : Eh bien ! il pourra dire qu'il nous a bien monté le coup.

C'est à eux-mêmes que les dirigeants du Parti se montent le coup, avant de le monter aux autres.

Je ne sais pas si Sémard aura redit, en revenant du Chaumont-Palace, ce qu'il disait le soir du 3 mai en revenant de Charonne où il venait de faire battre à plate couture en plein XXe le secrétaire du Parti communiste : « C'est effroyable ! c'est effroyable ! » gémissait-il. Il aurait pu le dire, avec beaucoup plus de raison, le 30 août. Avoir raconté il y a un an qu'on allait consacrer 80 % de l'activité des fractions communistes dans les syndicats à la conquête de la C. G. T. et à la

CEDIAS BIBLIOTHÈQUE SOCIAL

préparation du Congrès d'unité et aboutir à un pareil résultat, enregistrer un tel fiasco, c'est, en effet, effroyable.

Impossible de se consoler en tapant sur nous. Comme nous tenons plus que personne à l'unité syndicale, nous n'avons rien voulu faire ni dire qui put être exploité contre le Congrès interconfédéral par les adversaires de l'unité. Nous n'avons rien dit de certains faits et notamment du dernier en date, l'exclusion du Parti du camarade Pelletier pour son action syndicale, en réalité pour avoir tenté d'empêcher le sabotage du Syndicat des Métaux de la région parisienne.

On dira, on dit aujourd'hui que le Congrès d'unité est seulement un départ, un commencement d'action en faveur de l'unité syndicale. C'est ce que nous avons essayé de faire comprendre depuis des mois. Avant de récolter il faut labourer et semer. On paraît enfin s'en rendre compte, mais l'a-t-on réellement compris ?

La rééligibilité des fonctionnaires syndicaux.

Une seule question a provoqué au Congrès de la C. G. T. U. une discussion un peu ample, celle de la non-rééligibilité des fonctionnaires confédéraux. Au vote, 947 voix se sont prononcées pour la rééligibilité et 425 contre. Mais ce résultat n'a pas été obtenu sans peine; le Congrès hésitait à l'accorder; il a fallu l'énergique pression de l'état-major communiste pour la lui arracher.

Ceux qui se félicitent aujourd'hui de cette opération pourraient bien avant peu s'en mordre les doigts.

Les plus acharnés partisans de la rééligibilité sont les mêmes hommes qui en étaient hier les plus acharnés adversaires. Adversaires avant d'être en fonctions, partisans une fois en fonctions. Un peu de pudeur aurait commandé de n'opérer cette volte-face qu'à la condition de n'en être pas soi-même le bénéficiaire; elle s'en serait trouvée à demi légitimée. Mais ce sont là, paraît-il, scrupules démodés. Je ne sais pas si la classe ouvrière qui a collectionné tant de raisons d'être méfiante à l'égard des hommes qui se regardent comme ses chefs, trouvera là de quoi calmer sa méfiance. Et sans confiance méritée, éprouvée, on ne construit rien de solide et de durable.

En outre, le Congrès a eu la main forcée par les délégués communistes qui l'avaient eue eux-mêmes par les dirigeants du Parti. A la fraction communiste des délégués au Congrès, pour éviter une majorité communiste hostile à la rééligibilité, on avait clôturé sans vote la discussion, Sauvage ayant affirmé que la rééligibilité était... dans la doctrine de l'Internationale communiste. Et l'on avait fait prendre les décisions suivantes :

1° Les délégués communistes hostiles à la rééligibilité n'interviendraient pas au Congrès. Certains avaient pourtant reçu de leur Syndicat le mandat ferme d'intervenir ; ils y ont donc manqué ;

2° Ceux qui avaient mandat impératif de voter contre la rééligibilité l'exécuteraient, mais on leur signifiait que cela prouvait qu'ils n'avaient pas fait leur devoir communiste dans leur Syndicat. « Nous passons pour cette fois, mais ce sera la dernière », déclarait Sauvage;

3° Ceux qui avaient un mandat large voteraient pour la rééligibilité.

C'est dans ces conditions que la non-rééligibilité, arme de lutte contre les dirigeants de la C. G. T., a été jetée à la vieille ferraille.

Je suis d'autant plus à l'aise pour formuler mon opinion personnelle que je n'ai jamais utilisé cette arme contre nos adversaires réformistes et qu'aujourd'hui comme hier, je ne crois pas à la vertu du renouvellement automatique des fonctionnaires syndicaux.

La question tactique de la non-rééligibilité pose deux problèmes importants du mouvement ouvrier, celui de la formation de ses cadres, de son élite comme on dit maintenant, et celui de sa bureaucratisation, de son envasement.

En 1919, au Congrès confédéral de Lyon, J'ai cinglé quelques anciens révolutionnaires en leur appliquant sur la face le mot de Renan à propos de Judas : « En lui, l'administrateur avait tué l'apôtre. » C'était vrai à l'époque. Mais aujourd'hui le spectacle est plus triste encore. L'apôtre, chez beaucoup, n'a pas eu besoin d'être tué; il n'y a jamais existé. Jamais l'on n'avait vu pareille ruée vers les fonctions; tout le monde se croit capable et digne de les remplir; et pour y atteindre ou pour s'y maintenir, on change d'idées comme de chemise. Les fuyards de l'atelier sont légion; et pour la plupart — je me garderai de dire pour tous, je connais heureusement des exceptions assez nombreuses — fuir l'atelier équivaut à fuir, à s'évader de sa classe en attendant l'heure de la trahir.

A mon sens, le bon fonctionnaire syndical doit être entraîneur et l'on n'est pas un entraîneur toute sa vie. Cela suppose une énergie débordante, un trop plein de vigueur qui sert à remorquer sa corporation, son métier, son mouvement. Je connais des hommes qui ont été de réels entraîneurs pendant six mois; d'autres pendant plusieurs années; d'autres, très rares, leur vie entière. Ces derniers sont l'exception. C'est le cas d'un Lénine, d'un Trotsky : c'est celui d'un Mala-

testa. Il y a en eux une source d'énergie éternellement jeune. Mais nous ne sommes que des hommes moyens et les règles générales sont faites pour nous, non pour les exceptions.

L'idéal serait d'utiliser un militant, de le laisser dans les brancards tant qu'il possède ce surcroît d'énergie qui fait de lui un entraîneur, tant qu'il n'y en a pas un meilleur pour le relever. Quand il sentirait cette force s'épuiser, de lui-même il se retirerait. S'il ne le sentait pas, il faudrait que l'organisation possède assez de camarades ayant assez d'autorité pour le lui faire admettre ou pour le faire comprendre aux syndiqués. Cela suppose un mouvement riche de militants avertis et désintéressés, n'ayant pas fui l'atelier et des fonctionnaires qui ne se cramponnent pas à leur fonction.

Si beaucoup se cramponnent et montrent les dents quand ils s'entendent dire qu'ils ne sont plus à la page, je me souviens de cas tout différents, où des militants se sont retirés d'eux-mêmes, estimant qu'ils avaient donné le meilleur de ce qui était en eux. Je me rappelle avec quelle surprise j'écoutai un matin Nicolet me raconter qu'il venait de donner sa démission de secrétaire de la Fédération du Bâtiment. Il n'y avait pas un an qu'il était en fonction. Les diverses Fédérations de métier avaient fusionné dans la Fédération d'industrie. Il avait assuré cette fusion et donné à l'organisation nouvelle un élan endiablé. Tout le monde était utilisé, entraîné, les quelques réformistes et les plus nombreux corporatistes comme les autres. Nicolet n'avait pas créé toutes ces forces, bien sûr, mais au lieu de les laisser se perdre dans l'isolement et se contrarier souvent, il avait eu l'intelligence de les lier ensemble et de les diriger vers un même large chemin. Ayant à peine terminé cette tâche, il décidait de démissionner. Pourquoi? Lui avait-on créé des ennuis, suscité des embûches ? Nullement. « Tout va bien, me déclara-t-il, mais je sens que tout ce que je pouvais donner, je l'ai donné. Je suis vidé. » Il n'était peut-être pas aussi vidé qu'il se le figurait, mais il avait la nostalgie de l'atelier, il étouffait dans son bureau de secrétaire fédéral. Il retourna à ses copeaux de menuisier. C'est le plus bel exemple que je puisse rappeler. Ce n'est pas le seul. La classe ouvrière possède plus d'hommes de cette trempe qu'on ne croit. Mais ceux-là, il faut généralement aller les tirer de leur coin et ils n'ont pas peur d'y retourner.

Loin de moi la pensée de mésestimer les fonctionnaires syndicaux qui accomplissent scrupuleusement leur tâche; ceux-là se taillent plus de travail qu'ils n'en peuvent faire; ils se donnent, ils s'épuisent à leur besogne. Et je me souviens qu'au début de la campagne contre la rééligibilité, c'est surtout contre quelques-uns de ceux-là que les antifonctionnaristes s'attaquèrent, contre Merrheim en particulier, Merrheim alors dans sa belle période de travail et de foi syndicaliste, alors que des fonctionnaires encroûtés de la plus vile manière, paresseux et viveurs, appuyaient cette campagne. Si l'on feuilletait les souscriptions au journal de Janvion on y trouverait trace des oboles d'un Blanchard par exemple.

Mais il ne faut pas perdre de vue que dans l'ensemble le fonctionnarisme et l'esprit bureaucratique qu'il entraîne ont singulièrement facilité la mise en tutelle de la classe ouvrière par les gouvernants et organisé l'inaction du prolétariat pendant et après la guerre. Une véritable croûte s'était formée sur le mouvement ouvrier. Elle n'est pas disparue; brisée, elle se reforme vite. Un mouvement sain et vigoureux s'en débarrasserait facilement, il éliminerait automatiquement ses scories. Ce n'est fichtre pas le cas pour notre mouvement. Le syndicalisme « pur » a été incapable d'éliminer un Boudoux et le communisme fait de ses scories à lui et des scories des autres mouvements, de ses Treint et de ses Ilbert, de ses Cachin et de ses Cadeau, ses propres directeurs. Je ne parle pas de la C. G. T., qui a gardé soigneusement tous ses chefs qui s'étaient compromis durant la guerre.

Plus qu'un autre, s'il veut échapper à la formation de cette croûte funeste, le mouvement syndical révolutionnaire doit aérer ses cadres, les rajeunir incessamment, renvoyer sans arrêt se retremper à l'atelier les militants qui ont occupé durant quelques années des fonctions en vue. Ces militants ne seront pas perdus pour le mouvement puisqu'ils seront toujours là dans les conseils de ses organisations, y apportant leur expérience et qu'ils seront toujours à même dans les passes difficiles de reprendre le gouvernail.

Le mouvement syndical n'a pas besoin seulement d'entraîneurs, il lui faut aussi de bons administrateurs, des habiles stratèges, toutes choses qui supposent une longue expérience, une grande connaissance des forces et des méthodes de l'ennemi. Tout cela est vrai ; le problème n'est pas simple. Mais qu'on n'oublie pas qu'une classe qui monte à la lutte a toujours été conduite par des chefs jeunes ; les armées de la Révolution étaient conduites par des généraux qui n'avaient pas trente ans ; la part des jeunes dans la Révolution russe est immense. C'est beau un appareil de fonctionnaires en temps de paix ; nul mouvement ouvrier n'a possédé un plus splendide appareil que la social-démocratie et les syndicats allemands et nul n'a fait plus piètre figure dans les situations révolutionnaires. De grâce qu'au nom du communisme on ne nous fasse pas enfiler l'uniforme de la social-démocratie.

Cette année, on impose la rééligibilité et pire

que la rééligibilité on soustrait au mouvement syndical le droit de choisir ses militants ; c'est le Parti qui les choisit pour lui et qui lui impose non les meilleurs de ses hommes mais les plus mauvais ; l'élection de Barreau à l'Union des Syndicats de la Seine en est l'exemple typique.

L'année prochaine, on imposera le cumul des mandats politiques et syndicaux. C'est ce qu'on rêve de faire, à l'image des pays où domine la social-démocratie.

Il y a quelques mois, Dubreuil se frottait les mains en voyant les militants de la C. G. T. U. renoncer à la non-rééligibilité. Il disait y voir une condition d'accord. Je crois qu'il y voyait surtout un glissement vers les méthodes traditionnelles du réformisme.

(*A suivre.*) Pierre MONATTE.

Quelques Souvenirs

Au nom de Lénine, nos « léninistes » manifestent hautement leur mépris pour tout «... le vague pacifisme de guerre » (*sic !*)

Cependant, à un Congrès socialiste, avant Tours, lorsque Renaudel lut quelques lignes défaitistes de Lénine et demanda : « Qui ose approuver cela ? » ; certains léninistes d'aujourd'hui étaient présents et se turent. Un seul se leva pour s'affirmer défaitiste comme Lénine : Loriot — ce Loriot qu'ils veulent bannir du Parti communiste !

⁂

Lorsque l'Internationale communiste fut fondée en 1919, à qui en France une convocation fut-elle adressée ? Au groupe Loriot... c'est-à-dire au Comité pour la reprise des relations internationales... « ce petit groupe monattiste, du quai Jemmapes », dirait le petit Ferrat, « homme de masses ».

⁂

En Suisse, en 1917, c'est Loriot qui fut reçu par Lénine comme le représentant le plus qualifié du mouvement français. C'est Rosmer qui signa à Moscou les premiers appels de la 3e Internationale (certains demandent : qui l'avait délégué ? Où diable, étaient-ils, eux, à l'époque ?)

Lénine a toujours rendu hommage au « vague pacifisme de guerre » des zimmerwaldiens français : de Loriot, de Monatte, de Rosmer.

Mais Lénine était-il léniniste ?

VOISINAGE SYMBOLIQUE

La *Révolution Prolétarienne* est un organe contre-révolutionnaire.

La preuve, c'est qu'au Congrès de la vieille C. G. T. elle figurait à l'éventaire de la Librairie du *Peuple*.

Il s'ensuit que *La garçonne*, par exemple, devient un ouvrage éminemment révolutionnaire lorsqu'elle est vendue par la Librairie de l'*Humanité*.

— Mais, dit un copain, moi j'ai vu des voisinages autrement symboliques...

— Lesquels ?

— Au kiosque où je prends mes « canards », les *Cahiers du Bolchevisme* voisinaient avec le *Bulletin des Officiers de réserve*, et la *Vie Ouvrière* avec l'*Epicerie française*...

— Et moi, c'est bien mieux, interrompt un autre, j'ai vu l'*Humanité* affichée à côté de l'organe des gens de maison...

Du Communisme paysan au permis de chasse

Cherchant à préciser sa doctrine agraire, le Parti Communiste élabora jadis une thèse en vue du Congrès de Marseille qui l'adopta. On y disait notamment ce que deviendrait la propriété paysanne au lendemain de la Révolution, quelles terres seraient socialisées et confiées aux travailleurs, quelles terres resteraient provisoirement entre les mains de leurs possesseurs actuels, en attendant l'institution aux champs du communisme intégral. C'était très bien. On pouvait se tromper, du moins on discutait de ces choses-là; les militants s'armaient pour parler aux paysans; leur esprit se tournait vers l'avenir.

Mais que deviennent les programmes théoriques en notre temps où, sous prétexte de « bolchevisation », le Parti se laisse égarer par le vertige de l'actualité, se vide de sa doctrine et s'étourdit de mots d'ordre ? On en est présentement au permis de chasse...

Quand on songe que la chasse est un luxe et que ceux qui s'y livrent, à la campagne, ne sont pas des paysans malheureux, on se demande s'il est bien nécessaire que le Parti ait recours à la critique de l'augmentation du permis de chasse pour aller parler aux paysans, même si l'on songe à partir de cette augmentation pour combattre l'expédition marocaine, gouffre à crédits et occasion d'impôts nouveaux.

Mettre l'augmentation du prix des permis sur le même plan que toutes les charges qui pèsent sur la classe ouvrière, que le mot d'ordre abandonné : « pas de salaires au-dessous de 20 francs », c'est faire une singulière concession aux chasseurs et si l'on songe que les paysans paient jusqu'à présent (c'est tant mieux pour les petits) des chiffres d'impôts dérisoires, on conviendra que le communisme se fait bien avenant et flatteur à l'égard des paysans aisés. Que doivent dire les ouvriers pauvres des villes du mot d'ordre des permis ?

Si l'on doit descendre à de telles pusillanimités qui se propagent hiérarchiquement, c'est que vraiment le Parti n'est guère armé pour sa propagande agraire. Il est trop enclin à s'en tenir au principe tant rabâché, que personne d'ailleurs ne conteste, qu'il faut gagner les paysans et « ne pas sous-estimer la paysannerie », pour entreprendre une propagande judicieuse et tenace appuyée sur une connaissance objective de la vie paysanne. Il est à craindre qu'on fasse beaucoup d'à peu près. Reconnaissons, en effet, qu'il y a un certain écart entre « la terre à coups de fusil » et l'impôt sur les coups de fusil.

Nos stratèges ne se rendent même pas compte qu'ils ne font que mal digérer des thèses inspirées par la situation du paysan russe. Le spectacle d'une révolution communiste qui n'a pu que créer en Russie la propriété paysanne individuelle ne les étonne même pas et quand ils ont machinalement transposé sur le plan pré-révolutionnaire français l'attitude post-révolutionnaire des bolcheviks envers leurs paysans, ils croient avoir trouvé du nouveau. Il n'y a plus qu'à attendre, une fois fulminé cet opportunisme amorphe et frénétique, la fameuse « crise agraire » du printemps 1925. — UN COMMUNISTE.

ENQUÊTE SUR L'UNITÉ SYNDICALE (1)

X

G. GAYE

secrétaire de la Fédération unitaire des Métaux.

Cette question est celle qui absorbe le plus les militants soucieux des intérêts des travailleurs, ceux qui ont à cœur de matérialiser la mission historique qui est la raison d'être du syndicalisme : l'abolition du salariat, l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme.

L'homogénéité de la classe ouvrière est indispensable devant la démonstration des forces patronales et gouvernementales liguées contre la classe ouvrière en voie d'émancipation ; devant les nouveaux dangers que créée l'impérialisme de nos maîtres en quête de débouchés pour leurs produits. Le développement du machinisme né de la guerre, la soif de butin, l'appétit insatiable des consortiums et oligarques qui dirigent le monde aggravant les méthodes d'exploitation, tendent de plus en plus à comprimer les travailleurs, à anéantir le bien-être acquis par les luttes antérieures, à affaiblir leur puissance de consommation de par la perpétuelle ascension du coût de la vie et la précarité de leurs salaires.

Les luttes de ces dernières années, luttes défensives contre les diminutions de salaires, contre l'impôt taxant leurs salaires, pour des améliorations, pour le respect des huit heures, contre la guerre du Maroc, démontrent l'indispensabilité absolue de l'unité syndicale. Les masses la désirent.

Il n'est pas un propagandiste de la C. G. T. U. qui dans ses exposés ne laisse une large place à cette question d'unité. Amplement développée elle suscite l'approbation des auditeurs, de quelque opinion ou tendance qu'ils se réclament. Les nombreux ordres du jours votés, au cours de ces réunions ou meetings, n'ont aucun écho chez les adversaires systématiques de l'Unité. Quels sont-ils ? Poser la question, c'est la résoudre. Leur formule : « Rentrez, la porte des syndicats vous est ouverte. » Rien n'est plus faux. Cette formule, au contraire, perpétue la scission.

Pour le démontrer, il est indispensable de faire succinctement l'historique de cette scission, situer ses causes impartialement afin que les travailleurs qui en ignorent puissent juger (car se sont les seuls juges) en connaissance de cause.

Il y eut, antérieurement, d'autres scissions dans le mouvement syndical français. De 1889 à 1896, la conception de la grève générale divisa ses partisans et adversaires. Lui étaient résolument acquis : blanquistes, allemanistes, libertaires. En étaient adversaires : guesdistes. Au congrès de Nantes 1894, les partisans de la grève générale l'emportèrent par 65 voix contre 37. L'opposition guesdiste se retira du Congrès, constitua la Fédération Nationale des Syndicats et Groupes corporatifs. Les syndicats qui la composèrent se désagrégèrent peu à peu et furent absorbés par la formation des Bourses du Travail œuvre de Cordier, reprise par Pelloutier.

Les Congrès suivants : Limoges, 1895 ; Tours, 1896 ; Montpellier, 1902, réalisèrent une première fois l'unité par l'institution de la C. G. T.

Sa force ainsi accrue lui permit de prendre l'offensive en 1904, au lendemain du Congrès de Bourges, offensive close depuis l'échec de 1920.

A Amiens, en 1906, le syndicalisme détermine sa position vis-à-vis des partis politiques, la thèse de collaboration du guesdiste Renard, fut énergiquement combattue par Griffuelles et Merrheim, entre autres.

La motion Griffuelles obtint 834 voix contre 371 à la motion Renard.

Le Congrès confédéral d'Amiens confirme l'article 2 de la C. G. T. disant :

« La C. G. T. groupe en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat. »

Le Congrès considère que cette déclaration est une reconnaissance de la lutte des classes, qui oppose, sur le terrain économique, les travailleurs en révolte contre toutes les formes d'exploitation et d'oppression, tant matérielles que morales, mises en œuvre par la classe capitaliste contre la classe ouvrière.

Le Congrès précise par les points suivants cette affirmation théorique : Dans l'œuvre revendicatrice quotidienne, le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates, telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc. Mais cette besogne n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme; il prépare l'émancipation intégrale qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste; il préconise comme moyen d'action la grève générale et il considère que le Syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera dans l'avenir, le groupe de production et de répartition, base de réorganisation sociale.

Le Congrès déclare que cette double besogne, quotidienne et d'avenir, découle de la situation de salariés qui pèse sur la classe ouvrière et qui fait à tous les travailleurs, quelles que soient leurs opinions ou leurs tendances politiques ou philosophiques, un devoir d'appartenir au groupement essentiel qu'est le Syndicat.

Comme conséquence :

En ce qui concerne les individus, le Congrès affirme l'entière liberté pour le syndiqué de participer, en dehors du groupement corporatif, à telles formes de luttes correspondant à sa conception philosophique ou politique, se bornant à lui demander en réciprocité, de ne pas introduire dans le Syndicat les opinions qu'il professe au dehors ;

En ce qui concerne les organisations, le Congrès déclare qu'afin que le syndicalisme atteigne son maximum d'effet, l'action économique doit s'exercer directement contre le patronat, les organisations confédérées n'ayant pas en tant que groupements syndicaux, à se préoccuper des partis ou des sectes qui, en dehors et à côté, peuvent poursuivre, en toute liberté, la transformation sociale.

C'est cette résolution qui, depuis 1906, jusqu'aux obsèques de J. Jaurès — août 1914 — détermina l'attitude des dirigeants confédéraux à l'égard des

(1) Voir le numéro 8 de *la Révolution Prolétarienne.* L'abondance des matières nous oblige à remettre au prochain numéro la publication des réponses de Villeval, Jullien, Moiny, Priem, Un Mineur, etc.

Partis se réclamant de la classe ouvrière. Il appartenait de la rappeler, car pour certains elle est la base de la reprise des relations en faveur de l'Unité, et d'indiquer qu'en accord avec Monatte (*V. O.* du 19 août 1921) nous retenons la conception essentielle du syndicalisme révolutionnaire, mais qu'elle est caduque dans sa partie tactique, de par les événements : la guerre 1914-1918, la Révolution Russe.

Contre les flagrantes violations du Bureau confédéral depuis août 1914, la minorité constituée au début de la guerre tenta de réagir. Son influence s'accentua de par le rayonnement qui se dégageait de la Révolution Russe, engloba libertaires, communistes, syndicalistes révolutionnaires, dénonçant la participation d'une délégation confédérale à la Conférence de Washington, le Conseil Economique du Travail — les conceptions d'intérêt général et de Paix sociale, la participation au Bureau International du Travail.

La minorité accroît son influence ; elle s'organise après le Congrès d'Orléans (septembre 1920). Elle constitue les C. S. R.

Au lendemain du Congrès socialiste de Tours, où les politiciens sont battus, le P. S. donne son adhésion à la 3e Internationale, prend le titre de S. F. I. C. Les politiciens, qui durant la guerre acceptèrent les responsabilités de la guerre, de sa continuation, en violation des résolutions antérieures des Congrès internationaux, les pacifistes honteux, venus par tactique dans l'opposition, firent la scission des forces ouvrières organisées politiquement, reconstituèrent le Parti S. F. I. O.

Aussitôt se déclancha l'offensive contre l'opposition syndicale et le communisme, ainsi se démasquèrent les partisans de l'apolitisme de la Charte d'Amiens. Pactisant avec les ennemis de la Révolution russe, ce fut une lutte sans merci contre la minorité syndicaliste. Les exclusions se multiplièrent ,dans les Fédérations des employés, de l'agriculture, du textile, du sous-sol.

Au Comité confédéral de février 1921, fut adoptée une motion concluant que les groupements qui se rattachaient à l'Internationale de Moscou, se mettaient d'eux-mêmes hors de la C. G. T. Nouvelle démonstration manifeste de la volonté de scission.

A Limoges, en mars 1921, le Congrès des Employés prononce l'exclusion de trois syndicats parisiens adhérents aux C. S. R.

Le Congrès des Cheminots donne la majorité aux révolutionnaires, bureau Sémard ; les réformistes en minorité reconstituent une deuxième Fédération, bureau Montagne. Le Bureau confédéral encourage cette scission.

Le Congrès des Métaux tenu à Lille repousse le rapport par 114 voix contre 112. Le Bureau fédéral battu se maintient.

Au Congrès confédéral à Lille, de graves et regrettables incidents troublent ses assises. Le rapport moral est adopté par 1,556 voix contre 1,348 et 66 abstentions. La force de la minorité est devenue redoutable, il faut en finir ; dès le lendemain la lutte s'accentue contre la minorité. Le Bureau Sémard est expulsé ; l'immeuble de la rue Baudin est mis sous séquestre.

Le C. C. N. du 21 septembre aggrave la situation déjà tendue. Les exclusions deviennent de plus en plus fréquentes.

Sémard tente une démarche au Bureau confédéral, dans le but de faire convoquer un Congrès de tous les cheminots. Le B. C. s'y refuse. Les majoritaires forment leur Fédération. Sémard réunit un Congrès des cheminots. La C. G. T. refuse de le reconnaître. C'est la scission irréparable.

Décembre 1921, convocation d'un Congrès minoritaire. Là sont énumérés les griefs contre la C.G.T.; entre autres, l'exclusion des milliers de grévistes du textile, région de Tourcoing ; des 68,000 cheminots de la Fédération Sémard qui concrétisent la scission systématiquement provoquée par les dirigeants de la C. G. T. ; taxant de rebellion tous ceux qui participaient à ce Congrès contre son interdit du 22 décembre.

Devant le danger croissant de scission, Lozovski, secrétaire de l'I. S. R., demande à Oudegeest, secrétaire de l'Internationale d'Amsterdam, la convocation d'une conférence internationale pour concilier les deux partis.

Au Congrès du 22 décembre, Monmousseau propose une motion demandant à la C. A. et au Bureau confédéral, l'abandon des motifs qui ont servi de prétexte aux exclusions; la réintégration des exclus, la reconnaissance de la Fédération Sémard. Des démarches furent immédiatement entreprises ; une délégation envoyée fut reçue par Lapierre ; les résultats furent négatifs. Au retour, Dudilleux exprime son sentiment ; pour lui, la scission est inévitablement définitive, de par l'intransigeance manifeste de la C. G. T., s'opposant à tous pourparlers. En fin de Congrès une motion est votée, indiquant que la seule chance d'unité réside dans la volonté des travailleurs de la réaliser eux-mêmes en un Congrès à tenir dans le 1er semestre 1922.

La C. G. T. U. est debout, à l'issue de ce Congrès.

Depuis cette date, elle a multiplié ses offres d'unité, elle a fait siennes les diverses propositions des Comités mixtes, ouvert la porte à toutes les suggestions. Envisageant tous les moyens, elle propose la tenue d'un Congrès interconfédéral, modifiant ainsi la tenue de son prochain Congrès qui par la décision prise à Bourges devait se tenir à Bordeaux, se tiendra à Paris à la même date que le Congrès de la C. G. T.

Les dirigeants de la C. G. T. n'ont pas répondu à cette proposition; elle a, au contraire, envoyé des instructions à ses syndicats pour qu'ils refusent de participer au Congrès interconfédéral ; malgré cette sourde campagne, bon nombre de syndicats confédérés ont répondu favorablement à l'appel de la C. G. T. U.

Que sortira-t-il de ce Congrès ? La reconstitution de l'unité ? Je ne la crois pas immédiate ; cependant un pas sera fait.

Lorsque les travailleurs se rendront enfin compte que le profit de la division ouvrière est exploité par leurs maîtres, qu'ils se rendront compte d'où viennent les encouragements contre l'unité ouvrière par la lecture des journaux bourgeois de tous les horizons politiques et ils comprendront que c'est à eux, eux seuls, qu'incombe la mission et le pouvoir de reconstituer l'unité.

La formule : « Vous n'avez qu'à réintégrer les vieux syndicats », n'est pas une solution d'unité. Nous ne pouvons accepter de baiser le Babouin.

Une déclaration nette et franche est attendue des dirigeants confédéraux : l'abrogation de la motion de Lille. Il ne peut être question de limiter le droit de critique, d'opinion, de pensée, ni d'interdire aux tendances de se manifester. Qu'ils nous don-

nent cette affirmation, le terrain sera déblayé des obstacles qui nous opposaient jusqu'à ce jour. S'ils s'y refusent, ils garderont à eux seuls la responsabilité de la prolongation d'une scission qu'incontestablement ils ont provoquée.

Devant ce refus, contre la manifestation ferme de volonté d'union exprimée par de nombreux Syndicats confédérés, parallèlement à l'action de la fraction internationale d'Amsterdam, nous aurons à donner le jour au *Comité de la Reconstitution de l'Unité syndicale*, avec tous ceux que n'aveugle pas l'esprit de sectarisme des diverses chapelles et coteries.

Ce sera le point de départ de la croisade définitive contre les auxiliaires de ceux à qui le crime profite, qui pour justifier leur opposition se retranchent devant l'hypothétique formule « nous ne sommes pas la volaille à plumer ». Aux formules d'Apocalypse, nous opposerons la formule :

L'Unité pour enrayer l'exploitation féroce dont nous sommes victimes. L'Unité pour abattre la morgue de nos maîtres. L'Unité contre la guerre marocaine et toutes les guerres entre peuples. L'Unité pour la réconciliation définitive des opprimés de tous les pays. L'Unité pour la dernière des guerres qui jettera bas l'outrageant capitalisme mondial.

A cette unité-là, les travailleurs de n'importe quelle idéologie qu'ils se réclament, auront à cœur d'adhérer et d'œuvrer, de la rendre définitive, envers et contre tous. Ils le peuvent, ils n'ont qu'à vouloir. G. GAYE.

XI

G. NICOLAS

secrétaire de la Fédération unitaire du Bâtiment.

Mon cher Monatte,

La réponse à ton questionnaire, la voici :

Oui, je pense que la scission est un fait définitif. Pendant longtemps j'ai cru pouvoir espérer non pas un recollement total, mais un rapprochement tellement sincère que petit à petit les partisans des tronçons se seraient trouvés seuls. A présent trop d'hypocrisies sont à la base de la campagne d'unité pour que la « volaille ne se refuse pas à se laisser plumer ».

Ceci peut s'appliquer à la 1re et à la 2e questions ; quant au 2e paragraphe : « Comment surmonter les obstacles qui se dressent contre l'unité ? » eh bien ! c'est en montrant vraiment ce qu'est l'organisation syndicale, son rôle à côté des partis politiques; c'est en en finissant avec toute la démagogie de la révolution permanente. Le bluff peut attirer pendant un certain temps, mais il se découvre facilement ; et, bien entendu... le résultat, nous le connaissons : le vide.

Est-ce à dire qu'il faille faire comme à la rue Lafayette ? Est-ce qu'**a priori** nous devons condamner tout ce que celle-ci élabore ? Pour moi non. Nous ne devons pas traiter les questions sous le même angle qu'eux, c'est entendu, parce qu'alors l'unité serait réalisée ; mais dans toute question de réformes, doit-on rester passifs ou être à la remorque de politiciens habiles ?

L'unité à la base ? Où elle existe, il n'y a nulle raison de la briser. Mais la reconstruire ! c'est toute la question de la scission qu'il faut se rémémorer et avec cela les heurts reviennent à nouveau : d'où mon scepticisme. Il est plus facile de démolir que de reconstruire, n'est-ce pas !

Oui, la Maçonnerie-Pierre de la Seine sera au Congrès d'Unité, mais simplement parce que nous devons faire tout ce qu'il est possible pour ce mot : Unité, mais elle n'y sera pas en enthousiaste. Cela se comprend, quand on est passé par de si dures épreuves : scission C. G. T., S. U. B. et scission fédérale. Pour dire vrai, nous avons été servis ! Aussi nous ne ferons rien qui puisse nuire à l'unité en... attendant sa réalisation.

Comment se fera-t-elle ? Ceci est beaucoup plus difficile à établir que ne le pensent les promoteurs du Congrès d'août, rue Grange-aux-Belles. Aussi je n'attends rien qu'un nouveau bluff celui-ci sera-t-il heureux, ou plus heureux que ses prédécesseurs ? Attendons quelques jours et nous serons fixés.

Bien à toi, mon cher Monatte, mais cela ne peut guère te servir. GEORGES NICOLAS.

XII

C. LIOCHON

Secrétaire général de la Fédération des Travailleurs du Livre

Confrère Monatte, *Le 25 juillet 1925.*

*Ci-joint un article traitant de l'unité syndicale. Il me semble répondre par avance aux questions posées dans votre lettre du 20 courant, du moins à peu près. Cet article est contenu dans l'*Imprimerie Française *du 16 juillet. Il est probable que vous l'avez reçu. J'en fais, néanmoins, ma réponse aux questions posées. D'accord avec le Comité fédéral, j'ai essayé d'être précis. Je fais des vœux pour que d'autres le soient davantage.*

Cordiales salutations. LIOCHON.

Puisque ceux qui ont fait la scission veulent, avec fracas, prouver aux foules qu'ils sont les seuls partisans de l'unité, il faut tout de même bien ne pas rester indifférent à leurs discours et à leurs écrits.

L'*Humanité*, qui eut le triste honneur d'être l'organe officiel de la scission, injure la plus cruelle qui pouvait être faite à la mémoire de son fondateur, n'hésite pas à imprimer presque chaque jour que les militants qui ont subi la scission sont les adversaires irréductibles de l'unité.

Attitude évidemment audacieuse et qui peut impressionner la jeunesse qui a fait, depuis quelques mois, son éducation syndicale au sein du parti communiste.

Ceux qui savent combien il est difficile de constituer une organisation syndicale, de lui assurer la continuité tout en réunissant les éléments les plus divers, laissent passer avec un sourire dédaigneux la littérature communiste.

Faire l'unité ? Est-ce donc chose si facile ? Non, du moins pour ceux qui ont senti et compris la gravité de la décision prise par les fondateurs de l'organisation adverse, à la fin de l'année 1921.

En créant une deuxième C. G. T., nos désorganisateurs n'ignoraient pas les répercussions qu'allait provoquer leur folle initiative. Des fédérations, des unions départementales se déchiraient : majorité et minorité se sont séparées pour adhérer au nouveau groupement ou pour rester à l'ancienne organisation confédérale. Les syndicats eux-mêmes, principales victimes de la scission, se sont aussi disloqués.

Il faut être de mauvaise foi ou ne pas vivre la vie syndicale pour ne pas apprécier, dans toute sa gravité, la profondeur du mal. Ajoutons à cela la méfiance inspirée par la calomnie qui continua

de plus belle après la scission. Ceux qui sont restés dans l'organisation ancienne ont été soumis à une rude épreuve de conscience. Les hommes qui étaient encore à la tête de leur groupement étaient accusés de félonie, de trahison à propos de tout et de rien. Les social-traîtres, comme on disait à Moscou, ont été offerts à la haine des syndiqués, en même temps que le Comité directeur du parti communiste donnait l'ordre à ses membres d'entrer dans les nouvelles organisations adverses.

Depuis 1922, les choses n'ont pas beaucoup changé. Tout a été tenté pour désagréger l'organisation syndicale rebelle à la direction communiste au profit de celle qui venait d'être fondée. « Mieux vaut pas d'organisation du tout qu'une organisation comme celle que nous avons », disait l'un des nôtres qui s'est particulièrement distingué dans l'effort de scission.

S'aperçoit-on à Moscou et ailleurs du mal ainsi fait ? C'est possible. Mais, avant de s'en rendre compte, on a tout fait pour la désorganisation. Malgré la catastrophe, malgré cet empoisonnement lent et tenace, l'organisation ancienne a tenu et progressé. C'est un fait que nos démolisseurs ne peuvent plus négliger. Il ne leur reste plus, pour escompter quelque crédit qu'à prouver que les seuls adversaires de l'unité sont ceux qui n'ont pas participé à la création d'organisations dissidentes.

Est-ce le moyen, un des moyens de revenir à l'unité des forces syndicales ? Cette unité ne peut-elle revenir que sous forme d'approbation, de glorification presque des organisateurs de la scission ? Cela semble quelque peu grotesque. Mais, recherchons tout de même le chemin le plus court qui peut conduire à l'unité.

Que les communistes voient actuellement dans l'organisation unifiée le moyen de devenir les maîtres du mouvement syndical français, c'est certain ; mais, cela ne doit pas nous faire reculer. Il faut avoir confiance, jusqu'au bout, dans le bon sens de la masse des travailleurs pour qu'ils continuent à vouloir rester libres dans leurs organisations, maîtres de leurs décisions, bonnes ou mauvaises.

En se plaçant à leur point de vue, tenant compte de leurs espérances à ce sujet, quel que soit le moyen par lequel on aboutira à l'unité, leur chance restera la même. Si leur intention de faire ménage avec le parti communiste convient à la masse des syndiqués, le chemin pris pour aboutir à l'unité n'aura aucune influence. Puisqu'ils ont, de toute manière, la perspective de prendre la direction du mouvement syndical, s'ils ont vraiment le désir de rétablir l'unité avant tout, que leur importe les modalités de l'opération ?

A moins qu'ils aient la prétention d'avoir découvert l'unique recette et de n'accepter l'unité qu'après avoir imposé leurs conditions. Cette prétention serait la preuve que l'ardent amour dont ils témoignent actuellement pour l'unité, n'est qu'un moyen de tapage et un bluff. Offrons-leur l'occasion de faire la preuve contraire.

Pour quiconque a observé le mouvement de scission, l'opération partie d'en haut (à la C. G. T.) s'est répercutée dans les fédérations, les unions départementales, puis dans les syndicats. Ainsi, dans le même chantier, dans le même atelier, les travailleurs sont en état de scission. Ils ont assez de ce régime, dit-on, et réclament l'unité, au besoin par-dessus la tête des chefs. Très bien. Mais le moyen de passer sûrement par-dessus la tête des chefs, c'est de faire un syndicat unique sur place, sans demander la permission aux chefs dissidents ou confédérés. C'est, d'ailleurs, la seule manière donnant pour l'avenir les garanties nécessaires. Ceux qui ont pris l'initiative de la scission sont disqualifiés pour faire l'unité. Elle doit être l'œuvre surtout de ceux qui en ont souffert. Ce ne sont pas les chefs, puisque ceux qui étaient en place ont été maintenus et peuvent aveuglément considérer qu'ils peuvent continuer à y rester encore dans l'état de scission. Les chefs que se sont donné les éléments composant les organisations dissidentes sont dans le même cas, une aggravation, puisque sans fonctions dans l'unité, la scission en a créé de nouvelles qu'ils tiennent peut-être à conserver aussi. Donc, l'unité par-dessus les chefs communistes ou confédérés. Par conséquent, l'unité la meilleure, sera encore celle qui viendra du syndicat. Tous les « chefs » seront obligés de s'incliner devant elle.

Mais, dira-t-on, quand ce syndicat unique sera reconstitué, la question se posera de savoir à quelle union départementale et à quelle fédération il devra adhérer. C'est là, évidemment, l'opération la plus douloureuse, car elle touche à la responsabilité de la scission, à l'amour-propre, si l'on peut dire, et surtout à la vanité.

Or, cette responsabilité, sera-ce la tarte à la crème qu'on servira chaque fois qu'il sera question de supprimer la division ?

Ce sera le moyen sûr d'écarter la solution d'unité.

Il faut donc laisser provisoirement de côté les responsabilités personnelles ou collectives, les doctrines ou tendances, politiques ou autres, pour ne voir que le fait sec et brutal : l'état matériel de scission, c'est-à-dire l'existence de deux organisations opposées. Et, enfin, il faut choisir entre l'une des deux. Laquelle ?

En toute logique, si l'on veut supprimer la division que consacre l'existence d'une deuxième organisation, du haut en bas, il faut revenir à l'ancien état de choses : il faut supprimer la deuxième organisation dont l'étiquette « unitaire » est une injure au bon sens. D'ailleurs, de quelque façon qu'on s'y prenne, il n'y aura pas d'unité autrement. Peut-on soutenir que la deuxième C. G. T. n'est pas toute la scission ? Tant qu'elle n'aura pas disparu, l'unité dans les syndicats, les unions et fédérations sera impossible.

Les créateurs de la scission l'admettent-ils, et leur ardent amour de l'unité les dispose-t-il à cette nécessaire opération ?

L'organisme vivant tout en haut de la scission étant supprimé, l'unité dans une fédération sera facilitée du fait qu'il n'y aura plus à choisir l'organe par lequel cette fédération aura un lien avec les autres fédérations ; de même pour les unions départementales.

Ainsi, l'unité dans le syndicat de métier ou d'industrie pourra s'effectuer avec moins de tiraillements; les unions et fédérations n'auront plus qu'à laisser libre entrée en leur sein de leur minorité, qu'elle soit dissidente ou confédérée, conformément aux règles de la majorité. Et la Confédération Générale du Travail redeviendra l'organe de liaison de toutes les organisations unifiées dès la base, c'est-à-dire le syndicat.

C'est cette procédure qui fut esquissée par nous au moment où se réunissait le Congrès de Lille, en ce qui concerne l'unité dans les syndicats et dans la Fédération du Livre. Il est utile de rappeler les termes d'une lettre qui fut envoyée aux dissidents la veille du Congrès, le 2 août 1924, lettre qui n'a jamais reçu de réponse. Voici son contenu :

« Nous constatons avec plaisir que la prochaine tenue de notre Congrès éveille chez vous le désir d'envisager la reconstitution de l'unité dans le Livre. Il semblerait donc que deux ans et demi de réflexion et de désorganisation vous paraissent suffisants. Tant mieux. Pour nous la question se pose comme au premier jour de la scission : possibilité de retour à l'unité pour ceux qui l'ont délibérément quittée. Ce que je vous ai écrit le 21 juillet relativement aux sections radiées pour défaut de paiement ou démissionnaires, c'est ce que j'aurais pu vous écire si j'en avais eu l'occasion, depuis deux ans et demi.

« Ma lettre du 21 juillet vous semble insuffisante, et vous insistez sur ce que vous appelez *un processus régulier* de fusion. Vous faites allusion certainement aux syndicats qui, dans leur sein même, ont été victimes de la scission. Quelques syndicats dissidents ont vu une minorité se séparer d'eux pour rester fédérée. Des syndicats résistant à la scission ont vu une minorité les quitter.

« Dans les deux cas, la reconstitution d'une section unique dépend de la bonne volonté des éléments en cause. La solution est d'ordre local ; mais, pour ce qui concerne nos sections, rien ne nous fait supposer que cette solution sera moins commode que le retour dans la Fédération d'une section radiée pour défaut de paiement ou démissionnaire. Une section dissidente, réadmise sur sa simple demande à la Fédération, reprend la fraction séparée d'elle pour rester fédérée; la fraction dissidente d'une section fédérée est réintégrée.

« Telle est la procédure, aussi simple que possible, que nous devons nous efforcer de faciliter dès que les intentions réelles d'unité se manifesteront effectivement. »

Qu'elle plaise ou déplaise à ceux qui sont en dehors de l'unité, cette procédure a au moins le mérite d'un peu de clarté. Elle implique, évidemment, que la minorité d'un syndicat, d'une fédération, d'une union départementale (confédérée ou dissidente), doit, au moins momentanément, se plier aux règles intérieures précédemment établies. Excellente occasion pour les adorateurs de l'unité de faire un petit sacrifice pour elle. N'est-ce point la loi de la majorité qui l'exige ?

D'après le journal l'*Humanité*, quel est le moyen d'unité envisagé par les dissidents ? Tout simplement un Congrès mixte dans lequel seront réunis des délégués représentant des syndicats antagonistes, parce qu'en double pour la même profession.

Que discutera-t-on dans ce Congrès ? L'unité ? C'est vraiment trop vague. Il est d'usage qu'un Congrès soit appelé à discuter sur des textes, des propositions ayant fait l'objet d'examens dans les syndicats. Ces nécessités élémentaires sont encore dans l'ombre.

L'adhésion à l'Internationale syndicale ou à l'Internationale communiste de Moscou sera-t-elle discutée ? Excellent sujet de discorde, obstacle essentiel de l'unité.

A-t-on la prétention de régler, par une décision improvisée dans un Congrès mixte, tous les détails de la procédure d'unité dans chaque fédération ? Ce serait insensé ; mais, ce serait certainement le meilleur moyen de faire la preuve que l'unité ne peut venir d'en haut.

L'idée de dissoudre les deux C. G. T. a été exprimée. Et après, où en serait l'unité ? Le problème resterait entier dans les fédérations et les unions, comme dans les syndicats. On ne peut refaire l'unité que dans un cadre. S'il est logique de dissoudre les deux C. G. T., il ne l'est pas moins de dissoudre toutes les fédérations, toutes les unions, tous les syndicats atteints par la scission. A la pénible et difficile besogne d'unité, s'ajouterait celle de la reconstitution générale ! A quel esprit destructeur obéit-on en envisageant cette décomposition ? On est en droit de se le demander.

Ceux qui croient à la vertu d'une décision de Congrès mixte pour effacer les principales traces du triste passé sont peu initiés à la vie intérieure de l'organisation syndicale. Ils oublient que la C. G. T. n'est qu'un lien fédéraliste unissant des groupements locaux et nationaux s'administrant librement. La C. G. T. n'est pas un syndicat national; elle n'a aucune ressemblance avec un groupement d'opinion.

L'obstacle à l'unité, c'est l'existence d'un deuxième organe de liaison, expression réelle de la scission. Supprimez-le. Vous donnerez réellement ainsi un gage d'unité durable.

Pour la suite, il faut souhaiter qu'une fois l'unité organique réalisée, l'atmosphère se purifie. Si elle doit rester empoisonnée comme elle l'est depuis quelques années, l'unité du mouvement syndical sera encore une illusion et tout effort de bonne volonté sera stérile.

C. LIOCHON.

XIII

L. HUMBERT

Secrétaire de l'Union des Syndicats confédérés de Meurthe-et-Moselle

I. — Nous avons toujours regretté la scission dans le mouvement syndical et nous pensons que cette situation ne peut durer.

Le syndicat peut et doit grouper tous les travailleurs sans distinction d'opinions politiques ou philosophiques; c'est à ce titre qu'il représente effectivement les intérêts prolétariens.

II. — L'unité est désirable, mais il y aura des difficultés pour arriver à sa réalisation.

Les injures et les calomnies déversées à jet continu sur les militants de la C. G. T., généralement par des journalistes sans responsabilités, ne sont pas faites pour atténuer les haines, et pourtant, si l'on veut arriver à un résultat, il faut que cette campagne cesse le plus tôt possible.

III. — Le front unique, c'est la consécration de la scission et cela semble être le mot d'ordre d'un Parti qui veut subordonner le mouvement syndical; il n'est pas susceptible de préparer la véritable unité.

Le Comité anglo-russe peut aider puissamment à la reconstitution de l'unité internationale, mais celle-ci est subordonnée à l'unité nationale.

IV. — Nous sommes partisans du Congrès interconfédéral. Du reste nous avons déjà défendu cette thèse au sein du C. C. N. et le dernier Congrès de

l'Union des Syndicats nous a donné mandat de poser la question devant le Congrès confédéral. Mais nous sommes disciplinés, et si le Congrès confédéral n'accepte pas notre proposition, nous nous inclinerons et n'assisterons pas au Congrès interconfédéral.

Après le Congrès de Lille, nous avons crié casse-cou, et lors du Congrès de 1921, nous avons mis les organisations en garde; il devait fatalement aboutir à la scission.

En Meurthe-et-Moselle nous avons maintenu l'unité autant que nous l'avons pu. Une résolution de congrès, qui a toujours été respectée, nous fait une obligation de ne pas constituer de syndicat de même profession dans la même localité, en face de ceux existants.

Nous n'avons jamais polémiqué, quoiqu'on nous ait quelquefois attaqués, et par suite de cette attitude il serait possible de réaliser l'unité dans le département sans heurts. Si nous sommes séparés pour des questions doctrinales, il nous est quand même facile de nous entendre. Nous souhaitons que pareil état d'esprit se manifeste dans les autres départements et l'unité sera vraiment possible.

Mais il faut laisser toutes ces vilaines choses de côté pour ne considérer que le fait en lui-même : la scission porte un grave préjudice à la classe ouvrière, elle empêche la réalisation des revendications essentielles; il faut y mettre fin.

Nous sommes prêts à nous y employer de toutes nos forces. L. HUMBERT.

XIV

VALLET

Un vétéran des Agents des P. T. T.

Les anciens du mouvement se souviennent de Vallet, des ambulants, l'un des membres du Comité de grève de 1908. Jusqu'à ces dernières années encore, il donnait au Professionnel des P. T. T., *sous la signature « Sanglier », une collaboration qui sentait en effet son habitant des bois.*

Notre questionnaire est allé le relancer dans sa solitude. Il m'a répondu une première lettre qu'il désirait personnelle. Je lui ai répondu qu'elle serait publiée. Cela nous en a valu une seconde.

Ces deux lettres ne seront pas les moins intéressantes de cette enquête. A plus d'un leur pessimisme fera l'effet d'une bonne douche glacée et revigorante.

Paris, 23 juillet.

Mon cher Monatte,

Je reçois ta lettre et ton questionnaire. Je me refuse à répondre à ce dernier, car la question dépasse bien le cadre d'une simple interview.

Il y aurait un volume de cinq cents pages à écrire sur « la faillite du syndicalisme ». Encore que Montesquieu ait étudié dans un esprit assez tendancieux les causes de la grandeur et de la décadence de l'Empire romain, l'étude du mouvement syndicaliste dans le monde — et non dans un seul pays — devrait avoir la même ampleur et fouiller les causes matérielles, politiques et psychologiques à la fois. Loin de moi la pensée de me croire capable d'un travail aussi vaste et aussi profond. Je rougis même d'avoir écrit le nom de Montesquieu et d'avoir évoqué un des grands stades de la civilisation à propos de syndicalisme. Il ne faut pas se tromper sur les valeurs, sur les grandeurs aussi, avant de risquer des comparaisons.

Cependant le syndicalisme n'est pas un fait secondaire. Il a répondu, dans la conscience humaine, à l'éternelle aspiration vers la justice, à cet obscur besoin d'ordre qui hante l'humanité depuis qu'elle s'achemine vers une répartition meilleure des richesses totales produites par le labeur intellectuel et manuel.

L'évolution industrielle, qui est un fait capital de l'histoire, a engendré le capitalisme qui devait engendrer par contre-coup le syndicalisme. Les classes se retrouvaient toujours face à face, avec leur idéologie et leurs moyens d'action.

Mais le syndicalisme est vaincu, bien vaincu. Et c'est l'histoire de cette défaite que ton enquête évoque, avec cette naïveté de croire que l'effritement du syndicalisme est passager et tient à des crises momentanées déterminées par la sottise, l'aveuglement de quelques personnes. Hélas ! l'infirmité ouvrière est foncière, fondamentale, irrémédiable. Le syndicalisme est utopique, incapable de s'assigner un but compréhensible et ralliant le consentement des masses; et incapable surtout de cette logique qu'on pourrait appeler le sens des réalités et qui dominerait toutes les crises intérieures, subordonnant tout, pliant tout, hommes et pensées, au seul objectif à réaliser.

Tu te souviens des comparaisons du père Sorel entre le christianisme primitf et le syndicalisme héroïque des premiers temps. Deux mondes différents, antagonistes s'isolaient, creusaient même le fossé qui les séparait, pour en faire un abîme, car le monde chrétien ne voulait pas se contaminer, se pourrir au contact du Bas-Empire. Une société neuve surgissait, avec son droit, ses institutions, ses rites, extériorisant sa foi, et par-dessus tout avec sa volonté de rester une force neuve et originale dans ses mœurs et dans sa conception de la vie sociale.

Sorel a pu croire à des analogies entre les manifestations du syndicalisme violent de la première période et l'attitude du monde chrétien hermétique et farouche.

Mais les années d'évolution ont passé et nous ont montré que cette analogie était un mirage. Le monde syndicaliste, non seulement ne rêve pas de s'isoler dans une morale, des mœurs et un droit adéquat à une conception nouvelle de l'ordre et de la vie, mais ne songe qu'à singer la vie bourgeois, à copier ses tares, ses vices, son imbécillité, sa futilité, son égoïsme, son injustice, sa cruauté inconsciente. Il n'aspire pas plus que le monde bourgeois vers l'équité et l'ordre, vers l'harmonie. C'est un monde de mendigots qui trouve que les rogatons et les miettes ne sont pas assez grosses, mais qui ne réclame que l'augmentation des miettes et des rogatons. Moralement, il n'est pas plus digne et ne vaut pas mieux que le monde bourgeois. Il n'a pas pu se replier en lui-même sur sa propre misère et concevoir plus haut et plus noble. Dominé par son incompréhension il est tombé dans l'illusion que l'augmentation des miettes, c'est-à-dire des salaires, était une conquête, sans se rendre compte que toute la malfaisance capitaliste et l'exploitation permanente de la faiblesse par la force, de la pauvreté par l'argent, restait entière, quels que soient les rapports momentanés entre les richesses totales produites et la part de ces richesses données pour prix de leur production.

Le syndicalisme ne vise pas à supprimer l'exploitation ou le vol, il cherche à partager avec les voleurs et les exploiteurs.

Et, dans sa vie intérieure, il réalise les mêmes iniquités. Aucune grande loi morale ne domine son action. Or toute forme supérieure de civili-

sation est un problème moral ou un problème de compétence.

La puissance appartiendra toujours à ceux qui seront les plus dignes de l'exercer ou les plus capables. J'ai dit, plus haut, que le monde ouvrier n'est pas plus digne que le monde bourgeois. J'ajoute, maintenant, qu'il est moins capable d'organiser la production et l'échange. La loi économique est d'airain. Les sociétés qui font pactiser des besoins primordiaux ne se tiennent en équilibre — très instable — que par de fortes disciplines, les disciplines de la production. C'est le capitalisme qui impose ces disciplines actuellement. Le monde ouvrier, en supposant son triomphe et son accès à la puissance, est incapable de s'imposer lui-même les disciplines. Il est aussi enfant que le nègre taillant d'un coup toutes les lianes de caoutchouc, sans en assurer la continuité du rendement dans l'avenir.

La mentalité ouvrière est telle, aujourd'hui, que si le syndicalisme arrivait miraculeusement à la puissance, la production totale baisserait dans une telle proportion que l'ensemble des besoins ne pourrait être satisfait. Aucune idée des complexités et des répercussions économiques. La masse ne comprend pas ses apôtres. On cherche vainement à lui faire voir plus loin que le bout de son nez.

C'est là un langage de bourgeois et tu penseras peut-être que ces constatations ont été faites avant moi par les gens du *Temps* ou de l'*Echo de Paris*. J'exècre ces gens-là, j'abhorre le capitalisme pour son injustice fondamentale et pour les misères morales et les crimes qu'il a commis, pour la guerre qui est son fait, surtout. Mais je ne veux pas m'aveugler, me boucher les yeux d'œillères. J'observe et je veux voir la vérité éclatante et terrible descendre sur mes regards attristés. Or, les bourgeois, malgré leur hypocrisie, ont raison quand ils parlent de la classe ouvrière. Rangez la cravache, elle titubera dans l'inconscience et l'impuissance et rappellera des dictateurs et des maîtres pour la forcer à produire et pour organiser au moins un minimum d'existence pour elle-même.

Tu me parles unité comme si cette unité avait la vertu magique de changer subitement la pauvre nature humaine. Ce serait trop simple. Si c'était aussi facile de créer véritablement une force neuve et de dresser des masses rajeunies et ennoblies par on ne sait quel nouveau baptême en face du capitalisme immoral et formidablement puissant, je te dirais : « Faisons l'unité par n'importe quel moyen ! » Et si, vous autres, unitaires, aviez l'impression profonde qu'un monde nouveau va surgir de l'unité, le résultat serait tellement magnifique par rapport au petit sacrifice à faire que — à moins d'être des fous ou des enragés — vous dissoudriez immédiatement toutes vos organisations et vous rentreriez en bloc dans l'ancienne C. G. T. L'unité serait ainsi réalisée. Du côté de l'ancienne C. G. T. on pourrait faire la chose contraire et rentrer en bloc dans la C. G. T. U. Mais personne — à part moi peut-être — n'est capable de ce mouvement. Si je ne le fais pas individuellement, c'est qu'il ne résoudrait rien du tout. Mais je voterais des deux mains toute motion qui anéantirait la C. G. T. pour l'englober dans la C. G. T. U. et, inversement, je voterais la même motion si j'étais à la C. G. T. U. Pourquoi y a-t-il si peu d'hommes dans cette disposition d'esprit ? C'est parce qu'au tréfonds d'eux-mêmes les syndicalistes se soucient peu de l'unité; c'est parce qu'ils ne croient pas au résultat mirifique, à la vertu magique d'un geste. Ils restent accrochés à leurs querelles d'amour-propre, à leurs petites vanités blessées parce que cela entretient leur besoin d'agir et de parler, et qu'ils savent, qu'ils sentent plutôt, qu'en dehors de leurs petites actions et de leurs petites baves, qu'en dehors de leur mesquinerie et de leur faiblesse ils sont incapables de voir grand, de faire grand, de jeter à la face du capitalisme l'embryon d'une force neuve et originale qui n'existe pas en eux. Ils croupissent dans leur haine, qui correspond bien à leur petitesse morale et intellectuelle. Et rien ne peut changer tant que les matériaux humains ne changent pas.

Est-ce possible que la nature humaine change ? Est-ce possible de construire la cathédrale des rêveurs avec des pierres qui s'attireraient d'elles-mêmes et se grouperaient en solides fondements ? Je me prends à douter depuis que la solitude me donne le loisir de méditer sur les constructions humaines du passé.

Au fond, deux courants vitaux se sont toujours heurtés : la tendance à l'unité, la tendance à l'effritement, à la dispersion. C'est que l'homme tend à la fois à l'entr'aide et à l'égoïsme, à la vie en société et à la vie personnelle. L'homme éprouve cette contradiction : se confondre dans le groupe et s'affirmer lui-même hors et au-dessus du groupe.

Tous les rêves d'hégémonie ont croulé. Toutes les tentatives d'universalité politique ou religieuse ont sombré. Après la religion, ç'a été le socialisme. Dès qu'une force est cohérente et cimentée par une idéologie, il se produit un schisme. Des hommes se séparent immédiatement de la masse et se refusent à ses disciplines. Tous les mouvements idéologiques ont abouti à des schismes. Le mouvement syndicaliste a été sapé aussi par l'idéologie. Or on ne peut pas faire que l'idéologie soit absente d'un mouvement même économique.

Dès qu'on dépasse la pauvre petite conception d'une augmentation de salaires, on tombe dans de vastes problèmes où l'idéologie reparaît. Et les hommes agissent autant, sinon plus, par passion, par ferveur idéologique, que par intérêt matériel.

Le syndicalisme n'a pas sondé ce côté utopique de son rêve. Il ignore l'histoire, il ignore que les hommes sont à peu près ce qu'ils étaient il y a trois mille ans.

Méditons le symbole biblique de la Tour de Babel. Dès que la tour est un peu haute, les hommes ne parlent plus le même langage et sont incapables de continuer les travaux. Malédiction, dira le croyant. Moi, qui ne croit pas, *je constate* et j'abaisse mon orgueil devant l'impossibilité de comprendre. Je me réfugie dans l'art et dans l'étude, dans le travail physique et dans la méditation solitaire avec toute ma tristesse et mes désillusions. Et je n'attends rien de nos temps ni de nos contemporains. Garde donc pour toi ces réflexions désespérantes; les hommes ont besoin d'illusion; laisse des menteurs ou des illuminés épancher leurs concepts ou leurs espoirs dans ta revue. Ça vaudra mieux pour tes lecteurs, qui ne sont pas encore arrivés à ce point de force morale où l'on peut se permettre de regarder face à face la vérité.

Amicalement VALLET.

Mon cher Monatte.

Mes réflexions pessimistes jetées à la hâte sur le papier n'étaient pas destinées à être publiées. Elles appelleraient d'ailleurs bien des retouches de

détail et devraient être complétées pour traduire à peu près mon opinion actuelle sur certains problèmes précis, et mon sentiment général sur ce que je pourrais appeler, par opposition à Proudhon : l'*Incapacité des classes ouvrières.*

Dans ton esprit, comme dans le mien, il y a vingt ans, le syndicalisme apparaissait comme un mouvement véritablement révolutionnaire, c'est-à-dire orientant la pensée et l'action des masses vers un non-consentement fondamental à l'ordre établi, une protestation active et permanente contre le fait social capitaliste et les institutions qui le maintiennent. Le corporatisme était dépassé. Il s'agissait d'une révolte foncière capable d'animer les masses et d'engendrer une force véritable créatrice et organisatrice. Quelque chose d'original prenait corps. Les buts et les moyens devaient se clarifier, et rallier les obscurs désirs d'un ordre nouveau pressenti ou senti un peu partout, les rallier autour d'une opposition toujours plus ferme et plus entière. Ainsi se serait fondé sur les premiers tâtonnements des consciences les plus éclairées une poussée de sentiments et de volontés vers un ordre de choses nouveau. Mais rien n'a tenu. Tous nos espoirs se sont effondrés et le monde ouvrier, exploité comme avant, est retombé dans ce corporatisme où il use sa patience à grapiller par-ci par-là quelques améliorations momentanées qui l'empêchent de sombrer dans le paupérisme, le capitalisme restant, de par sa loi intérieure même, une force aveugle et sans générosité, capable de ramener les masses à un véritable esclavage si elles ne réagissaient pas.

Mais que cette réaction nous éloigne du problème fondamental de la lutte des classes ! Loin de ma pensée de tenir pour négligeables des conquêtes comme celles de la journée de huit heures. Mais encore une fois, le problème reste entier. Les classes demeurent face à face et sur leurs positions respectives : rien n'est changé.

Mon pessimisme vient de cette conviction de plus en plus forte qu'il en sera toujours ainsi; que la masse est incapable de concevoir plus haut et plus grand; qu'elle est juste en puissance d'opposer à l'ordre établi ce minimum de résistance réalisé par la poussée des besoins les plus élémentaires et les plus grossiers, disons-le. Ne pas crever tout à fait de faim : ruer dans les brancards quand le râtelier est trop vide. C'est tout. Quant à des aspirations à la justice et à un véritable ordre dans la production et la répartition, c'est une autre affaire: la classe ouvrière n'y songe pas. Elle ne souffre pas de l'ensemble du désordre économique. Elle ne s'indigne pas du chaos dans lequel le capitalisme se meut. Chaque individu et chaque groupe n'en aperçoit que ses répercussions fragmentaires, et encore quand il est touché lui-même. Voilà l'infirmité foncière des masses, le vice rédhibitoire des classes ouvrières : ça peut se traduire par le mot Incapacité (incapacité intellectuelle, sentimentale, morale; incapacité de révolte; incapacité technique et politique à la fois).

Quant à cette sélection qui se croit à tort une élite, je veux dire les militants, c'est une race de gens qui serait exécrable si elle ne rachetait tous ses défauts par son désintéressement, son dévouement payé cent fois par l'ingratitude — pas toujours, mais en général. Que d'aveugles, que de sectaires, que de bavards, que d'agités, que de pauvres types qui souffrent toujours d'un discours rentré; que d'ignorants nantis de quelques lieux communs usés jusqu'à la corde, que de cabotins plastronnant et satisfaisant leur petite vanité à énoncer devant la candeur populaire des concepts simplistes; que de couillons dépourvus de tout sens critique, de toute compréhension profonde !

Des intelligences vraies, des acuités de vision, des cœurs et des raisons le prolétariat n'en manque pas. Mais que de « m'as-tu vu » imbéciles et néfastes qui ne possèdent que le don de pérorer des heures dans les atmosphères de réunions publiques et de débiter les pires insanités et les projets saugrenus qui ne résistent pas à l'examen.

Que de « sans courage » surtout parmi les militants. Car c'est là la grande faiblesse de cette prétendue élite. Faut-il reprendre la fameuse période de Jaurès sur le courage ? Inutile. Le courage est de ne pas flatter les foules, de ne pas se griser de leurs applaudissements, d'encourir même leurs injures, de leur dire brutalement ce qu'on croit être la vérité sans souci de popularité et de gloriole. Beaucoup qui ne s'étourdissent pas de leurs propres accents sont sans courage devant la crainte de ruiner leur situation d'oracles et de petits grands hommes.

Mais cela est peu à côté de ce courage moral qui manque aux trois quarts d'entre eux : reconnaître ses torts, avouer qu'on s'est trompé, faire publiquement sa confession d'homme sujet à l'erreur. Il est plus facile d'être un héros sur n'importe quel champ de bataille que de dire : j'ai mal vu, j'ai fauté, je me suis trompé. Cette infirmité-là est celle de tout le genre humain. Et moi qui ne suis pas susceptible de tendresse à l'endroit des dictateurs, d'où qu'ils viennent, j'ai reconnu en Lénine un homme de grand courage parce qu'il savait reconnaître ses erreurs. Le vrai courage n'est pas la vertu dominante des militants ouvriers. Ils ne savent pas faire leur acte de contrition, se pardonner entre eux et s'aimer. Les quelques hommes qui ont vraiment de la grandeur morale sont ceux qui savent tendre des mains fraternelles et faire rentrer sous terre le monstre étriqué mais hargneux du faux amour-propre.

Alors, me diras-tu, tu demandes des surhommes, des dieux ! J'oserais presque dire que la classe ouvrière ne s'émancipera jamais si elle n'en trouve dans son sein. Mais tout est relatif, et déjà, si les militants cessaient de s'entredéchirer cela ouvrirait des horizons et des espoirs. Malheureusement ils continuent. Et si l'unité se refait ils continueront. Et ils prépareront de nouvelles scissions, de nouvelles dissidences, de nouveaux noyaux (prends-en pour ton grade vieux !) Ils passent leur temps à se séparer et à se réunir pour se reséparer. Je ne vois pas d'autre perspectives avec les hommes d'aujourd'hui tels que les ont faits des siècles d'intolérance et de sectarisme. En un mot je ne crois pas encore aux temps nouveaux. Et j'ai des cheveux blancs. C'est dire que je détourne ma pensée de ces choses tristes pour prendre de la vie les joies qui échappent à la méchanceté de l'homme-loup.

D'ailleurs, je n'ai plus la santé ni l'enthousiasme et l'on peut railler tant qu'on voudra le réfractaire impénitent qui tourne au philosophe sur ses vieux jours. Cela m'est parfaitement égal. Je n'ai besoin ni d'approbation ni de sympathie mais seulement de solitude et de ma propre estime.

Si tu dois publier quand même ma première lettre, au moins complète un peu ma pensée par la publication de celle-ci.

VALLET.

UNE RÉALISATION DU FRONT UNIQUE

LA GRÈVE DES BANQUES

Le prolétariat de la Finance.

Nous avons, dans le numéro d'août, relaté brièvement le magnifique mouvement qui vient de se dérouler dans la Banque; il nous faut y revenir plus longuement ce mois-ci.

Ce mouvement, — curieux à plus d'un titre, — marquera une date dans l'histoire du Prolétariat. Il a permis, cependant que la C. G. T. se prononçait contre l'unité, la réalisation parfaite de l'unité de combat.

Bizarre, très bizarre mentalité, que celle de l'employé de banque.

Et cette mentalité provient de son origine même.

On trouve, dans le prolétariat de la Finance, très peu de gens qui, comme dans certaines catégories de la classe ouvrière, aiment leur profession.

La plupart des employés de banque sont loin d'être d'origine prolétarienne ; on peut distinguer entre eux :

1° Des employés dont la femme tient un petit commerce et qui ont choisi cette profession pour gagner quelques sous comme complément et aussi parce qu'ils ont plus de liberté qu'ailleurs;

2° Des « fils à papa » que leurs riches parents ont placés là pour qu'ils ne restent pas « sans rien faire », et dont les salaires payent les paquets de cigarettes;

3° Des gens ayant un petit revenu qui complète leurs maigres appointements;

4° Des employés qui ont choisi cette profession, croyant qu'on se la « coule douce » et pour ne pas se « salir les mains », en travaillant manuellement;

5° Enfin, de vrais prolétaires, les moins nombreux dans cette corporation de « chiens couchants », qui prennent leur métier à cœur, essayent de se perfectionner et considèrent que la Finance est une « industrie » comme une autre et qu'on peut, peut-être, y faire preuve de quelque initiative.

L'élément féminin des employés de la finance est composé à peu près de la même façon que l'élément masculin; on y trouve aussi aujourd'hui des veuves de guerre, en assez grand nombre, mères de famille qui ont été obligées de se caser dans les Banques parce que leur maigre pension ne leur suffisait pas, à beaucoup près, pour faire vivre leur famille et parce qu'elles ne pouvaient pas faire autre chose, n'ayant jamais rien appris.

On jugera par la composition de cet élément bigarré, ce que peut être sa mentalité; bien entendu, une mentalité petite bourgeoise au possible, c'est-à-dire la mentalité d'une classe incapable de se diriger par elle-même.

D'ailleurs, les administrations bancaires, pour maintenir leur autocratisme absolu, tuent tout esprit d'initiative chez leurs employés et ne permettent que très rarement d'arriver à un poste élevé à un subalterne, préférant réserver les hauts emplois à des gens de leur classe, soigneusement stylés et préparés.

Pour que leurs employés soient réduits à un travail machinal toute leur vie, les grandes administrations établissent entre les divers services des « cloisons étanches », c'est-à-dire qu'un employé affecté au service « Portefeuille » restera toute sa vie au service « Portefeuille » parce qu'on l'a placé là et qu'il ne pourra changer par crainte de « désorganisation des services ». Il en est de même pour un employé affecté au début à un de ces services « titres ». «coupons », « bourse », crédit documentaire », « comptabilité », etc. Quant au garçon de recettes, il ne peut jamais devenir employé.

C'est ainsi qu'un salarié des grands établissements de crédit ne peut avoir une vue d'ensemble sur le métier, il ne peut pas comprendre les rouages compliqués d'une grande banque et, comme il ne peut se perfectionner dans sa profession, l'exploitation patronale est beaucoup plus facile (1).

Même dans les services (et nous exceptons les employés affectés aux « guichets », parce que là, en contact direct avec la clientèle, ils peuvent tout de même arriver à une certaine pratique), le travail demandé est mécanique.

Le Syndicat unitaire avait récemment essayé de pallier à cet état de choses en organisant un cours professionnel ouvert à tous les employés de banque. Ce cours aurait pu être intéressant, si le Syndicat unitaire avait pris soin de désigner pour le diriger un camarade sérieux.

Nous espérons que cette tentative avortée n'en restera pas là, car il est important que les employés de banque puissent se perfectionner dans leur profession, non seulement pour pouvoir exiger des salaires en rapport avec leur savoir, mais aussi parce que les banques jouent un rôle essentiel dans l'économie capitaliste et joueront encore, pour cette raison, un rôle important après la prise du pouvoir par le Prolétariat.

Nul n'ignore aujourd'hui que la stabilisation de la monnaie chez nos camarades des Soviets aurait été beaucoup plus rapide (et par conséquent pas mal des misères provoquées par le blocus auraient été évitées) si, à côté des techniciens industriels, ils avaient eu quelques techniciens financiers.

Qu'on excuse ce préambule long, mais nécessaire pour bien comprendre le mouvement actuel.

---

(1) Oui, nous savons bien que dans certains établissements on fait passer des examens d'admission ; mais ces examens sont des examens d'ordre général, genre brevet élémentaire et n'ont aucun rapport avec la technique de la finance, sauf peut-être à la Banque de France, où les aptitudes exigées sont tout de même plus élevées que par ailleurs.

Le mouvement d'après-guerre.

La mentalité spéciale de l'employé de banque, mentalité que nous avons signalée plus haut, n'a pas empêché des mouvements de révolte. On l'a bien vu en 1919.

C'est que, depuis la guerre, une transformation considérable s'est faite dans l'esprit de ces éléments petits bourgeois ou semi-prolétariens.

Tout d'abord, il est utile de répéter ici que la petite bourgeoisie française a des traditions révolutionnaires.

Et puis, la guerre a prolétarisé considérablement ces petits bourgeois.

La vie aventureuse des tranchées n'aura pas été pour rien dans leur nouvel état d'esprit; on a pris contact avec des travailleurs de l'usine et des champs, on a quitté ses pantoufles pour courir les aventures pendant quatre ans; tout cela a considérablement fait pour la prolétarisation de la classe moyenne; Trotsky dit excellemment ces choses très importantes dans son livre *Terrorisme et Communisme*, et il ajoute que « la guerre mondiale a été pour les capitalistes une arme à double tranchant ».

C'est ainsi qu'en 1919, après la démobilisation, un mouvement très important éclata dans les banques. C'était l'époque des grands mouvements ouvriers, époque fiévreuse, pendant laquelle on se demandait chaque matin si la Révolution prolétarienne n'allait pas éclater le lendemain. Les employés de banque suivirent le courant.

Certes, en 1919, sauf quelques rares manifestations dans la rue, les grévistes de la banque n'employèrent pas l'action directe. Ils eurent, comme dans la grève actuelle, recours à des moyens parlementaires et gouvernementaux. On se rappelle encore l'intervention de Cachin à la Chambre, où il dénonça (déjà !) les scandaleux bénéfices réalisés par les principaux établissements de crédit.

Mais, comme en 1919, la bourgeoisie était prête à tous les sacrifices pour sauver son hégémonie compromise, les employés de banque obtinrent assez aisément satisfaction sur tous les points : réajustement des salaires, reconnaissance du syndicat (il n'y avait à ce moment-là qu'un seul Syndicat rattaché à la Fédération des employés, le Syndicat catholique n'ayant pas participé au mouvement) et établissement d'un Conseil de discipline.

Dans la suite, dans cette corporation-là comme ailleurs, les avantages obtenus furent naturellement repris un à un par le patronat, à qui la besogne fut encore facilitée par la scission syndicale.

Le Syndicat confédéré était arrivé en 1919 à grouper jusqu'à douze mille adhérents, adhérents qui fondirent par la suite comme neige au soleil.

Si nous signalons un mouvement de solidarité, mouvement qui échoua lamentablement, en 1920, à la Société générale, succursale Trocadéro et à la suite duquel de nombreux employés furent révoqués, si nous parlons rapidement du mouvement avorté de mars 1923 (après la scission syndicale) où la grève ne se déclencha pas, malgré une tentative de réalisation de front unique, par suite de la mauvaise volonté des lafayettistes, nous aurons indiqué les deux sursauts qui se produisirent dans la corporation bancaire entre 1919 et le conflit actuel.

Et cependant, la vie augmentait sans arrêt, les salaires restaient stationnaires, il fallait bien tenter quelque chose, surtout après la récente inflation.

C'est ainsi que la grève actuelle mijotait depuis longtemps et sans l'impuissance des organisations syndicales divisées, les patrons n'auraient pas eu, depuis six ans, la vie si belle.

Les salaires.

Avant d'examiner la force des différents syndicats au moment du conflit, parlons un peu des salaires dans les différents établissements de crédit.

Nous avons indiqué plus haut par quel moyen l'exploitation patronale était facilitée dans cette corporation. Au sujet des salaires, il est bien difficile de fixer une base exacte, car ils varient quelque peu suivant les maisons, mais ce que nous pouvons affirmer, c'est qu'en parlant de six cents francs par mois pour les hommes, quatre cent cinquante francs par mois pour les femmes comme salaires de base au bout de cinq années de présence au Crédit Lyonnais ou au Comptoir d'Escompte, l'*Humanité* et le *Peuple* n'ont guère exagéré.

Il est vrai qu'on faisait miroiter à ces exploités une retraite possible à soixante ou soixante-cinq ans; il est vrai aussi que quelques maisons accordent des indemnités de vie chère ou des indemnités familiales, mais au total, nous pouvons affirmer qu'après dix ans de service, il est bien rare qu'un employé du Crédit Lyonnais se fasse tout compris un salaire supérieur à sept cent cinquante francs par mois. Comment vivre et faire vivre une famille avec de tels émoluments ?

Les salaires des garçons de recette sont encore inférieurs à ceux des employés; ces malheureux, que l'on a appelé un peu ironiquement « les coffres-forts ambulants », qui transportent journellement des centaines et des centaines de mille francs dans leur sacoche, qui font un métier particulièrement pénible sont plus mal rétribués qu'un simple manœuvre dans n'importe quelle usine.

Notez, avec cela, que sauf les garçons de recette qui sont habillés, l'employé de banque est obligé de s'habiller correctement à ses frais.

Dans certains établissements les patrons ont trouvé une « combine » pour remédier à l'insuffisance des salaires; ils disent à leur personnel de faire des heures supplémentaires; c'est ainsi que certains font des journées de neuf et dix heures pour un taux dérisoire.

Bien entendu, les Syndicats, au moment de la grève, n'étaient reconnus par aucun établissement de crédit. Les patrons « toléraient » des délégations composées d'employés appartenant à la maison, car la faiblesse des effectifs syndicaux leur permettait tout.

Les organisations.

Nous avons relaté succinctement la position des organisations syndicales au déclenchement du conflit et avons dit qu'il n'y avait pas en tout deux mille syndiqués sur plus de vingt mille employés que compte le département de la Seine.

Le Syndicat catholique est adhérent à une Fédération catholique, d'ailleurs très fortement organisée, dont le siège est 5 rue Cadet. Le fait qu'il ait participé à cette grève n'est pas le fait le moins curieux du conflit actuel, car jusqu'à présent il préconisait « la collaboration des classes », il prêchait « la paix sociale ». Nous ne connais-

sons pas le contenu exact de son cahier de revendications, nous croyons même qu'il en avait un par maison; néanmoins, le Syndicat catholique a quelque influence sur le personnel bancaire, c'était peut-être lui, avant la grève, qui comptait l'effectif le plus important.

Le Syndicat confédéré, rattaché à la Fédération cégétiste de la finance, Fédération constituée en 1921, qui jusqu'à présent paraît avoir joué un rôle très important, sinon le principal dans cette grève, est un de ceux qui ont le plus souffert de la scission syndicale.

Nous avons dit qu'il avait compté en 1919, lorsque les prolétaires affluaient à la C. G. T., jusqu'à douze mille adhérents, c'est-à-dire l'effectif à peu près complet des employés de banque à ce moment-là.

La dégringolade fut rude.

Un peu avant la scission, en fin 1921, il lui restait à peine deux mille adhérents; combien en eut-il après dans la région parisienne ? On ne l'a jamais su exactement. Huit cents, neuf cents, douze cents. C'était ce dernier chiffre que donnait Blanchard, secrétaire général du Syndicat confédéré; à nous, qui savons bien la position de ce syndicat, ce chiffre nous avait toujours paru excessif.

Néanmoins, le Syndicat confédéré se livrait à une propagande importante. Avec les éléments dont il dispose, il n'a jamais pu grossir davantage le nombre de ses adhérents, ce qui prouve sa faiblesse.

Ici, nous ouvrons une parenthèse pour dire que, dans cette corporation, le divorce entre confédérés et unitaires (on disait à ce moment-là majoritaires et minoritaires) avait été plus un divorce forcé qu'un divorce violent. Si nous passons l'éponge sur de minimes incidents, on peut dire qu'une cordialité relative avait toujours régné entre unitaires et confédérés, cordialité dont les bienfaits se seront faits particulièrement sentir pendant cette grève.

Evidemment, les confédérés avaient toujours repoussé les offres de front unique faites par les unitaires, mais tout de même, on avait causé, on avait eu quelques entretiens, bref, le terrain était préparé.

Il est évident que ce que nous écrivons là n'indique nullement que nous approuvions l'attitude des confédérés avant le mouvement.

Tout d'abord, nous pouvons leur reprocher d'avoir fait preuve d'un corporatisme étroit en ne réagissant pas contre l'état d'esprit patronal qui consistait à tenir en mépris le syndicat et à tolérer seulement des délégations d'employés de l'établissement.

Et puis, depuis l'avènement du Bloc des Gauches, les confédérés se figurant que « l'âge d'or » était venu pour la classe ouvrière à la suite des élections du 11 mai 1924, multiplièrent les démarches auprès du ministère du Travail au détriment de l'action syndicale.

La Fédération confédérée de la finance avait conclu une espèce de pacte avec une Fédération indépendante de la finance, dont le siège est à Bordeaux, et qui a à sa tête un voyageur de commerce nommé Portallier. Un cahier de revendications en commun avait été établi qui prévoyait six mille francs d'appointements annuels pour les hommes à l'âge de vingt-deux ans et cinq mille cinq cents francs pour les femmes avec cent francs d'augmentation tous les ans, plus une échelle mobile de vie chère, suivant l'index number du coût de la vie et une indemnité de résidence variable suivant la ville, de 250 à 1,200 francs par an.

Ce cahier de revendications avait été plusieurs fois modifié, quant au chiffre des appointements, mais le principe était resté le même : à la question des appointements, se joignait bien entendu la question des congés de la retraite, du Conseil de discipline et de la reconnaissance officielle des syndicats.

Que la Fédération confédérée de la finance ait fait alliance pour l'action à mener en province avec la Fédération Portallier, cela pouvait avoir quelque intérêt, mais le « rigolo » dans cette histoire c'est que, lorque le Syndicat unitaire faisait au Syndicat confédéré parisien des propositions d'unité de combat, après élaboration d'un cahier de revendications commun, celui-ci, se retranchant bien mal à propos derrière le pacte conclu, répondait toujours : « Ah ! non, nous ne pouvons rien faire avec vous, nous ne pouvons « trahir notre allié »; acceptez si vous voulez tout ce que nous proposons, sans aucune discussion. » Or, la Fédération Portallier n'a aucun syndicat à Paris.

Les lafayettistes et le voyageur Portallier ne croyaient pas à la grève; ils tenaient les employés de banque en trop piètre estime pour les croire capables d'un mouvement et nous sommes persuadés que lorsque Marseille et la B. N .C. se mirent en branle, ils ne furent pas les moins surpris.

Il n'y a qu'à lire la collection du *Journal syndical des Employés de la Finance* (organe de la Fédération confédérée) pour être fixé à ce sujet.

Et cependant les lafayettistes et Portallier avaient lancé à deux reprises des mots d'ordre de grève, mots d'ordre purement démagogiques, car, lorsqu'on veut engager un combat, il faut commencer par avoir confiance dans ceux que l'on conduits à la bataille.

La position du Syndicat unitaire n'était pas beaucoup plus brillante que les autres.

Il est beau cependant, que dans cette corporation où l'on est encore plus enclin qu'ailleurs à se laisser bercer par la chanson réformiste, le Syndicat unitaire soit passé de soixante et un adhérents qu'il comptait en 1922 à six cent soixante en décembre 1924, décuplant ainsi en moins de trois ans ses effectifs.

Dans le Syndicat unitaire, rattaché à la Fédération unitaire des employés, on appliquait réellement la tactique du front unique par en haut et par en bas.

Depuis plus de deux ans, les propositions aux lafayettistes furent inlassablement multipliées; le Bureau, le Conseil n'engageaient aucune action de propagande sans en aviser immédiatement les confédérés afin de trouver un terrain d'entente.

Puis, toutes les lettres échangées étaient publiées dans l'organe du Syndicat unitaire *Le Cri de la Banque;* ensuite, on faisait appel aux masses, c'est-à-dire qu'en cas de refus ou de non réponse des lafayettistes, on faisait juger leur attitude par les employés de banque.

Déjà l'an dernier, à la Banque de France, l'unité de combat avait été réalisée complètement et lorsque le camarade unitaire Fulleringer fut révoqué pour son action dans cet établissement, les lafayettistes ne furent pas les moins acharnés à le défendre contre le patronat.

Le Syndicat unitaire avait quelques bonnes sections syndicales dans nombre d'établissements de

crédit, entre autres à la Banque Nationale de Crédit et au Crédit Lyonnais où son effectif était plus important que celui des confédérés.

Ayant élaboré quelques mois avant la grève un cahier de revendications où il prévoyait « huit cents francs par mois comme salaire de base », il fit de nouvelles propositions aux lafayettistes pour l'élaboration d'un cahier de revendications en commun qui serait soumis à la ratification d'une Assemblée générale mixte, mais les lafayettistes parisiens se retranchèrent derrière le pacte Portallier. Néanmoins, des conversations avaient été tenues et peut-être une entente serait-elle quand même intervenue si la grève n'avait à ce moment éclaté.

Il est bon d'insister sur le fait que, en proposant le front unique aux lafayettistes, les unitaires de la banque ne voyaient là nullement une « manœuvre » (style Zinovief); il ne s'agissait pas « d'un plumage de volaille »; c'est très sincèrement qu'ils espéraient réussir.

Il est bon de noter également qu'Henry Raynaud, secrétaire de l'Union des Syndicats, écrivait dans l'*Humanité* du samedi 8 août, après avoir noté l'application du front unique par le Syndicat unitaire de la banque : « *Il faut que tous les autres Syndicats unitaires y voient l'argument probant de la nécessité d'accentuer toujours la campagne en faveur du front unique et de l'unité et que les Syndicats confédérés ou autres saisissent enfin toute la loyauté de ce mot d'ordre qui loin d'être une manœuvre contre quiconque n'est que l'arme absolument indispensable pour se défendre contre leurs exploiteurs.* »

Bien ! Souhaitons, nous, que non seulement « tous les autres Syndicats unitaires » mais également l'Union des Syndicats et la C. G. T. U. appliquent la tactique du front unique en fait et non plus seulement en paroles.

René Hagnauer.

(*A suivre.*)

COMPLICES DE TSANKOFF

Les chefs de la Deuxième Internationale ont trahi le socialisme et les intérêts de la classe ouvrière. Depuis 1914, ils font, au sein du prolétariat, la besogne de la bourgeoisie. Ils ont perdu, dans l'abandon de leur doctrine de lutte de classe, toute retenue et toute pudeur. Ce sont là des vérités premières que des faits nouveaux confirment tous les jours et qu'il n'est pas mauvais de répéter sans se lasser.

Mais ces pacifistes et ces démocrates, lorsqu'ils font de la grande politique, trahissent avec autant de désinvolture les intérêts de la « Démocratie » dont ils se réclament, et se refusent à accomplir le devoir le plus élémentaire de solidarité humaine.

Au Congrès de l'Internationale socialiste de Marseille, un démocrate bulgare fit signer par quelques-uns des leaders les plus qualifiés des partis représentés la déclaration suivante :

Le deuxième Congrès de l'Internationale Ouvrière Socialiste réuni à Marseille, apprend avec horreur et indignation que le gouvernement terroriste de Bulgarie a assassiné, pendant les quatre derniers mois, sans jugement et uniquement en vertu de la loi martiale, des milliers de paysans, d'ouvriers et d'instituteurs, et a fait condamner par ses Conseils de guerre, plusieurs centaines d'autres victimes innocentes qui attendent, d'un moment à l'autre, leur pendaison.

Nous considérons de notre devoir d'appeler le monde civilisé, et en particulier la classe ouvrière internationale à protester contre une telle politique de meurtres du régime Tsankoff et nous demandons que la loi martiale soit abrogée et que les sentences de mort soient annulées.

Nous sommes convaincus que la vie et la paix, non seulement du peuple bulgare, mais encore de tous les peuples balkaniques seront en danger permanent, aussi longtemps que la Junte actuelle, militaire et terroriste restera au pouvoir.

Aussi appelons-nous toutes les forces de la démocratie bulgare à s'unir pour donner à ce malheureux pays la paix et la sécurité qu'il mérite pleinement.

Ont signé :

Loebe, président du Reichstag;
Victor L. Berger, député américain;
Otto Bauer, ancien chancelier d'Autriche;
Jean Longuet;
J. Dollian, rédacteur de *New Leader*;
Frank B. Varley, député anglais;
Rudolf Breidscheid, député allemand;
Ellenbogen, député autrichien;
Dr Sigmund Kunfi, rédacteur d'*Arbeiter Zeitung*;
Morris Hillquit, chef du Parti socialiste américain.

— Voilà qui est bien, dira-t-on, et vos reproches sont injustifiés.

— En effet, ce n'est pas mal. Mais attendez la fin avant de rendre hommage aux courageux signataires de cette déclaration. Leurs velléités généreuses n'ont pas tenu devant les nécessités de la grande politique.

Cette déclaration n'a pas été approuvée par le Congrès. Il n'eut même pas à en discuter. On s'opposa à ce qu'elle fut présentée au cours des débats. Et vous avez pu remarquer en effet que le Congrès International de Marseille n'a pas eu à protester contre le terrorisme bulgare. Car — tenez-vous bien ! — une protestation de cette sorte « *aurait pu gêner l'action des socialistes bulgares* ».

Qui donc s'est chargé de la vilaine besogne d'étouffer cette protestation ? Hermann Müller, chef de la délégation allemande, ce qui n'est pas pour nous surprendre. Mais il n'a pas opéré seul. Fritz Addler fut son complice. Entendez-vous, bonne camarade, qui, dans la *Vague*, couvrez de fleurs la social-démocratie autrichienne.

Fritz Addler n'est qu'un politicien de la gauche socialiste et son jésuitisme s'acoquine à la malfaisance diabolique des politiciens de la droite.

Mais tout de même, comment expliquer le silence persistant des... « courageux signataires » ? Gageons qu'ils regrettent aujourd'hui les mouvements bolchevisants de leur cœur généreux. Qu'ils se rassurent ! Ils sont solidaires de tous leurs collègues de la Deuxième Internationale. Leur imprudence mérite une fraternelle semonce. Mais leur repentir leur vaudra, comme à ceux-ci, la gratitude émue du bourreau Tsankoff !

Un Témoin.

DEUX PAGES DE *LA PERFIDE* (1)

OUVRIÈRES D'ANGORA

Une cribleuse de cailloux

Je me suis dirigée vers ce groupe de femmes que je vois occupées, dans la vallée, à cribler les cailloux. Elles ont devant elles un énorme monceau de pierres qu'il s'agit de passer à travers un grillage encadré d'un châssis. C'est un travail affreusement dur et mauvais pour les yeux. Mauvais pour les poumons, mauvais pour tout le corps d'ailleurs. Sous le soleil de plomb, il faut remplir la hotte de cailloux et puis la déverser à travers le grillage. Djebett est avec moi, et c'est lui qui se charge d'interviewer les femmes.

Une seule accepte de répondre. Les autres se méfient.

Celle-ci est une matrone à la peau d'un vert violet, comme une figue pas mûre, aux mains rougies et déchirées par les morsures des cailloux. D'un geste fatigué, elle a laissé tomber sa hotte, elle ramasse prestement son voile d'indienne jaune, et nous faisant un signe énigmatique, elle nous désigne l'olivier qui pousse sur le tertre. Qu'a-t-elle voulu dire ? D'un pas assez agile, qui donne une grande ampleur au pantalon bouffant dont elle est habillée, elle escalade le petit monticule, arrive jusqu'à l'arbre...

Une corbeille de paille est suspendue par une ficelle à la plus basse branche, la femme y fouille et en extrait un nourrisson noiraud dont la face plissée sort de linges malpropres...

— Quel âge a-t-il ? demande Djebett.

— Un jour : il est né hier matin.

— Où est la mère ?

— C'est moi, dit-elle, en nous montrant ses dents qu'elle a, d'ailleurs, superbes.

— Mais... où donc avez-vous accouché ?

— Ici.

Elle montre du doigt le bord d'un champ de maïs qui s'étend à deux pas.

— Mais... Et vous travaillez aujourd'hui ?

— Que voulez-vous ? Il faut ! J'ai même travaillé hier après-midi. C'est mon huitième, mon mari gagne peu...

— Vous devez tout de même vous sentir fatiguée ?

— Oui, assez fatiguée. Et quand on rentre, c'est qu'il y a à faire à la maison !

— Mais quand prenez-vous du repos ?

— Jamais... On n'a jamais le temps de se reposer...

En bas les trois porteuses de hottes font des signes. Evidemment la travailleuse manque à la besogne. La femme arrache au nouveau-né le sein flasque et jauni qu'il suçait goulûment, le replace avec minutie dans la corbeille qui se balance, chasse une mouche et revient précipitamment vers le tamis poudreux qui va lui brûler les paupières et la hotte de pierres qui va lui écraser les reins.

. . . . . .

La famille du cheminot

Toute la journée, Djebett nous a conduits dans des intérieurs turcs. Non point des intérieurs de gens cossus, ni de *désenchantées* — fenêtres grillagées, cyprès, margelles, narghilés — ces intérieurs qui mettent la poésie à l'âme et à la bouche des lecteurs d'Occident.

Nous avons vu les intérieurs des ouvriers, des paysans, des petits artisans. On ne peut pas imaginer jusqu'où stagne, aujourd'hui encore, le niveau de leur vie.

Nous sommes restés longtemps dans la demeure d'une famille dont le père travaille au chemin de fer. C'est une cahute de bois calcinée au dehors par le soleil, décolorée à l'intérieur par l'ombre et par le temps. Sur deux des côtés de la pièce, des bancs cloués au mur. C'est là qu'on dort. Pas de meubles, ni tables, ni chaises. Quelques tapis, sans couleur eux aussi, car le temps n'a laissé que la trame des choses, deux jattes de terre qui furent rouges, un grand plateau de cuivre, cinq ou six ustensiles de fer-blanc, deux peaux de mouton étendues au soleil, quelques loques séchant, vingt plants de maïs poussiéreux, un figuier, une bourrique galeuse, voilà tout ce que possède une famille dont chaque membre travaille, à l'exception des trois derniers bambins.

Le repas venait de finir quand je suis arrivée : quelques écorces de pastèques traînaient encore à terre, et l'aînée des jeunes filles nettoyait la marmite où le riz avait cuit. Elle vint s'asseoir près de sa mère et de deux autres de ses sœurs et se mit à l'ouvrage, vite entourée de flocons blancs, car elles travaillent toutes quatre pour une entreprise de lainages, à la confection de ces châles mousseux qu'on vend si cher dans les boutiques, et que des femmes engageantes et chargées de paniers vous déballent en pleine rue.

La mère avait dû être belle; jeune encore,

(1) Un vol., 7 fr. 95. Flammarion, éditeur. — En vente à la Librairie du Travail.

je ne distinguais guère, sous son tcharchaf de cotonnade que l'affliction de ses beaux yeux aux fanures jaunâtres et que l'agilité de ses mains ivoirines.

Un enfant... deux enfants... trois... six enfants autour d'elle, plus deux garçons travaillant au dehors... Et rien de personnel dans cette vie de femme, nul autre événement qu'une maternité après une autre, qu'un malheur suivant un malheur, qu'une journée de misère après une journée de misère !

Djebett transmettait mes questions, baissant les yeux, grattant le sol du pied quand la question lui paraissait saugrenue ou par trop indiscrète, et campant devant moi une extraordinaire existence dépouillée de tout. De tout... Tout ce qui fait, tout de même, contrepoids aux destinées les plus déshéritées, tout — excepté la vie elle-même, en était aboli. Nous nous regardions, cette sœur étrangère et moi, elle, se rabattant sur son ouvrage quand je surprenais son regard, et je m'irritais de n'avoir aucune prise sur elle, de ne pas pouvoir en faire, tout de suite, une alliée, de ne pas lui montrer où était le malheur, et où était l'issue. La pauvre femme avait envoyé son aîné au débit le plus proche chercher trois tasses de café (le café est un luxe dont les familles d'ouvriers ne peuvent pas prendre l'habitude), et j'abusais, je le sentais, de cette hospitalité si touchante, mais je ne pouvais littéralement pas m'arracher à la tentation de cette ambiance.

Mes réflexions tombaient comme des pierres au fond d'un étang... Quel but, tout de même, à ces journées, quelle trêve pour ce corps, quelle raison d'être sur la terre, quel rayon de soleil éclairant ce cœur fixe, quel aliment, enfin, pour cet esprit ?... Je pensais à ce que les voyageurs ont dit sur l'émancipation de la femme turque et des mœurs nouvelles ! Littérature ! Littérature ! En quoi sont-elles émancipées, les pauvres ?

Il fallait pourtant s'en aller ; la nuit tombait. Je pris congé. La femme et sa marmaille se groupèrent devant le seuil pour saluer notre départ, elle, alanguie un peu, et la tête inclinée : peut-être était-elle songeuse devant ce monde insoupçonné qui l'avait un instant frôlée, peut-être ma prochaine visite serait-elle plus fructueuse ?...

Avant de disparaître au tournant de la route, je jetai un dernier coup d'œil sur cet ensemble de misère : il n'en restait plus rien qu'un grand paysage poudreux, qu'une cahute noircie se détachant du groupe des cahutes pareilles, et, à côté, tout à côté, un champ où se dressaient, fouillis terne et mélancolique, des pierres grises hachées d'inscriptions, de petites stèles cintrées, d'autres enturbannées et posées de travers — sans racines, eût-on dit — et qui, dans le soir rouge et bleu, semblaient aussi pencher la tête...

MAGDELEINE MARX.

LE CONGRÈS SOCIALISTE

« La politique d'opposition systématique à un Gouvernement est inadmissible pour un Parti socialiste. »

C'est Zyromsky, leader de la « gauche socialiste » qui a dit cela au Congrès de Japy. Une telle affirmation donne la mesure de son socialisme « lutte de classe ».

Zyromsky et ses amis jouent en ce moment le même rôle que les longuettistes pendant la guerre (car il faut être aussi ignorant qu'un rédacteur de l'*Humanité* pour écrire que Longuet fut zimmerwaldien).

Ils canalisent dans une opposition parlementaire, officielle, prête à toutes les concessions et à toutes les compromissions, les mécontentements spontanés des ouvriers socialistes. Une gauche ouvrière peut se former dans la S. F. I. O. Elle ne s'organisera pas avec Zyromsky et ses amis, mais contre eux.

⁂

Il est bien vrai qu'au cours de ce Congrès ce fut à la tribune un défilé d'as du Parlement et du journalisme. Ce vice « social-démocrate » ne se manifeste pas que dans les Congrès socialistes.

Deux orateurs cependant ont parlé un langage imprévu dans cette salle, sans en changer l'atmosphère pourrie par les finasseries et les manœuvres des avocats du soutien ou de la participation. Cependant leurs interventions devaient être signalées.

Le premier, délégué du Cher, a reproché à Renaudel d'avoir eu peur en interpellant sur le Maroc, de gêner le gouvernement. Il a prononcé un réquisitoire ardent contre la politique de Lyautey, politique d'offensive constante, de pénétration militaire incessante. Il a rappelé la tragique aventure du colonel de la Verdure, qui en novembre 1914, après avoir pillé le camp du vieux caïd de Kenifra ayant perdu 1,300 hommes au cours de la contre-offensive de la harka du caïd, s'est tué devant les conséquences de sa folle imprévoyance. Il a conclu en demandant la cessation immédiate des hostilités au Maroc.

L'autre, délégué de l'Aude, au milieu de l'indifférence des congressistes et des ricanements de la « presse », a lu, d'une voix émue, une déclaration très nette contre le ministère Painlevé et contre tous les radicaux. « Nous ne devons plus, a-t-il précisé, NOUS PROSTITUER AUX RADICAUX. »

Le journaliste de l'*Humanité* n'a rien dit de ces deux interventions. Mais le « pôvre » ne fait pas ce qu'il veut dans la maison. On l'a spécialisé dans les « turlupinades » !

⁂

Emile Kahn — encore un membre du Comité Central de la Ligue des Droits de l'Homme — constatant l'absence d'une doctrine coloniale socialiste, a rappelé au Congrès que l'agitation communiste pouvait pénétrer au sein des troupes du P. S.

Et Longuet, de l'interrompre : « Dites plutôt qu'elle mord sur nous avec de moins en moins de succès. »

Ils ont raison tous les deux.

Jamais, depuis un an et surtout depuis six mois, la situation n'était aussi favorable au développement du communisme. Et cependant le Parti Communiste n'a rien gagné, a beaucoup perdu, n'a éprouvé que des échecs sur tous les terrains.

L'incapacité des chefs communistes a permis au Parti socialiste de devenir un grand parti populaire, de retrouver son unité compromise par la politique cartelliste.

Longuet — ordinairement si craintif — peut plastronner. Son assurance est la condamnation la plus formelle du travail de nos bolchevisateurs de France.

UN TÉMOIN.

DANS L'INTERNATIONALE

La crise communiste en Allemagne.

Il n'est plus possible de dissimuler la gravité de la crise qui ravage notre mouvement communiste en Allemagne. Les responsables eux-mêmes sont obligés, non seulement de l'avouer, mais de la proclamer. Et pour n'avoir pas voulu s'en rendre compte en temps utile, ils doivent maintenant recourir à des moyens de redressement qui précipitent le déclin du Parti sans assurer encore à celui-ci les voies de salut.

Dans un message retentissant paru dans la *Rote Fahne* du 14 septembre, et dont l'*Humanité* n'ose pas donner à ses lecteurs ne serait-ce qu'une analyse, l'Exécutif alarme les communistes allemands et toute l'Internationale. Il condamne expressément TOUT ce que le P. C. A. a fait depuis le changement de sa direction, qu'il s'agisse de tactique ou d'organisation, de théorie ou de pratique. Il invite le Parti à opérer une volte-face complète, à changer de politique, à remanier ses cadres, à transformer ses méthodes. En deux mots, il déclare publiquement et avec éclat LE CONTRAIRE de tout ce qu'il a dit depuis plus d'un an sur cette matière.

Tout ce qu'il y a d'honnête dans le Parti communiste français devra bientôt reconnaître que la *Révolution prolétarienne* est le seul organe qui ait DIT LA VÉRITÉ à la classe ouvrière, qui ait fait à temps une critique loyale et saine des déviations du communisme allemand dans l'intérêt du communisme même.

L'Exécutif reprend mot pour mot nos observations et nos critiques. Sur le régime du Parti, sur son rôle dans les Syndicats, sur sa tactique générale, sur sa politique envers le prolétariat et les autres organisations ouvrières, sur les responsabilités des dirigeants, sur le déclin de nos forces, sur les beautés de la « bolchevisation », — ce sont nos propres paroles, singulièrement renforcées, que prononce l'Exécutif.

Nous le constatons, — sans plus. Nous le faisons sans satisfaction aucune. Car il ne nous plaît pas d'avoir raison dans des conditions si déplorables. Et nous ne tirons pas vanité d'avoir formulé les premiers des constatations simplement probes et des vérités communistes élémentaires. Le scandale est que de si minces mérites suffisent à nous singulariser, dans une Internationale où l'imposture et la démagogie ont pu se développer impunément pendant plus d'une année.

De plus, nous avons la conviction que l'Exécutif n'en a pas assez dit pour ouvrir la perspective d'un assainissement véritable de l'Internationale, où la situation dans l'ensemble ne vaut guère mieux qu'en Allemagne. Après s'être lourdement trompé dans le passé le plus récent, l'Exécutif continue de se tromper lourdement en recourant, pour transformer le P. C. A. de fond en comble, aux méthodes mêmes qui ont contribué à la chute de celui-ci. C'est persister dans la plus funeste des erreurs que de croire possible un changement de politique, de tactique, d'orientation, au moyen d'un changement de personnel dirigeant, d'ailleurs décidé sans compte tenu de l'opinion du Parti le plus directement intéressé, de l'avis de l'Internationale, et par un organisme complètement dépourvu de la qualification nécessaire puisque désigné lui-même en violation de notre loi communiste. Et nous nous refuserons à tenir pour excellentes quand elles s'exercent au détriment de Maslov et de Fischer les méthodes que nous jugions détestables quand elles s'exerçaient à leur profit.

C'est piétiner les notions les mieux éprouvées du marxisme que de tout réduire, comme le fait l'Exécutif, à des remaniements « d'appareil ». La poignée de vrais communistes qui ont tenu bon au cours de cette longue crise, non encore terminée, de l'Internationale, ne peut souscrire à cette conception. C'est de principes et de méthodes qu'il s'agit, non de personnes. Nous n'en démordrons pas et ferons prévaloir finalement le point de vue authentique du communisme, qui n'a rien de commun avec le « léninisme de 1924-1925 ».

Il faut sauver ce qui peut être sauvé du communisme international. C'est ce que nous avons entrepris, aux plus sombres heures de la crise. C'est ce que nous continuerons de tenter, forts des événements qui nous donnent raison et avec l'aide des camarades de bonne volonté à mesure qu'ils comprendront où sont les serviteurs de la révolution.

Le Xe Congrès.

Les communistes français n'ont pas la moindre idée de ce que fut le dernier « Congrès » du P. C. allemand. Selon son habitude depuis la « bolchevisation », l'*Humanité* les a informés avec une malhonnêteté défiant toute concurrence.

Inutile de recourir, dans ce cas, à des citations : chacun se rappelle le délayage de clichés composant le triste « compte rendu ». Tout était pour le mieux dans le meilleur des partis ! La « bolchévisation » battait son plein. Le « léninisme » coulait à pleins bords. Le Parti était en pleine prospérité. L'unanimité régnait. La masse exhalait son amour pour les dirigeants. Les dirigeants multipliaient les démonstrations de leur génie. Ce n'étaient qu'applaudissements et acclamations...

Il était bien question, çà et là, d'une certaine « ultra-gauche » : mais d'une insignifiance complète à tous les égards. Aussi des traces d'un certain « brandlerisme » : mais autant n'en pas parler. Bref, tout allait pour le mieux dans le meilleur des Partis.

Las ! Quelle était la réalité ?

La réalité était conforme aux données de la *Révolution prolétarienne*. Le Parti était tombé très bas, effectifs et prestige. Le Parti n'avait pas la parole. Ce « Congrès » n'était pas un Congrès, mais une vulgaire réunion de fonctionnaires, de bureaucrates, délégués par « l'appareil ». Le Parti n'avait connu dans l'année que des défaites. Sa direction s'était trompée sur toutes les questions, sans la moindre exception. Les oppositions, de droite et de gauche, brimées et étouffées, réalisaient ce miracle de faire entendre tout de même leur voix. L'Exécutif alerté par les successives défaites du Parti aux élections législatives, dans les Conseils d'entreprises, dans les syndicats, exigeait un « nouveau cours ». La coterie régnante ne savait qu'ex-

clure les contradicteurs, tromper le Parti et l'Internationale, bluffer devant la classe ouvrière, donner le change à force d'hystérie, ruser avec l'Exécutif...

Ce n'est plus nous seuls qui disons cela : c'est l'Exécutif qui l'affirme aujourd'hui avec force, avec une violence dont nous nous sommes nous-mêmes gardés. On en jugera dès la publication de sa lettre ouverte, trop longue pour trouver place ici, mais dont nous donnerons des extraits.

Trois fondateurs du Parti s'adressèrent au Congrès avec une lettre adjurant celui-ci de prendre garde à la gravité de la situation, — document, signé Paul Frœlich, Ernst Meyer, Karl Becker, non publié ici, conformément à la tradition des « léninistes de 1924 » de n'admettre que des contradicteurs bâillonnés. Préjugé petit-bourgeois, menchévik, trotskiste, luxembourgiste, contre-révolutionnaire, que de donner la parole aux critiques et d'opposer les arguments aux arguments. Les mensonges, les grossièretés et les injures des néo-léninistes suffisent à tout.

La lettre de Frœlich, après une évocation des espérances données par le Congrès « de bolchevisation » de Francfort, rappelle l'autorité dont disposait alors la Centrale; aucune direction, dit-elle, « *n'a été aussi forte à l'intérieur et n'a employé sa force aussi brutalement pour imposer son programme. Si ce programme avait été tant soit peu juste, le succès s'imposait...* »

En fait de succès, que voyons-nous ? « *L'unité de la majorité du parti a été brisée par des scissions; la confiance dans le parti va s'affaiblissant, la déception, le découragement, la confusion règnent parmi les membres. Les départs du parti se font plus fréquents. Plusieurs districts se désorganisent.* » Le seul souci des dirigeants est d' « assurer leur prestige », et l'on sait déjà par quels moyens. La lettre continue ainsi :

« *Qu'observe-t-on dans le parti ? Un manque absolu de direction, une politique tortueuse qui boite derrière les événements, une inactivité dangereuse; le contact avec les masses a été perdu, ainsi qu'on le voit par la diminution de notre influence dans les usines et dans les syndicats, par la diminution des voix dans les élections politiques et dans les élections d'usines. Au sujet des devoirs du parti et de la voie qu'il doit suivre, c'est l'obscurité complète parmi les membres...* »

Puis une critique de toute la politique suivie depuis Francfort, faite avec une extrême modération et un manque de hardiesse évident. On ne doit pas oublier que le principal signataire a participé à l'opération de « bolchévisation », en janvier 1924. Cela ne lui permet pas d'aller très loin dans la critique. Néanmoins, la gravité des faits contraint les auteurs de la lettre à dresser un véritable réquisitoire contre la « bolchévisation » et le « léninisme » à la mode de 1924.

Les saboteurs du communisme, d'Allemagne, de France et d'ailleurs peuvent étouffer la voix des contradicteurs : ils ne peuvent rien contre l'éloquence des faits. Le Congrès révéla une situation intenable. Le délégué de l'Exécutif, pourtant complice de la politique catastrophique menée depuis près de deux ans, comprit que les dirigeants du Parti se moquaient de lui, en constatant qu'ils adoptaient en paroles n'importe quelle politique pour se maintenir en place et continuaient en fait leurs pratiques. L'Exécutif avait exigé (comme nous l'avons dit ici) le retour de certains membres de la soi-disant droite et du soi-disant centre à la Direction, notamment de Clara Zetkin. Ceux-ci furent néanmoins évincés. C'en était trop : l'Exécutif décida une opération énergique pour précipiter Maslov et Fischer du « sommet » où il les avait imposés et former une nouvelle équipe dirigeante plus maniable.

Le dernier coup d'État.

En plein procès de Maslov, l'Exécutif publia son message aux communistes allemands, qui fit sensation. La signification du moment choisi ne peut échapper à aucun camarade sérieux. On imagine quels outrages nous auraient été destinés si nous nous étions permis un geste de cet ordre...

Le document en question fut un coup de théâtre annonçant un coup d'Etat. Un coup d'Etat de plus... Maslov et Fischer, à leur tour, sont jetés par-dessus bord. Au lendemain même de ce Congrès, dont nos néo-léninistes eurent le toupet de célébrer l'intérêt, la tenue, l'importance, l'unanimité, la Direction soi-disant élue est renversée par décision d'en haut, le Bureau politique remanié.

Tout le monde comprend qu'à travers les deux dictateurs déchus, d'autres plus haut placés sont atteints. Car la politique désavouée, les méthodes condamnées, la tactique discréditée sont celles non seulement de Maslov et de Fischer, mais de l'Exécutif lui-même et de ses représentants ou prétendus tels. Et cette politique, ces méthodes, cette tactique désastreuses sont encore en vigueur dans d'autres sections de l'Internationale, en France par exemple.

On nous apprend que les nouvelles décisions de l'Exécutif ont été « approuvées » par Ruth Fischer et Thaelman. Cela ne fait jamais qu'une palinodie de plus à leur actif. Quelle influence auront désormais des gens qui doivent rétracter publiquement, tous les ans, leurs actes et leurs paroles de l'année écoulée ? Thaelman, d'accord avec Brandler, en septembre 1923, à Moscou, d'accord avec Maslov contre Brandler, en janvier 1924, se trouve maintenant d'accord avec Frœlich contre Maslov, comme il sera demain d'accord avec Tartempion contre Frœlich. On appelle cela un révolutionnaire, un « chef » (*sic*) du prolétariat... Quant à Fischer, grand bien lui fasse si elle approuve une déclaration qui la flétrit à chaque page (et il y en a quarante...), dénonce sa dictature, son sabotage, son incapacité, sa mauvaise foi, et autres qualités de même espèce.

Le Comité central du Parti allemand, en publiant le document, s'évertue exclusivement à préparer l'auditoire communiste à absorber le rude médicament administré au Parti par l'Exécutif; il célèbre les avantages de la « franchise bolchéviste », de l'auto-critique, de la critique prolétarienne, etc. Grandiose découverte des léninistes de 1924-1925, mais combien tardive. Depuis le Ve Congrès, avec la « bolchevisation », nous avions le mensonge gratuit, laïque et obligatoire en permanence. On se décide maintenant à parler de franchise et d'auto-critique, mais sur des ruines.

L'Exécutif rappelle d'abord ses interventions antérieures ayant pour objet d'imprimer au Parti une meilleure orientation. Mais celui-ci ignorait ces interventions, et l'Internationale aussi. Elles étaient réservées à une clique de fonctionnaires, et c'est bien là que gît le motif réel de la crise.

Puis il dévoile les nouvelles divergences de vues, tant théoriques que pratiques, ayant paralysé le développement et l'activité du Parti depuis un an. Ses conseils n'ont pas été suivis, ses décisions pas exécutées. Tout cela a provoqué « *une crise très*

grave ». Pour la résoudre, on décida de tenir conseil à Moscou, mais Fischer « *retarda l'envoi de la délégation par tous les moyens* ».

Suit un tableau de la situation générale dans le monde et en Allemagne, favorable à une progression communiste. Malgré ces conditions favorables, « *le Parti n'a pas su gagner les ouvriers social-démocrates et sans-parti* ». Maslov et Fischer « *ont plutôt favorisé* » « *les tendances ultra-gauches, en réalité anti-communistes* ».

Le travail syndical fut particulièrement mauvais. Résultat : « *Alors que l'opposition* [communiste] *comptait* 88 *délégués au dernier congrès syndical* (*en* 1922), *elle n'a au congrès de cette année que deux délégués !* » (Ce dernier chiffre suffirait à caractériser le bilan de la bolchevisation.)

« *Un des motifs de la défection du groupe dirigeant dans le travail syndical est le manque de confiance en la capacité politique et l'activité des masses comme de celles des membres du Parti...* (Nous l'avons ici toujours dit : les léninistes de 1924 ont le mépris de la classe ouvrière; seulement celle-ci le leur rend au centuple.)

Les opinions de Fischer, dit l'Exécutif, « *n'ont rien de commun avec le bolchevisme* ». (Nous l'avions toujours dit.) « *Ce mépris des membres du Parti et des masses ouvrières est une explication de plus des fautes commises.* » (Tout à fait notre point de vue.)

Passant aux rapports du Parti avec l'Internationale, l'Exécutif écrit : « *Le danger est d'autant plus grand dans le P. C. A. que toutes ses Directions et ses nuances actuelles, sans aucune exception, subissent encore fortement l'influence des traditions social-démocrates...* » (Là, encore, nous sommes bien d'accord.) Maslov et Fischer sont sujets à des « *écarts dangereux dans l'esprit social-démocrate* ». C'est vrai, mais l'Exécutif traite cette question très superficiellement, perd de vue l'essentiel (peut-être parce que l'essentiel atteindrait non seulement Maslov, mais l'Exécutif aussi) et semble reprocher à Maslov d'avoir critiqué la politique de Trotsky et de Lénine, qui prévalut au troisième Congrès mondial contre celle de Zinoviev et de Bela Kun. Ayant été, au troisième Congrès, *et étant resté* d'accord avec la politique de Lénine et de Trotsky, nous sommes d'autant plus à notre aise pour ne pas admettre le crime imputé ici à Maslov. « *Monstrueuse attaque contre Lénine...* » Pourquoi? Un communiste a le droit de discuter telle ou telle opinion de Lénine ou de Trotsky ou de tout autre. Tout ce qu'on peut exiger de lui, c'est de le faire honnêtement, et en communiste. Mais, en l'occurrence, l'opinion de Maslov n'est pas nouvelle : il la professait déjà quand l'Exécutif l'imposa à la Direction de son parti, non consulté.

Le message s'élève alors à des considérations historiques sur le troisième Congrès et théoriques sur le point de vue de Maslov. Ces développements sont trop longs pour être résumés ici. Ils exigeront d'être cités et commentés à loisir. Maslov se voit reprocher sa pensée et son action, non seulement depuis le cinquième Congrès, mais encore depuis le Congrès d'Iéna (1921). Tout cela contient des idées fort justes, à côté d'autres... qui le sont moins, mais quel manque de loyauté dans la discussion ! Encore le « *tous les moyens sont bons* » pour assommer un contradicteur. Quelque hostilité que nous nourrissions à l'égard des hommes qui ont discrédité et compromis notre mouvement en Allemagne, nous persisterons dans nos préjugés « petit-bourgeois » de loyauté.

Il est question ensuite du « *jeu anti-bolcheviste* » de la Direction d'hier (celle-là même qui « bolchevisait », « léninisait » le Parti) ; de sa « *comptabilité en partie double* », c'est-à-dire de sa duplicité envers le Parti et l'Internationale, etc., etc. « *Dans toutes ces questions, le groupe Maslov-Fischer a indubitablement tort.* » (Il est temps de s'en rendre compte.)

Puis, c'est la « ligne intérieure » du Parti (quel jargon !) qui est en cause. Là encore, erreur sur toute la ligne (c'est le cas de le dire). Régime intolérable, oppression de la masse, impossibilité de s'exprimer, brutalité des cadres, disparition de la vie intellectuelle... (comme en France). « *Il faut rompre avec ce système pour éviter une crise encore plus grave, dont les résultats seraient catastrophiques.* » Exactement notre opinion, qui nous a valu tant d'injures.

Ce n'est pas tout. Le document poursuit sur ce ton pendant des pages et des pages. Il est exactement dix fois trop long pour ce qu'il dit (quatre pages auraient suffi), et très mal composé, plein de répétitions, encombré de délayages et de formules stéréotypées qui n'en facilitent pas la lecture, encore moins l'analyse. Il faudra y revenir. Mais nous en avons dit assez aujourd'hui pour renforcer chez tous les communistes sincères et réfléchis la conviction *que c'est l'opposition communiste, dont nous sommes, qui sert avec clairvoyance les intérêts du communisme et de la Révolution.*

UN COMMUNISTE.

Erratum :

Dans le dernier numéro, page 24, on pouvait lire, à propos des prétendus envoyés de l'Exécutif en Autriche : « *Par qui ces gens sont-ils envoyés ? Par l'Exécutif, dont ils se réclament.* » C'est le contraire que nous avions écrit : « *Pas par l'Exécutif, etc.* ». Le contexte, d'ailleurs, l'indiquait.

L'Education indépendante de la Classe ouvrière anglaise.

Il a longtemps été difficile, pour nos camarades du continent, de comprendre le mouvement ouvrier britannique. L'Angleterre est la plus ancienne contrée industrielle de l'Europe. Ici la classe capitaliste est arrivée au pouvoir, sur les ruines de la féodalité, longtemps avant d'y parvenir sur le continent. Partiellement à cause, sans doute, de sa longue expérience en l'art de gouverner, la classe dirigeante britannique a su dès le début comment contenir le mouvement ouvrier, bien mieux que ne l'ont fait les mêmes classes dirigeantes en France, en Allemagne, en Autriche et dans les autres pays européens où le capitalisme est encore relativement jeune. La classe dirigeante britannique peut être violente et tyrannique en Irlande, aux Indes, en Egypte, et dans ses colonies d'Afrique, mais elle combat la classe ouvrière britannique, non par des méthodes de police à la prussienne mais par des compromis sur tous les points qui ne sont pas essentiels, en l'égarant sur des à-côtés et en favorisant un mirage d'éducation. C'est ainsi qu'en Angleterre la classe ouvrière actuelle et celle des deux ou trois générations précédentes, ont lutté pour leurs droits, non pas sur les barricades, mais au moyen du bulletin de vote

dans les élections législatives et par l'organisation des trade-unions dans le domaine industriel. L'Angleterre est devenue le pays classique des élections parlementaires dramatiques et celui des grèves générales gigantesques pour des questions de salaires ou d'heures de travail. Ces grandes batailles politiques et industrielles ont été livrées jusqu'à présent avec beaucoup d'ardeur mais sans violence.

Il n'y a pas de doute que l'absence relative de mesures de répression contre les organisations ouvrières a tendu à rendre le mouvement ouvrier et socialiste britannique moins révolutionnaire ; moins subjectivement révolté que le prolétariat de beaucoup d'autres pays. Mais il n'en est pas moins objectivement révolutionnaire quant à ses buts. Le résultat a été que la discipline des organisations politiques de la classe ouvrière britannique s'est relâchée et que leur façon de voir est devenue plus tolérante. L'idée d'une organisation militarisée stricte, avec une discipline de fer est absolument étrangère à la mentalité de l'ouvrier anglais. La répression, du temps de Pitt et de Castelreagh, durant et après les guerres napoléoniennes est trop vieille pour qu'aucun ouvrier britannique vivant puisse s'en souvenir. Pendant ces cent dernières années l'Angleterre n'a rien connu qui ressemblât à la loi socialiste de Bismark, à laquelle les social-démocrates allemands ont dû se soumettre jusqu'en ces derniers temps. Le travailleur britannique, par suite, voit largement les problèmes sociaux, industriels et politiques. Il est apte à accueillir d'une façon tolérante toutes les propositions et tous les arguments qui peuvent aider à l'émancipation de sa classe. Il refusera d'être l'objet de dragonnades l'obligeant à croire en certain nombre de thèses, envoyées sous forme de manifestes par quelque organisation semi-militaire de l'étranger. Et il est encore bien moins disposé à agir selon ces thèses. Reconnaître ce fait, ce n'est pas se laisser aller à un John Bullisme patriotique, c'est comprendre l'influence de conditions industrielles, qui ont agi pendant plusieurs décades sur la mentalité d'une classe et qui lui ont donné certaines traditions. Ce ne sont là que les premiers principes du marxisme.

Pendant de longues décades la classe capitaliste anglaise a cherché, avec un succès évident, à éduquer le travailleur britannique conformément au point de vue capitaliste. Pour y arriver, une formidable presse quotidienne a été créée, laquelle s'est donné pour tâche d'attirer l'attention des travailleurs vers le sport et autres distractions, les détournant des choses qui véritablement intéressent leur classe. Les capitalistes ont même fondé des collèges et soutenu de leurs deniers des mouvements éducatifs qui tendent à donner aux travailleurs l'impression que leurs intérêts et ceux de leurs employeurs sont identiques. L'Association pour l'Education des travailleurs et le Ruskin College (Oxford), bien que comprenant de nombreux socialistes convaincus et même des lutteurs conscients de leurs devoirs envers leur classe, ont cependant reçu des subsides d'institutions capitalistes et l'on ne peut attendre qu'ils enseignent l'histoire et la science sociale du point de vue de la classe ouvrière.

C'est pour combattre cette tentative de la classe capitaliste anglaise de miner la mentalité des travailleurs et de pénétrer dans leurs organisations d'éducation que le Conseil national des collèges ouvriers fut formé. Il a pour principe qu'une. éducation impartiale n'existe pas ; que l'enseignement de l'histoire et l'étude du développement social et industriel de l'homme doivent être partiaux et que cette partialité doit être favorable à la classe ouvrière. Il porte le conflit des intérêts de classe dans le domaine de l'éducation. En même temps il se donne comme strictement indépendant de tout parti politique. La raison invoquée est que s'il devait reconnaître la domination d'un parti politique socialiste quelconque, comme l'Independant Labour Party ou le Parti communiste, il serait aussitôt entraîné dans des discussions de tactique politique. L'organe du mouvement d'éducation de la classe ouvrière indépendante, « The Plebs », devrait prendre aussitôt parti dans les querelles personnelles, dans des discussions pour savoir qui doit prendre la direction du Labour Party au Parlement, ou pour établir si la direction des syndicats de cheminots par M. J. H. Thomas est désirable ou non. Quelque solides que les opinions puissent être sur ces points, il semble qu'ils ne doivent pas être discutés dans ce mouvement. Les collèges ouvriers doivent créer une atmisphère propice au socialisme parmi la classe ouvrière et non pas couper des cheveux en quatre à propos de questions de politique immédiate. C'est là la tâche des parties politiques qui se sont constitués au sein du mouvement ouvrier britannique. Il est indispensable de posséder au moins un organisme en zone neutre. La seule discipline qu'on doive lui imposer est qu'il accepte le principe de la lutte de classe et comprenne que cette lutte fait partie du développement historique de l'homme et constitue la base de la société et de l'économie humaine.

Il est essentiel que l'on comprenne que c'est là le type d'organisation de la classe ouvrière qui a la plus grande chance de succès en Angleterre aujourd'hui. Le Labour Party est le grand parti politique de masse des travailleurs britanniques. Sa constitution n'a rien de militaire et permet une considérable liberté de pensée. Etant une fédération de trade-unions et de sociétés socialistes, il représente l'opinion générale de la masse des travailleurs et indique le point jusqu'auquel ils sont disposés à aller pour le moment. La tâche de ceux qui voient toutes les conséquences de la lutte de classe est d'éduquer les masses qui forment les troupes du Labour Party britannique, de leur faire comprendre les problèmes sociaux et économiques historiques et modernes en fonction de cette lutte. Cette tâche sera mieux remplie par un organisme d'éducation que par un organisme politique. Les collèges travaillistes répondent à ce besoin. Il serait tout à fait impossible pour ce travail de compter sur un parti qui imposerait une discipline de fer et prévoirait tout ce qu'un membre du parti devrait faire, depuis le salut de son âme jusqu'au nettoiement de son ruisseau. Cela peut être nécessaire dans un pays qui traverse la période la plus critique d'une situation révolutionnaire. C'était le cas de la Russie en 1917 et de l'Allemagne en 1918. Cela pourra être le cas de l'Angleterre et de la France dans l'avenir, mais cela ne l'est pas pour le moment.

Le succès des collèges ouvriers s'explique par la situation dans laquelle le mouvement ouvrier anglais se trouve aujourd'hui. Il est prêt à étudier, mais pas à aller faire l'exercice sur le terrain de manœuvre.

M. Philipps Price.

A PROPOS DU LIVRE *DEPUIS LA MORT DE LÉNINE*

Ce que signifie le désaveu de Trotsky (1)

Les deux « désaveux » de Trotsky me laissent plus convaincu que jamais de la vérité objective et de la valeur révolutionnaire de mon livre « Depuis la mort de Lénine ». Il est naturel qu'étranger, maniant une langue nouvellement acquise et décrivant un événement politique très complexe, j'aie eu peur que quelque erreur importante, ou quelque bêtise, se soit glissée dans mon livre. Les commentaires de Trotsky m'assurent du contraire. Lorsque j'ai affirmé que Lénine avait offert à Trotsky, pendant sa maladie, le poste de « Président du Conseil des Commissaires du peuple », j'aurais dû écrire « Président suppléant ». J'avais déjà corrigé cette erreur de plume dans l'édition française. Il n'y a pas un autre mot de quelque importance que je changerais après avoir lu les commentaires de Trotsky.

Je ne prétends pas éprouver du plaisir à voir Trotsky déclarer que mon livre n'a « aucune valeur politique », que c'est une construction « littéraire et psychologique », contenant un bon nombre de généralités erronées et mensongères », etc... Mais ces phrases appartiennent aux formalités traditionnelles d'une réfutation « marxiste », et étant donné que Trotsky a subi la nécessité de « désavouer » mon livre, je ne puis me plaindre qu'il ait exagéré ces formalités. Mon livre ne contient guère plus de généralités que le « désaveu » de Trotsky n'en contient, et, si l'on voulait, je serais ravi de jeter toutes ces généralités-là à la poubelle. « La vérité est toujours concrète », suivant le mot de Hegel si admiré par Lénine; et contre la *vérité concrète* de mon livre — la narration et l'analyse de la discussion sur la « Démocratie ouvrière », l'assaut contre Trotsky, sa nature, ses méthodes, sa signification et son résultat, — contre cette vérité-là, Trotsky est dans l'impossibilté d'élever un seul mot. Mon livre reste essentiellement confirmé.

Pour le prouver, je répondrai au désaveu de Trotsky point par point, j'en prendrai d'abord la première version, et je mentionnerai ensuite les changements introduits par la seconde.

J'ai écrit, il y a deux ans, un portrait de jeunesse de Léon Trotsky. Comme Trotsky me donna quelques renseignements pour ce livre, il était possible que le lecteur de mon livre « Depuis la mort de Lénine » déduisit que Trotsky m'avait aidé également dans ce dernier. J'ai établi la fausseté de cette déduction dans une note de la page 26. Trotsky non seulement n'a rien à voir avec ce livre, mais encore il n'a contribué que de très loin au « portrait de jeunesse ». Je confirme sur ce point tout ce que dit Trotsky.

(1) Eastman nous adresse cet article, après avoir vainement tenté d'obtenir l'insertion, dans la presse du parti communiste français, des réponses aux attaques dont il a été l'objet. Cachin, Marty ont pu le vilipender, et si l'*Humanité* a pu publier les « deux désaveux de Trotsky », il n'est pas permis à Eastman de répondre un seul mot. Une pareille méthode de discussion (si l'on peut dire) n'a rien de communiste. Elle est seulement digne de la social-démocratie. (N. D. L. R.)

L'armée rouge.

Voici le premier point de Trotsky : il m'impute cette affirmation « que depuis le changement apporté dans sa direction, l'Armée rouge s'est divisée, qu'elle a perdu ses capacités guerrières », etc. Et il répond : « ...Eastman ne s'aperçoit pas que, par cette caractéristique de l'Armée rouge, il alimente la légende menchéviste sur le bonapartisme, le caractère prétorien de notre armée, etc...., car il est évident qu'une armée susceptible de se « diviser » par suite d'un changement de direction n'est ni communiste, ni prolétarienne ». Je n'ai pas dit que l'Armée rouge s'était divisée, ni qu'aucune chose fut survenue par suite d'un changement de direction; je n'ai rien dit qui ressemble à de pareilles affirmations ! J'ai dit que « l'organisation de l'Armée avait été « mise en pièces » (ripped to pieces), et sa puissance affaiblie d'autant. » Pour réfuter ce que j'ai dit réellement, Trotsky aurait dû affirmer : « Il est évident qu'une armée qui peut être affaiblie parce que son organisation est « mise en pièces », n'est ni communiste, ni prolétarienne. » Et s'il avait fait une telle réponse, quel est l'être au monde qui le croirait ?

Les lettres de Lénine.

La seconde réfutation de Trotsky se rapporte à mon affirmation que certaines lettres écrites par Lénine au Parti furent « supprimées » par le C. C., malgré la volonté de Lénine, — « lettres sur la question nationale, le fameux testament », etc. — (C'est un soulagement de savoir, en s'appuyant sur l'autorité de Trotsky, que ce mystérieux testament, dont l'existence même est niée par mes critiques officiels, non seulement existe, mais encore, si l'on peut ainsi dire, existe « fameusement » !) On pourrait déduire de mon livre, dit Trotsky, que « Lénine destinait à la presse ces lettres regardant l'organisation intérieure des Soviets. » Si quelqu'un a fait pareille déduction de ce que j'ai écrit, je serai aussi ardent que Trotsky à la réfutation. Je n'ai jamais dit une telle chose et ne l'ai jamais pensée. J'ai dit que l'article de Lénine sur la question nationale « ne fut pas lu au Congrès du Parti, le triumvirat ayant décidé de la supprimer dans l'intérêt du Parti ». Et sur la lettre appelée « testament de Lénine », j'ai dit que le « Comité Central, par un vote de trente contre dix — et contre la demande de la femme de Lénine, — décida de ne pas lire la dernière lettre au Parti ». Dans un renvoi au bas de la page, j'ai ajouté : « ...Ils décidèrent que cette lettre pourrait être lue et expliquée en privé aux délégués... mais ne devait pas être présentée au Parti pour la discussion, comme Lénine l'avait demandé. »

Trotsky dit : « Les lettres furent adressées au Congrès du Parti, et furent portées à la connaissance des membres du douzième et du treizième Congrès de la manière déterminée par la représentation de ces Congrès. » Cela, évidemment, veut dire que la décision fut prise par le Præsidium de chaque Congrès, et non par le Comité Central.

Mais comme ce sont les têtes du C. C. qui désignent ceux qui seront membres du Præsidium, je pense que l'objection n'est pas très importante ! Mon livre ne traite pas de formalités politiques, mais de faits réels; et le fait réel, c'est que le texte le plus important de Lénine, sur une question qui a agité pendant deux ans le mouvement révolutionnaire du monde entier, est bouclé dans les tiroirs secrets. Ce texte est inconnu des membres du Parti communiste russe, et des prolétaires de Russie, aussi bien qu'il est inconnu des communistes et des ouvriers révolutionnaires du monde entier, devant qui, cependant, les têtes du Parti russe font resplendir une dictature exercée au nom de Lénine !

L'inspection ouvrière et paysanne.

La troisième objection de Trotsky se rapporte à l'essai de suppression, — par le Triumvirat, — de l'article de Lénine sur « l'Inspection ouvrière et paysanne ». J'avoue ne pas comprendre tout à fait ce que Trotsky veut dire à ce sujet. A vrai dire, je ne le comprends pas du tout. Si Trotsky veut me prouver, et prouver au public, que je n'ai aucune connaissance secrète des événements tels qu'ils se déroulèrent dans les cercles dirigeants du Parti communiste russe, il a absolument réussi dans son entreprise, évidemment intelligente, mais pour moi, je l'avoue, parfaitement inintelligible. J'ai affirmé dans mon livre (note, page 26) que je n'avais aucune connaissance particulière des événements, et que, pour vérifier mes appréciations, je m'en rapportais entièrement à une lettre adressée par Trotsky lui-même au C. C. Comme Trotsky ne nie pas l'authenticité de cette lettre, d'une importance capitale, cette lettre est évidemment authentique. Voici, au reste, ce que dit Trotsky lui-même sur le sujet en question :

Une des questions les plus importantes est la question soulevée par Lénine lui-même sur la réorganisation de « l'Inspection ouvrière et paysanne » et du Comité central de contrôle. Il est à noter que cette question a été présentée, et est encore présentée, comme un sujet de désaccord entre Lénine et moi. En réalité, une analyse de la question met en lumière une situation exactement opposée dans le « Politburo »... Comment le *Politburo* a-t-il réagi devant le projet de réorganisation de l'Inspection ouvrière et paysanne présenté par Lénine ? Boukharine ne se résolvait pas à publier l'article de Lénine, lequel, de son côté, insistait pour l'insertion immédiate. La camarade Kroupskaïa m'informa par téléphone de cette histoire, et me pria d'intervenir dans le but d'obtenir sa publication. A la séance du Politburo, réuni sur ma suggestion, tous ceux qui étaient présents furent non seulement contre le plan de Lénine, mais aussi contre l'insertion de l'article. Devant l'insistance de Lénine, demandant qu'on lui montre l'article imprimé, le camarade Kouïbichev, le futur commissaire de l'Inspection ouvrière et paysanne, proposa que nous publiions un exemplaire d'un numéro spécial de la *Pravda* contenant l'article de Lénine : moyen pratique pour pacifier celui-ci et, en même temps, dissimuler l'article au Parti. Le camarade Kouïbichev a été placé à la tête du Comité central de contrôle (lequel équivaut à l'Inspection ouvrière et paysanne). Au lieu de lutter franchement contre le plan de Lénine, on a adopté la politique de le rendre inoffensif, de lui « limer les dents ». Le Comité central de contrôle, avec Kouïbichev à sa tête, a-t-il pris ainsi le caractère d'un organisme du Parti indépendant et impartial ?... Je n'approfondis pas la question : elle me paraît tout à fait claire comme cela.

Peu importe les différences de détails qu'il y a entre mon exposé et cette lettre de Trotsky, puisque cette lettre prouve, aussi clairement que mon exposé, ce fait essentiel : à savoir que « la répartition des forces dans le conflit », au moment de l'éloignement de Lénine, « ne correspond pas du tout à la version qu'en donne la majorité victorieuse, mais qu'elle en est au contraire exactement l'opposé ».

Trotsky dit encore qu'il ne s'agissait pas de « supprimer » l'article sur « l'Inspection ouvrière et paysanne », mais de « préciser la date et le mode de publication ». Je ne sais si Trotsky serait offensé en me voyant sourire à ce « mode de publication » proposé par Kouïbichev ! Trotsky ajoute que la signature de Kouïbichev au bas d'un certain document « réfute même l'affirmation d'Eastman déclarant que le camarade Kouïbichev avait été placé à la tête de l'Inspection ouvrière et paysanne comme « adversaire » du plan d'organisation de Lénine ». Cela serait, si j'avais fait une telle affirmation. Mon affirmation est la suivante : « A quel point la politique de Lénine a été suivie, on en peut juger par ce fait : Kouïbichev, l'astucieux secrétaire, est maintenant commissaire du peuple à l'Inspection ouvrière et paysanne, et la « tête » du Comité central de contrôle du Parti. »

Le testament.

La quatrième objection de Trotsky est celle-ci : « Fausse encore est la citation donnée par Eastman du texte du « testament » publié dans le « Socialistichesky Viestnik ». Pour estimer le « désaveu » à sa juste valeur, il est nécessaire de rappeler que je n'ai pas cité le texte du testament publié dans le « Socialistichesky Vietsnik ». Au contraire j'ai moi-même affirmé que le bruit fait autour de cette lettre avait pris des proportions énormes, qu'en fait cette lettre était fort courte ; j'ai dit dans mon livre avoir donné le véritable texte « confirmé par trois communistes responsables en Russie, que j'avais interviewé séparément, qui avaient lu la lettre et en avaient appris par cœur les phrases importantes ». J'ai dit encore que « le lecteur » pouvait se fier absolument sur les mots que j'avais placés entre guillemets ». Le fait que Trotsky, entreprenant de réfuter mon livre, ne *peut pas renier ces citations placées entre guillemets*, les confirme tout simplement, et avec autorité. Nous savons maintenant que le testament de Lénine existe.

Les brochures et article de Trotsky.

La cinquième objection de Trotsky est la suivante : « Les affirmations d'Eastman déclarant que le C. C. a confisqué mes brochures ou mes articles en 1923, 1924 ou à toute autre époque, sont erronées et basées sur des bruits fantaisistes. » Je n'ai jamais affirmé une telle chose. J'ai dit que le livre de Trotsky, « Le Cours nouveau », fut « virtuellement supprimé par le Politburo », jusqu'à ce que ses membres fussent sûrs du succès de leur manœuvre. Leur plan se réalisa : je n'ai pas besoin de documents pour l'affirmer. Un de mes amis *avait peur* de m'envoyer une copie de la brochure quand j'étais dans le Sud, et j'eus beaucoup de dif-

ficultés de m'en procurer une lorsque je fus de retour à Moscou. A propos de l'autre livre, « Les leçons d'octobre », j'ai dit « qu'il avait été facile de trouver une « raison technique » pour qu'un délai de trois semaines intervînt avant sa publication, après que les premières cinq mille copies aient été mises en vente ; et tandis que celles-ci étaient absorbées comme des gouttes d'eau dans le désert, toutes les forces littéraires et oratoires de l'appareil étaient lancées et avaient pour mission de créer une opinion officielle sur le livre de Trotsky ». Là encore, leur plan se réalisa. Pourquoi Trotsky — ici comme ailleurs, — ne nie-t-il pas ce que *j'ai dit réellement,* au lieu de nier quelque autre chose ? Parce que ce que j'ai dit est *vrai,* et ne peut être nié.

Au lecteur réfléchi.

Le lecteur réfléchi observera que toutes ces objections concrètes de Trotsky se rapportent seulement à l'introduction de mon livre, c'est-à-dire à la partie précédant le conflit sur la « Démocratie ouvrière », que j'ai essayé de décrire et d'expliquer. Sur tout le reste, Trotsky dit : « Une lecture attentive de la brochure me ferait indiquer sans nul doute une série d'autres erreurs et altérations. » Certainement, un historien ne décrira jamais un événement politique complexe avec autant d'exactitude qu'un des acteurs importants ne puisse lui indiquer une « série d'erreurs et d'altérations ». Jusqu'à ce que Trotsky puisse indiquer ces erreurs et ces altérations, il est évident que mon exposé général des faits est confirmé.

Dans son dernier paragraphe, Trotsky fait appel au « lecteur sérieux et réfléchi », ce qui, évidemment, nous fait supposer que jusque-là il ne s'est pas adressé à lui. Puis il soulève une question à laquelle je veux répondre. « Si l'on admet un instant, — dit-il, — les appréciations formulées par Eastman sur la composition des dirigeants de notre Parti, on se demande comment ce Parti a pu passer par de longues années de luttes clandestines ? Comment a-t-il pu accomplir la plus grande Révolution ? Comment peut-il entraîner des millions d'hommes et contribuer à la formation des partis révolutionnaires dans les autres pays ? » Comme c'est un marxiste qui pose cette question, je suppose qu'elle appelle une réponse conçue dans la science marxiste. D'abord, je poserai ce premier point : l'héroïsme et la grandeur révolutionnaire du P. C. russe n'ont pas de plus ardent et de plus loyal défenseur que moi. J'ai payé mon tribut au P. C. russe, et la presse américaine sait combien de fois, et dans quel langage, je me suis solidarisé avec lui. J'ai agi ainsi à une époque où il m'était plus difficile de le faire qu'aujourd'hui. J'ai défendu énergiquement la dictature que le prolétariat exerce par son Parti : je la défends toujours. Aucun des adjectifs dont je fus forcé de me servir pour définir, avec une exactitude objective, la conduite de quelques-uns des leaders de la direction, ou d'un groupe d'hommes, ne peut être interprété autrement.

Mais malgré mon admiration pour le Parti communiste russe, et encore que j'aie toujours défendu sa dictature, je ne puis être abusé au point d'ignorer que le Parti russe n'est pas composé d'autre chose que d'hommes, d'hommes dont le caractère évolue, dont les positions changent ; au point d'ignorer que le Parti n'est pas figé éternellement dans l'expression des mêmes indvidus, puisque son matériel humain change et se renouvelle. Pour cette raison, il est nécessaire de traiter le Parti comme on traiterait toute autre organisation : on doit en discuter du point de vue des lois générales de l'histoire, et non du point de vue d'une appréciation morale ou esthétique, héroïque ou sentimentale. Et s'il y a une loi historique qui est inattaquable, c'est la loi qui nous rappelle cette vérité commune à tous les partis d'avant-garde : la seule chose qui puisse préserver l'esprit révolutionnaire du P. C. russe, — maintenant qu'il a le pouvoir économique et politique, — c'est son identification véritable avec la classe prolétarienne. Pour employer le mot de Lénine, le Parti doit « unifier les chefs, la classe et les masses en un tout indestructible ». Mais il ne peut le faire, s'il maintient, — passée l'époque des luttes militaires, — une organisation bureaucratisée et dirigée « par le haut ». Trotsky a lutté pour empêcher cela — pour empêcher, selon ses propres mots, « une bureaucratisation du Parti, entraînant la séparation du Parti et de la masse ». Il a perdu la bataille. C'est là le fait d'importance capitale pour tous ceux qui regardent la Révolution comme une entreprise scientifique et non comme une aventure sentimentale. C'est là le fait que j'expose et affirme dans mon livre. Je répète mon affirmation : « Un groupe d'individus, contre lesquels Lénine s'est dressé avant sa mort, et contre lesquels il écrivit une lettre d'avertissement au Parti... a établi et solidifié à un degré extrêmement dangereux la dictature de l'appareil dans le P. C. russe. »

Qu'il ne me soit pas permis d'établir ce fait sans être dénoncé dans le monde entier comme un contre-révolutionnaire, est une preuve de l'absolue réalité de ce fait. Qu'il n'ait pas été permis à Trotsky de me « désavouer » avec dignité et en reconnaissant ma sincérité — comme il l'a fait dans la première réponse de l'*Humanité* — sans être lui-même « désavoué » et brutalement attaqué par le C. C. du Parti français, en est encore une preuve de plus. Il est évident que maintenant, la dictature bureaucratique de la Russie s'étend sur toutes les autres sections de l'internationale.

Les deux versions du désaveu.

Et s'il fallait enfin une preuve de plus, on la trouverait dans le fait que Trotsky fut forcé d'écrire — ou de permettre à quelque peu scrupuleux individu d'écrire — un second désaveu, dans lequel son caractère et sa position politique apparaissent sous un tout autre jour que dans la première réponse. Ce « second désaveu » fut publié d'abord en Angleterre, dans le *Sunday Worker* du 19 juillet, et traduit et publié ensuite dans l'*Humanité*. La première réponse parue dans l'*Humanité* était présentée par l'éditeur du *Sunday Worker* comme « un brouillon prématuré » qui avait trouvé son chemin à Paris. Ce « brouillon prématuré » fut publié à Paris le 16 juillet, tandis que le texte « définitif » du *Sunday Worker* porte la date du 1er juillet. Toute cette cuisine de politiciens, que je ne cherche même pas à expliquer, constitue une preuve de plus de la thèse fondamentale de mon livre.

Les principales différences entre les deux textes sont les suivantes :

D'abord, la lettre décrite dans le premier article comme le « fameux testament » de Lénine, est présentée de telle manière dans le second article qu'elle laisse à penser au lecteur hâtif que le testament n'existe pas. La signification réelle de ceci, c'est qu'il n'y a aucune différence entre les deux affirmations : elles sont toutes deux la preuve évidente que la lettre existe, que j'en ai donné les phrases essentielles.

Ensuite, l'affirmation de Trotsky « qu'un révolutionnaire n'aurait le droit politique d'écrire, comme le fait Eastman, que dans le cas où il voudrait opposer un autre parti au nôtre » est omise dans le second article. Cette affirmation, comme le C. C. du Parti français l'a indiqué, prouve que j'ai dit la vérité, et que je me suis placé pour la dire à un point de vue révolutionnaire. Enfin le second texte de Trotsky m'attaque personnellement pour avoir fait allusion à l'attitude de Trotsky envers Zinoviev. Cela nous change de l'affirmation du C. C. français trouvant que Trotsky emploie avec moi le ton « d'une discussion entre amis » ! Trotsky et moi ne sommes pas des amis, mais seulement des « connaissances », et rien ne justifie l'affirmation du C. C. du Parti français. Trotsky, dans son premier article, a simplement adopté un ton de dignité et de jugement objectif.

Conclusion.

Le bureaucratisme, le mensonge officiel, l'escamotage ou l'altération de la vérité, voilà les maladies dont souffrent le Parti russe, l'Internationale, et partant tout le mouvement révolutionnaire. Je ne donnerai pas d'autres explications, je n'apporterai pas d'autre excuse pour avoir dit à l'improviste l'exacte vérité sur un événement de la plus haute importance, dont je fus par hasard, le témoin attentif.

Au jugement d'ordre « psychologique » de Trotsky « qu'un révolutionnaire n'aurait le droit politique d'écrire, comme le fait Eastman, que dans le cas où il voudrait opposer un autre parti au nôtre », je réponds : « Un révolutionnaire se verra toujours obligé d'écrire la vérité sur une série d'événements comme ceux que j'ai décrits, — et de l'écrire de la seule manière possible pour un révolutionnaire — quelle que soit la volonté de discipline des leaders du Parti. Ces leaders commettent une faute, en pensant qu'ils peuvent, au nom des principes de Lénine sur la centralisation et la discipline, soumettre la loyauté des révolutionnaires du monde entier à une politique de déception et de mensonge.

« Mon livre, — dit Trotsky en conclusion, — peut faire naître le scepticisme dans l'esprit des amis du communisme encore jeunes et inconscients. » Je réponds : mieux vaut le scepticisme à *présent*, qu'un scepticisme qui apparaît au moment de l'action révolutionnaire, chose qui ne peut manquer de se produire si l'on essaie de développer les partis sur la base de cette gigantesque mystification internationale. Mystification que mon livre — avec l'aide du désaveu de Trotsky — a exposée.

MAX EASTMAN.

LE PROCÈS DE DAYTON

Lorsque les monopoles capitalistes firent leur apparition avec les trusts aux Etats-Unis, la vieille Europe pensa : c'est là encore une invention de ces Américains, rien de semblable ne sera chez nous.

Or voici de cela à peine trente ans, et le monopole maintenant règne en Europe, au moins autant qu'en Amérique.

A l'égard du procès de Dayton qui défraya la chronique, le mois dernier, l'attitude de la vieille Europe est la même. Cette Amérique pense-t-elle, est, au fond, un pays de sauvages; au point de vue des idées elle en est encore à notre Moyen Age ; chez nous, vieux civilisés, pas de Dayton à craindre.

C'est là, me semble-t-il, une profonde erreur : dans le procès de Dayton, comme lorsqu'il fondait les premiers trusts, le capitalisme américain n'est pas en arrière, mais en avant du nôtre ; il nous montre ce qui, dans quelques années, sera chez nous.

Le retour de la bourgeoisie française au christianisme et à l'intolérance religieuse se poursuit en effet à toute allure. J'ai sous les yeux le compte rendu d'une des dernières Assemblées de la Société de Géographie. La Société de Géographie est une société tout ce qu'il y a de plus « distingué » ; elle ne compte guère dans son sein que ce qui dans la bourgeoisie française se pique de « culture », d'intérêt pour les choses de l'intelligence. Eh bien, le 27 février dernier, sa séance fut occupée par une communication du Prince d'Altora Colonna sur les Grands Lacs africains, qui conclut :

« Si la natalité indigène diminue, le gouvernement doit intervenir *surtout* en poussant l'évangélisation, et accessoirement en frappant d'impôts progressifs les familles polygames... Ce sont des remèdes analogues qu'il faut appliquer en France : pousser la rechristianisation *surtout*, car la cause du fléau est dans les âmes, et, accessoirement, lutter contre l'immoralité, changer les lois successorales, favoriser les familles nombreuses... Aussi dans toutes les colonies, l'éducation des indigènes doit-elle être laissée aux soins des missionnaires. »

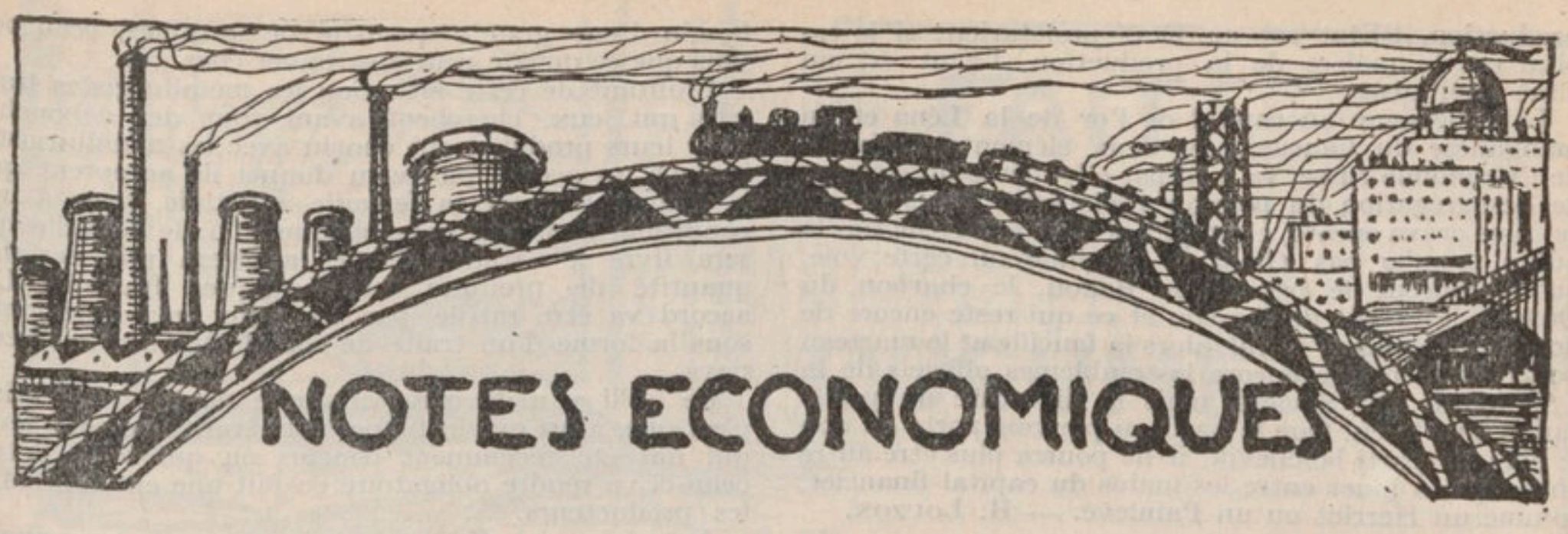
Or, non seulement aucun des auditeurs ne protesta contre cette singulière manière de civiliser les noirs... et les Français, mais le passage sur la « rechristianisation » de la France fut coupé par les applaudissements.

Des faits du même ordre abondent d'ailleurs partout. C'est tel membre de l'Institut, dont la valeur scientifique, il est vrai, est aussi mince qu'est gros le volume de ses publications, qui tout récemment vient de pondre un bouquin pour démontrer la valeur du christianisme. Ce sont des Associations d'anciens élèves d'Ecoles scientifiques supérieures dans lesquelles se forment des groupes qui font dire chaque année des messes réservées à leurs camarades d'école, etc.

Il serait d'ailleurs anormal qu'il en fût autrement. A l'époque où la bourgeoisie, alors classe révolutionnaire, portait les destinées de l'humanité, elle supprimait impétueusement partout tout ce qui s'opposait au progrès, mais aujourd'hui que la bourgeoisie ne vit plus que dans la hantise de se voir dépouillée de ses privilèges par les « monstres » qu'elle a enfantés, loin de continuer à renverser les barrières, elle ne songe plus qu'à en dresser. La « christianisation » des peuples opprimés, et la « rechristianisation » des classes opprimées, telle est, lui semble-t-il, la meilleure barrière. Aussi n'hésite-t-elle pas à se réabrutir elle-même, dans l'espoir d'entraîner dans l'abrutissement ceux qu'elle a été habituée à voir suivre son sillage.

Dans cette besogne, bien entendu, les intellectuels se trouvent au premier rang, habitués qu'ils sont à se précipiter au-devant des désirs de leurs maîtres.

Si le capital parvient à maintenir encore quelque temps son pouvoir, ce n'est plus seulement à Dayton mais partout, que seront rétablis les tribunaux de l'Inquisition : la nouveauté sera que ce seront sans doute ces Messieurs de l'Institut qui feront office de Grands Inquisiteurs. — R. LOUZON.



L'or de Sibérie au capital anglais, le manganèse du Caucase au capital américain.

L'une des plus importantes entreprises capitalistes de l'ancienne Russie, la Société anglaise *Lena Goldfields*, qui exploitait avant guerre les riches gisements d'or du bassin de la Léna en Sibérie, était depuis plusieurs mois en pourparlers avec les Soviets pour rentrer en possession de ses anciennes propriétés sous forme de concession. Le 20 juillet dernier le projet de concession était accepté par l'Assemblée générale des actionnaires, et le 11 août la concession était définitivement accordée par le gouvernement des Soviets.

Cette date doit être marquée d'une pierre noire dans l'histoire de la Révolution.

L'étendue de cette concession, les conditions auxquelles elle a été consentie vont bien au delà de ce qui est compatible avec l'existence d'un pouvoir prolétarien, au delà de ce qui avait été fixé par Lénine comme la limite extrême de ce qui pouvait être consenti au capitalisme.

La concession qui vient d'être accordée à la *Léna Goldfields* comprend en premier lieu toutes les anciennes propriétés de la Société dans le bassin de la Léna. Or c'est dans ces propriétés que se trouve maintenant la presque totalité de ce qui reste d'or industriellement exploitable en Sibérie. Les vieux gisements de l'Oural, de l'Ienissei dès avant guerre étaient presque totalement épuisés. Il ne restait plus que ceux de la Léna, dans la Sibérie tout à fait orientale. L'or de la Sibérie, en fait, aujourd'hui, c'est uniquement l'or de la Léna. Concéder l'or de la Léna c'est donc concéder l'or russe.

La concession, il est vrai, n'est donnée que pour 30 ans, au bout de ce temps les Soviets rentrent en possession du gisement et de ses installations. Mais comme il s'agit là de gisements alluvionnaires, c'est-à-dire d'or contenu dans des alluvions d'anciens fleuves, terres meubles et toutes en surface, ces gisements sont épuisés très rapidement avec les procédés modernes d'exploitation. Il n'y a pas de doute qu'au bout de 30 ans d'exploitation intensive (et l'on peut être sûr que la *Léna Goldfields* exploitera avec le maximum d'intensité) ces gisements seront épuisés; ce ne seront plus que des sables sans valeur qui seront rendus aux Soviets.

En plus de ses anciennes propriétés du bassin de la Léna, la *Léna Goldfields* obtient des concessions non moins considérables dans deux autres régions minières : dans l'Atlai, le vieux centre minier du cœur de l'Asie, où les territoires concédés contiennent mines de zinc, de plomb, de cuivre, d'argent et d'or, et dans l'Oural où la concession comprend des mines de fer, de cuivre et des usines.

Enfin, pour assurer le charbon à ses diverses exploitations, il est concédé à la *Lena Goldfields* des mines de charbon dans le grand bassin houiller sibérien de Koutznek et des mines d'anthracite dans l'Oural.

D'après Sverdlov la *Léna Goldfields*, quand elle sera en pleine marche, occupera 44.000 ouvriers.

Mais ce qu'il y a de plus effrayant encore que l'importance de la concession, ce sont les condition, auxquelles elle a été accordée. Il a été consenti à ls *Léna Goldfields* un privilège exorbitant, comme d'aucuna pays capitalistes, même les moins indépendantss même ceux de l'Amérique du Sud ou de l'Amérique centrale, n'en ont jamais consenti, un véritable privilège d'extraterritorialité : pour cette concession accordée par le gouvernement des Soviets sur le territoire des Soviets, *ce ne seront pas les tribunaux des Soviets qui seront compétents*, ce sera un tribunal étranger et bourgeois. Le contrat de concession stipule en effet que tous les différends entre le concessionnaire et le gouvernement des Soviets seront réglés, non par les tribunaux soviétiques, mais par un tribunal d'arbitrage composé d'un représentant des Soviets, d'un représentant du concessionnaire et d'un troisième juge qui sera choisi parmi les professeurs de l'Ecole polytechnique royale de Stockholm ou de l'Académie des mines de Fribourg, — donc un tribunal à majorité étrangère et bourgeoisee. Or, je le répète, on ne trouve trace dans aucun pays capitaliste de concession accordée à de pareilles conditions : aucun pays n'a jamais accepté que ses différends avec ses concessionnaires soient soumis à une autre justice que la sienne propre, celle de ses propres tribunaux, jugeant selon sa propre législation.

Enfin le monopole du commerce extérieur, qui devait être intangible, qui jusqu'à présent était considéré comme le rempart dans lequel il était indispensable de ne faire aucune fissure si on voulait se réserver la possibilité de l'édification d'une Economie de plus en plus socialiste, est lui-même atteint : pendant 7 ans la *Léna Goldfields* pourra introduire librement, directement, sans même payer de droits, tout ce qui sera nécessaire à l'installation et à l'aménagement de ses entreprises.

En même temps que l'or de Sibérie était ainsi livré au capital anglais, le manganèse du Caucase était livré à Harriman, roi des chemins de fer américains.

La Russie est un grand producteur d'un métal indispensable à la métallurgie moderne, le manganèse. Avant guerre son gisement de Tchiaturi, en Géorgie, était le plus grand fournisseur du monde en manganèse. C'est ce gisement qui vient d'être concédé à Harriman qui y occupera une vingtaine de mille ouvriers.

L'énormité de ces deux concessions, l'introduction en plein cœur de l'U. R. S. S. de puissances capitalistes aussi formidables que la *Léna Goldfields* et Harriman, constituent un formidable danger sur lequel il est presque inutile d'insister, tant il est évident. Le pouvoir politique n'est rien, s'il n'a derrière lui la puissance économique. C'est l'A B C du matérialisme historique, c'est une évidence de simple bon sens, qu'il ne sert de rien d'être le maître de la police, de l'armée, etc., si on n'est point le maître de la production. D'abord vivre ! Or pour vivre il faut produire. Celui qui est le maître de la production est donc le maître de la vie, et par suite, en tout, le maître. L'Etat, quels que soient ceux qui sont à sa tête, quelle que soit l'étiquette dont il se pare, n'est que le fondé de pouvoirs des maîtres de la production. Si le prolétariat est maître de la

production, l'Etat est un Etat prolétarien; si le capital est le maître de la production, l'Etat est un Etat capitaliste.

La concession au capital de l'or de la Léna et du manganèse du Caucase, ces deux éléments essentiels de l'Economie russe, va être par elle-même un élément de désagrégation du pouvoir prolétarien. mais ce qui est plus grave encore, c'est qu'il semble que ce ne soit là qu'un premier pas. Or si on continue sur cette voie, qu'on concède le pétrole de Bakou, le charbon du Donetz, le textile de Moscou et ce qui reste encore de non concédé dans l'Oural, alors la faucille et le marteau pourront bien être encore les emblèmes officiels de la République des Soviets, mais la dictature du prolétariat aura vécu. Que le parti au pouvoir porte ou non le nom de parti bolchevik, il ne pourra plus être autre chose qu'un jouet entre les mains du capital financier, comme un Herriot ou un Painlevé. — R. Louzon.

CHRONIQUE DES MONOPOLES

La liquidation du konzern Stinnes

Nous avons relaté dans l'un des derniers numéros de la *Revolution Prolétarienne* la faillite virtuelle du konzern Stinnes, obligé de supplier son grand adversaire, le consortium des banques prussiennes, de venir à son secours. Nous ajoutions que ce dernier avait répondu à l'appel, mais que nous ne savions encore au juste à quelle condition. La condition, nous la connaissons maintenant : c'est que le konzern disparaisse. Les banques ont accepté de fournir au colosse de quoi lui permettre de disparaître sans esclandre, de se liquider à l'amiable au lieu de sombrer dans une faillite judiciaire mais il faut qu'il disparaisse Aussi depuis deux mois il ne se passe guère de semaine sans qu'on annonce la vente de l'une ou l'autre des entreprises du konzern.

De cette liquidation de la plus colossale affaire industrielle de l'Europe, que faut-il conclure ? Faut-il conclure à la faillite des konzerns ? Faut-il conclure à un recul général dans la marche au monopole ? — En aucune manière. Le konzern Stinnes était le plus grand des konzerns (500,000 ouvriers), mais il n'était pas le seul. Toute l'industrie lourde allemande est organisée en konzerns (Krupp, Thyssen, Klöckner, etc.), employant chacun une ou plusieurs centaines de mille d'ouvriers, et dont la structure est dans l'ensemble identique à celle du konzern Stinnes. Or malgré la grosse crise industrielle qui ne cesse de sévir dans la Ruhr, tous ces konzerns tiennent le coup. Si le plus important d'entre eux a sombré, ce n'est que parce que lorsqu'un pas très grand en avant a été fait dans une direction, il se produit presque toujours ensuite une sorte de consolidation des résultats acquis, par la disparition de ceux qui ont été le plus loin dans cette direction, ceux qui ont entraîné les autres, mais se sont eux-mêmes laissé entraîner au delà du point où pour le moment il était prudent de s'arrêter. La liquidation du konzern Stinnes n'est donc qu'une « crise de croissance » dans le développement des konzerns; loin de marquer leur crépuscule elle est le prélude d'une nouvelle poussée, qui amènera l'industrie allemande à un degré de concentration et de monopole plus grand encore que celui qui avait été atteint par Stinnes.

Le cartel obligatoire.

Pendant que les pourparlers entre métallurgistes français et allemands se poursuivent plus ou moins lentement, sans que rien de définitif ne soit encore intervenu, l'accord vient d'être signé entre métallurgistes italiens et métallurgistes français.

On sait la situation particulière dans laquelle se trouve la métallurgie italienne. L'Italie n'a pas de charbon. Or, le haut fourneau est un très gros consommateur de coke. La métallurgie italienne cherche donc à remplacer le plus possible le haut fourneau par le four électrique. Mais le traitement du minerai de fer au four électrique pour obtenir soit de la fonte, soit directement de l'acier, est un problème qui n'est pas encore au point. L'Italie doit donc se contenter de fondre, au four électrique ou au four Martin, de vieilles ferrailles pour en refaire du fer neuf; elle a donc besoin d'une grande quantité de ferrailles, beaucoup plus que ce qu'elle peut en trouver chez elle.

Profitant de cette situation les métallurgistes français qui, eux, cherchent avant tout des débouchés pour leurs produits, ont conclu avec les métallurgistes italiens un accord en vertu duquel ils acceptent que la France livre de la ferraille à l'Italie, mais à une condition, c'est que pour chaque kilo de ferraille qui sera livré à l'Italie, celle-ci achètera une certaine quantité de produits métallurgiques français. Cet accord va être ratifié par les deux gouvernements, sous la forme d'un traité de commerce entre les deux pays.

Ce qu'il y a de caractéristique dans cette affaire, c'est que, ainsi que la plupart des traités de commerce qui ont été récemment conclus ou qui vont l'être, celui-ci va rendre obligatoire en fait une entente entre les producteurs.

Autrefois, en effet, avant le règne du monopole, les traités de commerce comprenaient simplement une fixation des droits de douane. Ceci n'empêchait point l'indépendance des différents industriels : chacun pouvait vendre autant qu'il voulait de sa camelote dans le pays étranger, en acquittant simplement les droits de douane. Mais maintenant, il n'en sera plus de même. Si tels mois par exemple, la France a vendu à l'Italie un tonnage de ferraille qui lui permette d'y importer 10,000 tonnes de produits métallurgiques ouvrés, qui va importer ces 10,000 tonnes ? Sera-ce Schneider, ou de Wendel, ou Micheville, ou Saint-Chamond, ou... etc. ? Chacun ne demande qu'à vendre le plus possible. Chacun est prêt à vendre à lui tout seul les 10,000 tonnes, mais si c'est lui qui les vend les autres ne pourront rien vendre en Italie ce mois-là, puisque l'Italie n'accepte de la France que 10,000 tonnes en tout. Il faudra donc que les différents producteurs s'entendent, pour fixer dans quelle proportion ils se partageront le tonnage global auquel la France aura droit. C'est donc l'entente obligatoire, le cartel forcé, au moins en ce qui concerne l'exportation.

Par ses nouveaux types de traités de commerce l'Etat, en cela encore, se montre le meilleur agent de la constitution des monopoles ,de ces monopoles... que son Code pénal interdit. — R. L.

DUMOULINS EN HERBE

Au sein de la Fédération des Jeunesses syndicalistes des P. T. T., Mouseau a, paraît-il, fondé un « Cercle d'études syndicalistes ». C'est ce que nous apprend l'*Humanité* du 9 septembre, par une note du bureau de ladite organisation.

Il ressort de cette note que Mouseau a commis là un crime qui ne peut être puni que de l'exclusion. « Mouseau s'est placé de lui-même hors de la Fédération... », déclare textuellement la note de l'*Humanité*. « ... La Fédération n'admettra pas la création d'un organisme spécial dans l'organisme régulier... »

Et voilà !

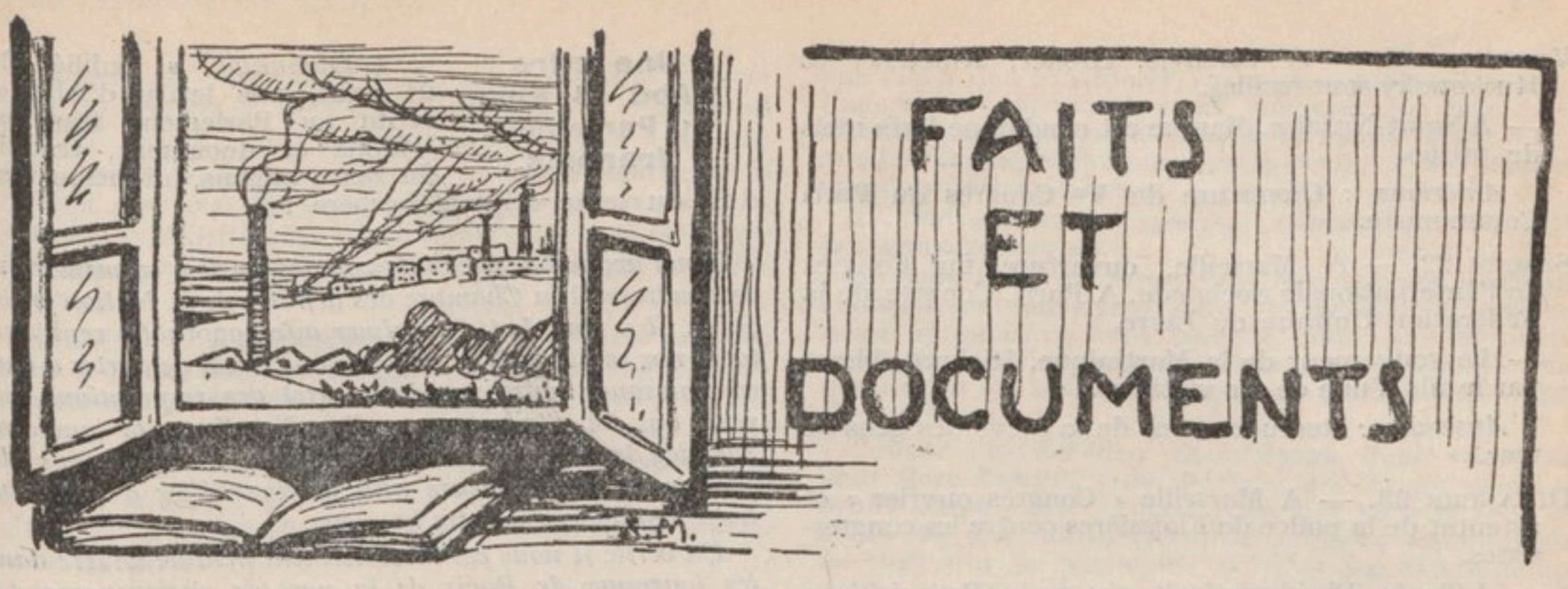
Il nous a semblé, à la lecture de pareilles phrases, entendre Dumoulin ressuscité. Après avoir bataillé dans la C. G. T. U. pour le libre droit d'organisation des tendances, les prétendus communistes reprennent à leur compte les motions d'exclusion d'un des responsables de la scission de 1921.

Il paraît que c'est là le vrai chemin de l'unité...

Cependant, dans le même numéro de l'*Humanité*, deux colonnes plus loin, on lit ceci — émanant de la *Fédération Unitaire du Sous-Sol* :

« *Il n'y a pas de scission syndicale en Angleterre, et les mineurs anglais, en sauvegardant jalousement leur unité syndicale,* DONNENT A TOUTES LES TENDANCES, LA LIBERTÉ ABSOLUE D'EXPRESSION, DE SE CONCERTER EN FRACTIONS, COMMISSIONS, CELLULES, ETC., POUR LA DÉFENSE DE LEURS POINTS DE VUE... *Cette démocratie appliquée en Angleterre n'a pas empêché cette magnifique cohésion, cette discipline dont viennent de faire preuve les mineurs anglais.* »

Quelle leçon pour les jeunes dictateurs de la Fédération des Jeunesses syndicalistes des P. T. T. !



LES FAITS DU MOIS

DIMANCHE 2 AOUT. — A Clichy, manifestation du Comité d'Action contre la guerre du Maroc.

Canada : Grève de mineurs dans le district d'Edmonton, contre une diminution de salaires.

LUNDI 3. — Les grévistes parisiens de la Banque manifestent à la Bourse des valeurs.

— Poursuites contre l'*Anti-Garde*, condamnation par le tribunal de Montmédy *à un an de prison* d'un camarade coupable d'avoir chanté l'*Internationale* dans un café.

MARDI 4. — Le Comité de grève de la Banque dépose son cahier de revendications au ministère.

— Lettre du Comité Central d'Action au Congrès socialiste, proposant le Front Unique sur les mots d'ordre du Comité d'Action.

MERCREDI 5. — Arrestation de l'imprimeur Menjuc.

JEUDI 6. — Monmousseau, Berrar, Bonnefons et Gilbert comparaissent devant le juge d'instruction.

— Les grévistes de la Banque manifestent sur les grands boulevards et subissent les brutalités policières.

— Le Syndicat national des Instituteurs adhère à la C. G. T.

VENDREDI 7. — Grand meeting à la Grange aux Belles contre la Terreur blanche en Pologne.

Allemagne : Formation d'une alliance syndicale défensive des ouvriers de l'Etat, des employés communaux, des cheminots et ouvriers des transports, pour la défense des salaires et des 8 heures. L'organisation oppositionnelle des cheminots y adhère.

SAMEDI 8. — Constitution d'un Comité National de Grève dans la Banque.

— Arrêté d'expulsion contre Denise Potosniak, de nationalité française.

Allemagne : Séance tumultueuse au Reichstag, au cours de la discussion des tarifs douaniers, à cause de la violente opposition des social-démocrates et des communistes.

Tchécoslovaquie : Arrestation de communistes.

Syrie : Sanglants engagements entre les Druses et les troupes de Sarrail

DIMANCHE 9. — Conférence d'Unité organisée par l'Union des Syndicats unitaires de la Région Parisienne.

— Congrès ouvrier et paysan dans la région lyonnaise.

Angleterre : 200,000 ouvriers du textile lockoutés.

LUNDI 10. — A Varsovie, exécution de Botwin, victime des bourreaux polonais.

MARDI 11. — Avenue Kleber, les « flics » assomment les pacifiques grévistes de la Banque.

— Perquisition au *Travailleur de l'Yonne*, ainsi qu'à Douai, chez Olzanski.

Angleterre : A Londres, début des « conversations » Briand-Chamberlain.

Belgique : Le référendum des métallurgistes donne une majorité de 8.000 voix sur 26.000 pour la continuation de la grève.

SAMEDI 15. — Congrès socialiste S. F. I. O. au gymnase Japy.

DIMANCHE 16. — « Congrès ouvrier » de l'Hérault, à Béziers.

— Note espagnole sur les soi-disant « propositions de paix » franco-espagnoles à Abd el Krim.

Angleterre : Le lock-out du Textile se termine par une victoire ouvrière.

LUNDI 17. — Le groupe parlementaire communiste demande au gouvernement un crédit de 500,000 fr. pour secourir les grévistes de la Banque.

Angleterre : Grève des gens de mer et des camionneurs de Londres.

Pologne : Grève générale des métallurgistes.

MARDI 18. — Dernière journée du Congrès S. F. I. O.

— Télégramme de la veuve de Mac Swiney demandant la grâce d'Hibner, Kniewsky et Rutkowsky.

— Le Président et le vice-président du *Sobriané* sont rossés par des ouvriers bulgares à l'Exposition des Arts Décoratifs.

Chine : Grève des postiers de Shanghaï.

MERCREDI 19. — Pétain part au Maroc. La « délégation ouvrière » s'embarque à la gare d'Austerlitz.

— Perquisition au *Secours ouvrier*, à la suite des incidents de mardi.

— Congrès de la Fédération Unitaire de l'Enseignement.

— Les grévistes des banques réclament la réquisition des établissements de crédit.

— Six mois de prison à Lelandais, des Jeunesses parisiennes.

Angleterre : Déclaration de Cook au correspondant de l'*Humanité*.

Amérique : « Accord » belgo-américain sur la question des dettes.

Espagne : Grève générale des métallurgistes de Biscaye.

JEUDI 20. — A Marseille, grève générale de solidarité avec les grévistes de la Banque.

— Perquisitions chez les ouvriers bulgares habitant Paris.

Canton : Assassinat du ministre des finances de Canton.

VENDREDI 21. — A Varsovie, Hibner, Kniewsky et Rutkowsky sont fusillés.

— A Saint-Nazaire, Manjuc est condamné à six mois de prison.

Amérique : Ouverture du Ve Congrès du Parti Communiste.

SAMEDI 22. — A Marseille, ouverture du Congrès de l'Internationale Socialiste. A Paris, Congrès de la Fédération Unitaire du Livre.

— Le gouverneur de la Martinique, Richard, blessé par le fils d'une de ses victimes.

Australie : Recrudescence de la grève des gens de mer.

DIMANCHE 23. — A Marseille « Congrès ouvrier » et attentat de la police de Flaissières contre les congressistes.

— A Tunis, Finédori récolte six mois. Perquisitions à Besançon. Poursuites à Charleville.

— Au Congrès Unitaire du Livre, le rapport moral est adopté par 19 voix contre 11.

Egypte : Les « meurtriers » du Sirdar sont pendus.

LUNDI 24. — Tamponnement à Sens. 3 morts.

— Les quatre marins du *Courbet* sont condamnés par le Conseil de guerre.

— A Paris Congrès des Fédérations unitaires des Employés des Tabacs, des Services Publics, de l'Internationale de l'Enseignement. Dans le même temps, se réunissent de nombreux Congrès de Fédérations réformistes.

Syrie : Nouveaux combats dans le Djebel Druse.

MARDI 25. — Manifestation devant le Consulat de Pologne à Paris. — Neuf ouvriers bulgares sont expulsés de France.

Grèce : Procès contre les communistes.

MERCREDI 26. — Ouverture à Paris du Congrès de la C. G. T. U. et de celui de la vieille C. G. T.

— Des grévistes de la Banque manifestent place de l'Opéra.

— Au cirque de Paris, « Fête de l'Unité » organisée par l'U. D. U. de la région parisienne.

JEUDI 27. — Le Congrès de la vieille C. G. T. décide d'entendre une délégation du Congrès Unitaire (2,800 voix pour, 1.500 contre).

— Appel des intellectuels en faveur des paysans bessarabiens.

— Le matelot Vigne du *Paris* est condamné à 3 ans de prison.

Grèce : Ajournement du procès anti-communiste.

VENDREDI 28. — Le Congrès de la C. G. T. U. discute de l'Unité. Audition de Lozovsky. Au Congrès réformiste, discours de Jouhaux.

— Manifestation à Paris contre la terreur blanche en Pologne. Nombreuses arrestations.

— A Marseille fin du Congrès de l'Internationale socialiste.

SAMEDI 30. — Le Congrès de la C. G. T. U. admet la rééligibilité des fonctionnaires syndicaux. Le Congrès réformiste repousse toute participation au Congrès d'Unité.

— Les grévistes de la Banque décident de poursuivre la lutte.

Angleterre : Conférence nationale du mouvement minoritaire.

DIMANCHE 31. — Le « Congrès d'Unité » se transforme en Conférence d'Unité. Les délégués confédérés et autonomes sont peu nombreux.

— Proposition par la C. G. T. U. d'une grève de solidarité avec les grévistes de la Banque.

— Fête d'ouverture de la 11e semaine internationale des jeunes communistes.

Une lettre d'Abd el Krim au Parlement français.

L'*Humanité* a publié, le 21 août, une lettre d'Abd el Krim au Parlement français.

Voici ce document, traduit du texte anglais, lui-même traduit du texte original berbère :

Nous avons l'honneur de vous soumettre ce memorandum adressé à la Chambre des députés de la Nation française. Il a pour but d'exprimer aux honorables représentants nos sentiments de respect mais aussi de porter à leur connaissance notre profond regret des imputations qui nous ont été attribuées par Son Excellence le maréchal Lyautey de même que par la presse française qui a répandu d'innombrables rumeurs afin de discréditer à vos yeux notre réputation et notre honneur.

En vérité il nous est excessivement pénible de lire dans les journaux de Paris de la part de quelques-uns des principaux hommes d'Etat de votre pays les démentis honteux de leurs rapports et de leur correspondance avec nous, y compris le refus de nous accorder une entrevue à Paris, en 1923.

Bien au contraire, nous avons correspondu avec M. Painlevé et indirectement nous avons parlé avec M. Poincaré exprimant à l'un et à l'autre nos sentiments amicaux envers la France qui, selon notre pensée, devait être la première à soutenir nos revendications et à reconnaître nos droits nationaux sans lesquels il nous est impossible de vivre. Nous avons, en maintes occasions, correspondu avec le maréchal Lyautey ; nous lui avons envoyé des messagers dans le seul but d'arriver à un accord. Nous estimons hautement le maréchal et son gouvernement du Maroc français ; malheureusement il n'a pas voulu nous entendre, de même qu'il n'a pas voulu recevoir nos messagers si ce n'est avec mépris.

Il nous est apparu dès la première occasion que nous avons eu d'entrer en contact avec le maréchal qu'il ne nous regardait pas avec des yeux bienveillants et qu'il nous traitait avec dédain en dépit de nos efforts de conciliation et de notre vif désir de rester en bons termes avec la République française.

Quand au début de l'année dernière, nous avons été au courant de la décision du maréchal Lyautey d'augmenter ses forces sur l'Ouergha, nous avons dépêché un messager à Fez pour lui demander une explication. Mais le résultat de cette démarche, comme de tous nos efforts antérieurs selon les méthodes pacifiques dans nos conversations et notre correspondance avec des ministres, a été négatif. L'armée française a avancé dans la région de El-Jaya et des Beni-Zerouals et y a établi des postes fortifiés. Néanmoins nous espérions encore dans la paix jusqu'au moment où nous nous sommes aperçus, cette année, que le maréchal Lyautey avait l'intention d'envahir le Rif et qu'il avait l'ambition d'annexer notre pays à la zone française. Dans ce même temps, le maréchal Lyautey n'avait de cesse d'exciter les tribus contre nous et de les encourager à nous attaquer directement. Ces actes du maréchal ne nous laissaient pas d'autre issue que de prendre les armes contre vos soldats et de défendre la liberté de notre pays comme nous l'avons toujours fait. Le maréchal Lyautey dédaignant les droits d'une petite nation s'en est reposé sur la force, oubliant que la victoire vient toujours à ceux qui combattent pour la justice et la défense de leur honneur. Mais le temps écartera les nuages du mensonge et le soleil de la vérité triomphera.

Nous sommes accusés d'être des rebelles, mais nous combattons pour notre propre pays. Aussi, hier, n'avez-vous pas été vous-même le premier peuple qui prit les armes et se précipita pour la défense de la liberté de votre sol et de votre héritage. Nous sommes accusés d'avoir choisi la guerre pour passe-temps, mais de telles calomnies ne supporteront pas l'examen. Nous proclamons notre désir de vivre en paix et de développer les ressources de notre pays pour le bénéfice de ses habitants.

Nous avons envoyé notre frère et nos ministres à Paris parce qu'elle est le berceau de la liberté, la capitale de l'égalité, la mère de la civilisation moderne et parce que nous avons espéré que la noble nation française qui si souvent a protégé les faibles et les affligés, reconnaîtrait le droit du Rif de vivre comme une nation libre. Notre but, notre principe, notre idéal, c'est la paix et l'indépendance.

Les guerres dans lesquelles nous avons été engagés dans le passé, dans lesquelles nous sommes engagés aujourd'hui nous ont été imposées. A peine étions-nous sur le point de nous libérer de l'Espagne que nous avons été attaqués par la France. Nous nous adressons à la nation française pour qu'elle arrête ce massacre insensé d'une petite nation qui est résolue à mourir plutôt que de se soumettre.

Notre pays est toujours victime de diffamations et de rapports inexacts. Nous ne possédons pas de journaux pour présenter notre cause et dire la vérité : les quelques correspondants américains qui ont visité notre pays ont confirmé nos propres déclarations que nous n'avons ni aide étrangère ni bolchevistes dans notre entourage. Le Coran et le bolchevisme ne peuvent aller de pair ensemble. Nous et nous seuls administrons et contrôlons nos affaires civiles et militaires. A coup sûr, si nous avions possédé des journaux ou des députés à la Chambre , la France n'aurait pu rester sourde à nos plaidoyers et aurait répondu à notre appel pour la justice. Nous proclamons une fois de plus notre désir de vivre en paix avec la nation française et nous terminons notre pétition en priant la Chambre des députés française d'agréer nos hommages et nos souhaits amicaux.

Salaams!

Ecrit au quartier général du front sud, 25 Zil-Kaada 1343.

(Sd) Mohammed Ibn ABDUL KRIM.
EL KHATTABI.

En réponse à la publication de ce document, le gouvernement a fait « donner » largement sa presse de gauche et de droite, sur le thème : nécessité de l'anéantissement des Rifains. Cependant, le *Matin* a publié une interwiew du frère et du Premier Ministre d'Abd El Krim qui confirme ce qui est dit dans cette lettre.

***

Un pas vers l'unité syndicale.

Le délégué impartial qui assistait aux réunions de la Commission d'Unité constituée au Congrès de la C. G. T. U. entre unitaires (54), autonomes et confédérés (56), pouvait se demander, au cours des deux premières séances, en écoutant les discours des représentants des groupements différents, si l'on aboutirait à des conclusions pratiques. Par instants, on se serait cru non entre militants réunis pour rechercher les moyens pratiques de retour à l'unité, mais au sein d'un autre Congrès, voire même d'un meeting.

Piquemal, des Indirectes, en une brève intervention, vint heureusement faire remarquer qu'il ne s'agissait pas de parler Charte d'Amiens et de vague fusion, mais d'arrêter un plan de travail susceptible de rallier toutes les bonnes volontés.

Il y eut un incident sur lequel l'*Humanité* a fait le plus complet silence, mais qui fut très remarqué. Il fut provoqué par l'intervention du « plumeur de volaille » Treint, déguisé pour la circonstance en militant syndicaliste et en professeur d'unité, et fit craindre un instant l'avortement de la Conférence. Il n'en fut rien et finalement tout se tassa. Mais la Librairie de l'*Humanité* ferait bien d'expurger certains bouquins vendus par elle à des confédérés, certains comptes rendus de Congrès, de formules aussi malheureuses que troublantes qui, sans être de Treint, ne valent guère mieux que les siennes et donnent fort à penser à la « volaille » que l'on prétend plumer.

La dernière séance corrigea l'impression désagréable des deux premières.

Si nous nous en rapportons aux moyens pratiques énoncés sommairement dans la résolution unanimement adoptée, et avec laquelle nous sommes pleinement d'accord, l'on peut affirmer que la Conférence n'aura pas été inutile et constitue vraiment un « premier jalon ».

Comme l'a très bien dit Liebaers, il ne s'agit pas pour faire l'unité, « de détruire une organisation au profit d'une autre ». Mais voilà qui nous change des écrits et des affirmations de certains communistes de 1922 qui ne voyaient, il n'y a pas si longtemps, dans les propositions d'unité et le Congrès interconfédéral qu'une manœuvre, un moyen « de grignoter » à la C. G. T. quelque 150 syndicats.

« Unité, a dit encore Liebaers, en faisant abstraction du passé, mais en tenant compte et en voyant bien nettement la situation actuelle qui impose la plateforme de la lutte de classe. » Et cela n'était pas contraire à l'esprit de la Charte d'Amiens, et pouvait satisfaire ceux qui n'ont jamais cessé, tout en voulant l'adapter aux événements, de la prendre au sérieux.

Dans toutes les interventions perçait un désir sincère d'aboutir, et on ne le sentait pas moins profond chez les délégués confédérés et autonomes que chez les unitaires. C'est assez symptomatique du courant réel d'unité qui existe au sein de la masse. Mais aussi, chez bien des délégués unitaires, même membres du P. C., on sentait le souci de mettre l'organisation syndicale à l'abri des querelles de partis qui ne peuven que nuire à son développement quand le droit d'expression des tendances, reconnu par tous, franchissant les limites de l'esprit de classe, prend la figure grimaçante d'un sectarisme étroit.

Des exposés faits, tant à la Conférence qu'à la Commission, il convient de retenir celui du délégué de l'U. D. de l'Indre, qui a montré comment unitaires, confédérés et autonomes peuvent parfaitement, en attendant le retour à l'unité organique, cohabiter sous le même toit et lutter en commun contrele patronat. Le délégué d'Aix-en-Provence, représentant 22 syndicats des trois tendances, fit une pareille démonstration. Voilà qui dénote qu'à la base le courant 'unité est plus sain qu'aux sommets.

L'intervention du délégué du S. U. B., déclarant que son syndicat rejoindrait la Fédération unique du Bâtiment une fois celle-ci reconstituée, attestait que même chez les derniers dissidents de la C. G. T. U. l'esprit d'unité reste encore vivace. Mais nous pensons que la solution juste à cette situation de nos camarades autonomes est leur entrée dans l'une ou l'autre des Centrales, comme le leur indiquait encore Liebeaers. Dans l'une ou dans l'autre, ils travailleront plus utilement à l'unité qu'en restant isolés.

En résumé, des efforts conjugués des trois éléments qui se sont rencontrés là, doit sortir pratiquement, par la constitution à tous les échelons syndicaux de Comités mixtes, un courant d'unité qui emportera tôt ou tard ceux qui ont intérêt à maintenir la scission syndicale. — V. G.

Voici le texte de la résolution adoptée à l'unanimité par la conférence et que le Congrès confédéral de la C. G. T. U. a fait sienne, par acclamations :

Les militants et délégués des diverses organisations : unitaires, confédérées, autonomes, réunis en Conférence pour discuter et établir une communion d'idée sur le grave problème de l'unité ;

Décident, en raison de la crise très tendue que traverse notre pays et qui menace de plus en plus la classe ouvrière, de faire auprès des masses prolétariennes tous efforts utiles à la réalisation de l'unité ;

L'unité ne saurait se réaliser d'une façon durable et efficace qu'autant que le mouvement syndical gardera son autonomie organique et son caractère de lutte de classe ;

La réalisation pratique de l'unité ne peut s'opérer que par la fusion simultanée, et contrôlée par des Comités mixtes, de toutes les organisations parallèles;

La Conférence estime que la constitution des Comités mixtes d'unité permettra le rapprochement des militants des différentes tendances et pourra hâter la réalisation de l'unité syndicale.

Les Comités mixtes décideront localement les modalités pratiques de leur action en faveur de l'unité;

La Conférence estime que tout partisan de l'unité a le devoir d'engager la lutte pour cette revendication sur la base des grandes revendications prolétariennes et contre tous ceux qui seraient tentés de s'opposer à la reconstitution d'une organisation unique par la fusion des syndicats, Unions départementales, Fédérations, C. G. T., Internationale;

Elle condamne la constitution d'organisations nouvelles à côté de celles déjà existantes;

Résolue d'aboutir à cet idéal, la Conférence pense que les forces des organisations en présence doivent œuvrer avec toutes les bonnes volontés, ainsi qu'avec les masses ouvrières, organisées ou non, pour faire triompher dans le plus bref délai possible l'unité tant désirée.

***

La terreur roumaine en Bessarabie.

A l'heure où nous écrivons ces lignes, nous ne connaissons pas encore les résultats du procès de Kitchinef. 386 paysans et paysannes bessarabiens comparaissent devant la cour martiale.

Dans quelles conditions ?

Un manifeste signé par un certain nombre d'écrivains français (groupés autour de Barbusse, de Romain Rolland et de Séverine), nous donne sur cet abominable procès, des précisions angoissantes :

Le nombre seul des accusés eût suffi à attirer notre attention. Mais les nouvelles qui nous parviennent de Roumanie ont transformé notre curiosité en une véritable angoisse. Est-il vrai que les 386 accusés ne sont que des boucs émissaires d'une révolte dont les seuls responsables sont ceux qui administrent aujourd'hui la Bessarabie au nom de la Roumanie? Est-il vrai, ainsi que l'a établi à la tribune du parlement roumain, le député Jacobesco, que 13 déjà d'entre les accusés ont été exécutés avant le jugement? Est-il vrai que les accusés n'ont aucun contact avec leurs défenseurs, et qu'aucun journaliste, ni roumain ni étranger, n'a le droit de pénétrer sur le territoire bessarabien? Est-il vrai que les journalistes roumains ont du recourir à leur organisation « l'Association de la presse roumaine », pour protester contre une pareille violation de leurs droits? Est-il vrai que le lieutenant Moraresco, accusé de plus de trente meurtres politiques a été mis en liberté, sans plus ?

Nous savons — car nous reproduisons ici les faits bruts, tels que les a publiés la presse du mois d'octobre dernier — que la révolte partie de Nicolaéva a été directement provoquée par les gendarmes de l'endroit, qui fusillèrent en plein marché et en plein midi, un paysan venu paisiblement vendre ses produits et qui avait refusé de les leur livrer. Nous savons qu'à la suite de l'indignation légitime provoquée par un pareil assassinat dans la masse des paysans rassemblés sur la place du Marché, le village de Nicolaéva et cinq villages des environs furent cernés par l'artillerie et presque totalement rasés, que dans la petite ville de Tatar-Bunar, incendiée de plusieurs côtés, 78 maisons furent brûlées, 89 paysans fusillés dans la cour de l'église, et 200 dans les rues. Nous savons — car les communiqués de la presse l'ont triomphalement annoncé — que la répression a fait deux mille victimes en quelques jours, et que toute la région sur une étendue de 60 kilomètres carrés a été transformée en un désert.

Un meeting de protestation a eu lieu, salle des Sociétés Savantes, le 1er septembre. Paul Louis, Georges Pioch, Séverine, Sémard, un citoyen roumain et un paysan bessarabien, y prirent la parole. Il faut regretter le peu de place qu'on a accordé, dans l'*Humanité*, à la relation de ce meeting. On n'a pas su mettre en valeur les déclarations des orateurs dont la protestation — parce qu'ils ne sont pas communistes — pouvait avoir plus de portée que celle de Sémard.

Mais que dire du *Peuple*. Dans sa haine antibolchevique, il ne proteste — en un style prudhommesque — contre « l'autoritarisme brutal » roumain, qu'en s'élevant par la même occasion contre « *la politique bolcheviste qui s'emploie trop souvent à provoquer des aventures* ».

Ainsi il fournit une arme précieuse au procureur royal de Kitchinef. Cependant, la misère bessarabienne, sous le régime roumain et la spontanéité de la révolte ont été établies par des témoins impartiaux, dont le président du parti agrarien M. Michalachi et un ancien sénateur bourgeois : M. Jules Dragomiresco.

Il est vrai que les gens du *Peuple* prient le Gouvernement roumain « *de montrer la supériorité morale dont il veut se prévaloir* ».

En lisant la déclaration que nous publions ici, on aura une haute idée de cette « supériorité morale ».

Prompts à protester contre les excès révolutionnaires des Bolcheviks qu'ils dénoncent sans preuves, sans information objective et impartiale — les gens du *Peuple* sont beaucoup plus prudents et discrets, lorsqu'un gouvernement bourgeois est en cause. Et cela les juge !.

***

La C. G. T. U. et la stratégie des grèves

« Le Congrès affirme avec force la similitude existant entre la guerre de classes et la guerre militaire. » Ainsi s'est exprimé le Congrès de la C. G. T. U. dans sa résolution sur la stratégie des grèves. Malgré toute la « force » de cette affirmation, je pense qu'elle est loin d'être vraie. Emise par des « marxistes », elle est absolument antimarxiste. Il peut y avoir similitude entre la guerre de classes et la guerre militaire, comme il peut ne pas y avoir similitude. La guerre de classes revêt un grand nombre de formes, bien différentes. Ces formes dépendent des circonstances. Dans certaines circonstances ces formes seront celles de la guerre militaire; dans d'autres, pas. La grève actuelle des employés de banque est une « guerre de classes »; elle n'a aucune similitude avec une guerre militaire. L'affirmation du Congrès de la C. G. T. U. est tout à fait vaine.

On ne la considérerait que comme une plaisanterie si elle n'était le témoignage d'un état d'esprit significatif. A force d'enterrer le syndicalisme d'avant-guerre, les dirigeants de la C. G. T. U. ont laissé toute conception vraiment syndicaliste sur le chemin du cimetière. Ayant accouplé notre organisation à celle du prétendu Parti communiste, ils ne rêvent que de centralisation, d'homogénéité, de direction par le Centre. Quand ils disent : « guerre de classes et guerre militaire sont similaires », ils ne font que préparer le terrain à un « état-major » des grèves, dont, d'ailleurs, la résolution votée par le Congrès prévoit la constitution. Un état-major, c'est-à-dire un ensemble de chefs qui dirigeront les mouvements de leur poste de commandement, conduiront les grévistes comme les généraux conduisent les soldats. Dès lors toute initiative de la base disparaît. Le syndiqué ne se sent plus être qu'un numéro matricule.

Alors qu'il fallait concilier le fédéralisme — créateur d'action — avec le centralisme — très souvent tueur d'action — nos leaders syndicaux se sont écriés une fois de plus : « mort au fédéralisme ! » Il est des morts qu'il faut qu'on tue... Comme quoi le problème des grèves est bien loin d'être résolu. S'imaginait-on le résoudre avec des perles du genre de celle relevée plus haut ? J'ai peine à le croire. Mais attendons la section des grèves au travail. — M. Ch.

PETITE BIBLIOTHÈQUE
DE
L'INTERNATIONALE SYNDICALE ROUGE

BROCHURES DÉJA PARUES :

I. **Résolutions et statuts adoptés au Premier Congrès des Syndicats révolutionnaires** (Moscou, 3-19 juillet 1921). ..... 2 »
II. **Programme d'action de l'Internationale syndicale rouge** (A. Losovsky)..... 2 50
III. **Les Syndicats russes et la Nouvelle Politique** (A. Losovsky)... ..... 0 50
IV. **Les Syndicats et la Révolution** (A. Losovsky)..... 0 50
V. **Thèses et Résolutions adoptées au IIe Congrès de l'Internationale rouge** (Moscou, novembre 1922) 1 25
VI. **Vers le Front unique international** (Edo Fimmen), introduction de Pierre Monatte)..... 0 50
VII. **Pour le Front unique des Transports** (Pierre Sémard)..... ..... 0 50
VIII. **L'Internationale Syndicale Rouge et l'Unité syndicale** (A. Herclet)..... 0 75
IX. **Rapports entre l'I. S. R. et l'I. C.** (Préface de Dudilieux) 1 50
X. **Les Anarchistes et le Mouvement syndical** (Andrès Nin)..... 0 50
XI. **Le Grand Stratège de la Guerre de Classe** (A. Losovsky).. ... . 1 »
XII. **L'Activité de l'I. S. R.** (Rapport pour le IIIe Congrès de l'Internationale Syndicale Rouge), préface de A. Losovsky. 7 50
XIII. **L'Anarcho-Syndicalisme en Espagne** (J. Maurin)..... ..... 0 75
XIV. **Résolutions adoptées au IIIe Congrès de l'I. S. R.** 3 50

LIBRAIRIE DES SCIENCES POLITIQUES ET SOCIALES
MARCEL RIVIÈRE
31, rue Jacob et 1, rue Saint-Benoit, Paris (6e)

P.-J. PROUDHON

Œuvres complètes

Publiées sous la direction de C. BOUGLÉ et H. MOYSSET, en 20 volumes in-8°

PRIX DE LA SOUSCRIPTION :
Broché... ... ... **320 fr.**
Relié.. ... ... **500 fr.**

VOLUMES PARUS :

Système des contradictions économiques ou philosophie de la misère. Introduction et Notes de Roger Picard, 1923. 2 vol. in-8° brochés. . . . . 32 fr.

Idée générale de la Révolution au XIXe siècle. Introduction et Notes de A. Berthod. 1923. 1 vol. in-8° broché . . . . . 18 fr.

De la capacité politique des classes ouvrières. Introduction et Notes de Maxime Leroy. 1924. 1 vol. in-8° broché . . . . . 18 fr.

SOUS PRESSE :

La guerre et la paix. Introduction et Notes de H. Moysset.

LIBRAIRIE ANCIENNE & MODERNE
P.-M. DELESALLE
16, rue Monsieur-le-Prince, Paris VIe (près l'Odéon)

LIVRES D'OCCASION :
Spécialement, ouvrages concernant les sciences sociales et économiques

ENVOI SUR DEMANDE DU CATALOGUE PÉRIODIQUE
Librairie Générale — Histoire — Romans — Littérature
Fournitures constantes dans les meilleures conditions

ÉDITIONS DE LA JEUNESSE
Brochures mensuelles pour les enfants

ADMINISTRATION : 15, rue Fardeau
SAUMUR (Maine-et-Loire)

VIENT DE PARAITRE :

Tom le Ramoneur
suivi de
Tom, enfant de la mer

de Charles Kingsley
Adapté de l'anglais par Élise Masson
Illustrations de Pierre ROSSI

Un volume formé de 4 brochures des *Éditions de la Jeunesse*, broché, sous couverture forte, franco. 2.50
Cartonné dos toile, franco 4.25

Le numéro de mars des Éditions *donne la première partie d'une nouvelle de notre camarade* Freinet, *intitulée* **Tony l'assisté**, *dont nos lecteurs goûteront la fraîcheur agreste.*
Le numéro d'avril renferme la deuxième et dernière partie de cette nouvelle.

N.-B. — Les abonnés nouveaux peuvent recevoir tous les numéros parus depuis octobre. Abonnement : un an, 6 fr. (5 fr. seulement pour les abonnés à l'**École Émancipée**). C. Ct postal 8126, Nantes.

Abonnez vos Enfants et ceux de vos Amis

LES PETITS BONSHOMMES
....QUAND MÊME

Hebdomadaire illustré

Un an : **20** francs. — Six mois : **12** francs
Spécimen franco contre **0** fr. **50**
Adresse provisoire : **12, rue des Goncourt, Paris (11e)**

Un document sur la crise du Parti communiste russe et de l'Internationale communiste.

DEPUIS LA MORT

DE

LÉNINE

par **MAX EASTMAN**

(TRADUIT DE L'ANGLAIS)

Un volume : *Collection des Documents bleus* (Gallimard, éditeur). **7** fr. **50**

Les liens qui unirent les deux grands hommes de la Révolution russe.

LÉNINE

PAR

Léon TROTSKY

Un volume : **8** fr.

Voulez-vous savoir comment vous êtes exploités?

LISEZ

L'Économie Capitaliste

(PRINCIPES D'ÉCONOMIE POLITIQUE)

par Robert LOUZON

Un volume : **6** fr.

Éditions de la LIBRAIRIE DU TRAVAIL, 96, quai Jemmapes

Chèque postal : Marcel HASFELD n° 43-08

Le Gérant : V. GODONNÈCHE. Imp. Nouvelle (assoc. ouv.), 11, rue Cadet. — 1741-9-25.